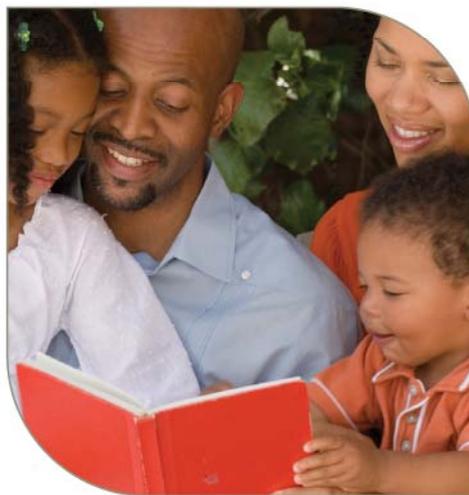
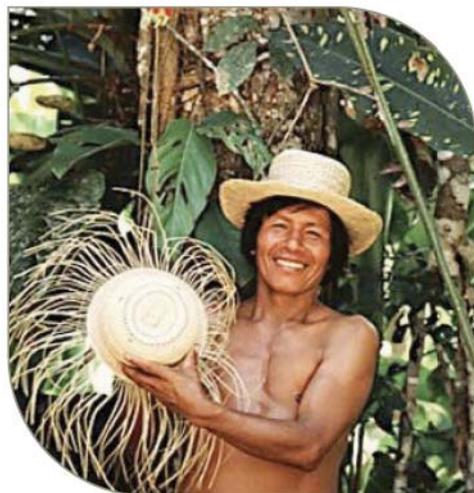




Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014)

Contextes et structures de l'Éducation pour le développement durable 2009

« Ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte pas forcément. »

(Albert Einstein)

Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014)

Contextes et structures de l'Éducation pour le développement durable 2009

Apprendre pour un monde durable

Rapport préparé par Arjen Wals (Université de Wageningen, Pays-Bas)

L'auteur est responsable du choix et de la présentation des faits figurant dans cet ouvrage ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Cet examen fait suite à l'achèvement réussi de la première phase du processus de suivi et d'évaluation de la DEDD: 2007-2009, qui s'inscrit dans le cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD.

Copyright © UNESCO 2009

Section de coordination de la DEDD

Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation

UNESCO

7, Place de Fontenoy

75352 Paris 07 SP, France

Fax: 33 1 45685635

E-mail: esddecade@unesco.org

Site Web: www.unesco.org/education/desd

Conception: thestudioworks,
division de Chittle Apparel Pvt Ltd | www.chittlesoft.com

Imprimé dans les ateliers de l'UNESCO

Photos: Première page de couverture en haut à gauche/dernière page de couverture en bas à droite © 2009 Bruce Fransworth

ED-2009/WS/41

Préambule

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) offre une occasion de repenser notre approche des défis mondiaux. Depuis son lancement international à New York le 1^{er} mars 2005, la DEDD a enregistré des progrès considérables du point de vue des activités concrètes et des actions menées sur le terrain. Outre les lancements régionaux et nationaux, des progrès ont été réalisés sur le plan des institutions et des programmes aux niveaux international, régional et national. Il reste cependant beaucoup à faire compte tenu de l'ampleur et de la gravité des défis planétaires auxquels nous sommes confrontés.

À mi-parcours de la Décennie, le moment est venu pour la communauté internationale de réfléchir à sa démarche et à son engagement. C'est également le moment pour elle de faire le bilan de ce qui a été accompli à ce jour, d'examiner les principaux enseignements tirés de la Décennie et de décider des mesures prioritaires à prendre pour en réaliser les objectifs.

Ce Rapport mondial 2009 sur la DEDD intitulé *Apprendre pour un monde durable: Contextes et structures de l'Éducation pour le développement durable* passe en revue de façon succincte, mais instructive, les contextes dans lesquels les régions et pays du monde entier s'efforcent de développer l'Éducation pour le développement durable (EDD) et les formes d'éducation et d'apprentissage pertinentes pour celle-ci. Les réalités régionales et nationales ont déterminé les modes de développement et de promotion de l'EDD, ce qui a entraîné diverses manières de l'interpréter. Au cours de la seconde moitié de la Décennie, nous devons nous employer en priorité à unifier nos approches en matière d'EDD et à identifier ensemble les moyens de traduire des thèmes généraux en applications précises adaptées aux besoins locaux.

Le rapport présente également les structures que les pays ont mises en place pour promouvoir et faciliter l'EDD. Les politiques, les mécanismes de coordination et les crédits budgétaires notamment, constituent les éléments de base nécessaires à la mise en œuvre de l'EDD. Bien que les progrès réalisés soient satisfaisants, nous devons faire plus en mobilisant davantage les soutiens politiques dans les pays où l'EDD n'est pas encore reconnue comme une priorité.

Ce bilan de la Décennie à mi-parcours intervient à un moment où la communauté mondiale est confrontée à des défis redoutables d'ordres économique, social, environnemental et culturel. Aujourd'hui, une approche globale de l'apprentissage et de l'enseignement est plus vitale et urgente que jamais. Si l'on veut que l'EDD contribue au maximum au changement de modèle qui s'impose dans la réflexion, l'apprentissage et l'enseignement au service d'un monde durable, celle-ci doit faire l'objet de toutes les attentions.

Ce bilan devrait viser non seulement à assurer le succès de la Décennie, mais aussi à faire en sorte que l'EDD occupe une place de choix dans les programmes d'action internationaux, régionaux, nationaux et locaux.

J'espère que, par son analyse des contextes et des structures de l'EDD dans le monde entier, ce bilan permettra de mieux comprendre la portée et la nature de l'EDD et également de relever plus efficacement les défis de demain pour que la DEDD puisse porter tous ses fruits.

Mark Richmond

Directeur

Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation

Remerciements

Ce rapport à mi-parcours, importante étape de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014), est l'aboutissement de la première phase du processus de suivi et d'évaluation de la DEDD. Un grand nombre de parties prenantes, de partenaires et d'acteurs ont contribué au processus de suivi et d'évaluation ainsi qu'à l'élaboration de la structure et du contenu de cet examen.

Nous remercions vivement les membres du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD (MEEG): Saïd Belkachla, Abelardo Brenes, Rangachar Govinda, Alex Michalos, Roel van Raaij, Overson Shumba, Daniella Tilbury (Présidente), Elaine Unterhalter et Pierre Varcher. A la fois en groupe et individuellement, ils ont non seulement consacré beaucoup de temps et d'énergie à la conception du processus de suivi et d'évaluation en collaboration étroite avec la Section de coordination de la DEDD de l'UNESCO, mais aussi apporté de précieuses contributions à la structure et au contenu de cet examen.

Nous sommes reconnaissants à Arjen Wals d'avoir réalisé ce rapport analytique très instructif. Nous tenons tout particulièrement à lui rendre hommage pour les efforts qu'il a déployés sans relâche dans l'accomplissement d'une tâche très difficile: présenter cet examen complexe avec lucidité et simplicité afin de toucher le public le plus vaste possible.

Nous tenons à remercier Shivali Lawale pour avoir rendu possible la finalisation de cet ouvrage.

Nous sommes reconnaissants aux commissions nationales pour l'UNESCO et à plusieurs grands réseaux de parties prenantes d'avoir participé avec enthousiasme à ce tout premier exercice de suivi et d'évaluation de la DEDD.

Nous remercions les membres du Groupe de référence de la DEDD et ceux du Comité interagences des Nations Unies pour la Décennie d'avoir apporté de précieuses contributions et d'avoir formulé des commentaires pertinents sur les versions provisoires de cet examen.

Nous tenons également à remercier tout particulièrement nos collègues des autres divisions du Secteur de l'éducation, notamment le Service de gestion des savoirs, les différents secteurs de programme ainsi que les bureaux régionaux, instituts et centres de l'UNESCO de leur coopération et de leur appui au processus de suivi et d'évaluation de la DEDD, ainsi que de leurs très précieuses contributions à la production de cette publication.

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 6 |
| Chapitre 1: Examen d'une Décennie en cours | 12 |
| Chapitre 2: Contextes régionaux de la mise en œuvre de la DEDD | 16 |
| Chapitre 3: Significations de l'EDD | 26 |
| Chapitre 4: Contribution des Nations Unies | 33 |
| Chapitre 5: Politiques et cadres nationaux pour l'EDD | 43 |
| Chapitre 6: L'EDD dans l'éducation formelle | 52 |
| Chapitre 7: Structures de l'éducation informelle et non formelle | 59 |
| Chapitre 8: Recherche et développement en matière d'EDD | 66 |
| Chapitre 9: Appréhender la seconde moitié de la Décennie | 71 |
| Annex | 76 |

Introduction

A mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014), un bilan du travail accompli au cours des cinq premières années a été dressé. Ce rapport a aussi pour mission de recenser les obstacles rencontrés lors de la création des structures, des dispositions et des conditions propres à faciliter le développement et la mise en œuvre de l'EDD. Il s'agissait enfin de définir, sur la base des enseignements tirés de l'expérience de ces cinq premières années, les mesures qui pourraient être prises durant le reste de la Décennie. Ce chapitre liminaire présente brièvement la DEDD et le bilan à mi-parcours.

A la recherche du développement durable

Le monde continue à faire face à divers défis majeurs tels que le changement climatique provoqué par l'activité humaine, l'épuisement rapide des ressources naturelles, la fréquence des catastrophes naturelles, la propagation de maladies infectieuses, (anciennes et nouvelles), la perte de biodiversité, la violation des droits humains, l'aggravation de la pauvreté, la dépendance de nos systèmes économiques à l'égard d'un consumérisme toujours croissant, etc.¹ Le développement durable est devenu dans le monde entier un moyen d'exprimer la nécessité de renoncer aux modèles de développement dominants actuels, apparemment incapables de répondre aux besoins des populations en quête de paix et de prospérité tout en préservant la planète.

Le développement durable doit être décrit à travers les trois dimensions qui suivent, sous l'angle des rapports qu'elles entretiennent entre elles dans le temps (passé-présent-avenir) et dans l'espace (proche-lointain). Le développement *social* durable (*l'humanité*) vise à développer la collectivité et son organisation sociale, au sein de laquelle la réalisation de la cohésion sociale, de l'équité, de la justice et du bien-être joue un rôle important. Le développement *environnemental* durable (*la planète*) désigne un développement des écosystèmes naturels qui préserve la capacité biologique de la Terre et le respect du monde non-humain. Le développement économique durable (*la prospérité*) concerne essentiellement le développement de l'infrastructure économique, pour lequel il est important d'assurer une gestion efficace de nos ressources naturelles et humaines.

¹Un grand nombre de rapports internationaux sur le thème de l'« état de la planète » qui traitent de ces défis ont été publiés, notamment plusieurs rapports sur le développement dans le monde (www.theworldbank.org), le Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (www.ipcc.ch), les rapports des Nations Unies sur la Déclaration du Forum du Millénaire (www.un.org/millennium), les Rapports d'évaluation des écosystèmes pour le millénaire (www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx) et le quatrième rapport du PNUE intitulé L'avenir de l'environnement mondial: l'environnement pour le développement www.unep.org/geo/geo4/.

C'est peut-être la découverte de moyens équilibrés d'intégration de ces dimensions dans la vie et le travail de tous les jours qui constitue le plus grand défi de notre temps, car elle implique de nouveaux modes de pensée, d'évaluation et d'action.

On constate dans le monde entier un regain d'intérêt pour les questions de développement durable de la part des gouvernements, des communautés et des organisations ainsi que dans les milieux d'affaires et l'industrie. Il est peut-être plus significatif encore que de plus en plus de personnes commencent à comprendre que la création d'un monde viable incluant l'humanité implique des changements fondamentaux pour l'ensemble de nos systèmes socio-économiques, changements soutenus par une réorientation critique de nos principes, valeurs, comportements et modes de vie. La crise financière mondiale de 2008-2009 est considérée par certains comme un phénomène appelé à accélérer le passage à des systèmes économiques alternatifs, à des mécanismes et des principes mieux adaptés aux dimensions sociale et environnementale du développement durable. On voit donc apparaître de nouvelles politiques, une nouvelle législation, de nouvelles formes de gouvernance aux niveaux local, régional, national et international, et de nouvelles formes d'éducation et d'apprentissage susceptibles de faciliter ces changements.

Émergence de l'EDD

Les origines de l'EDD remontent au début des années 1970, mais elle est arrivée pour la première fois sur le devant de la scène à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), également connue sous le nom de Sommet de la Terre, qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992. La CNUED a abouti à une publication historique, l'Agenda 21², ce dernier propose un plan d'action détaillé qui doit être adopté aux niveaux mondial, national et local par les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les grandes organisations non gouvernementales et de la société civile, et les réseaux pour réduire les effets de l'activité humaine sur l'environnement. Agenda 21, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ainsi que la Déclaration de principes pour la gestion écologiquement viable des forêts ont tous été adoptés au Sommet de la Terre par 178 gouvernements. La Commission du développement durable (CDD) a été créée en décembre 1992 en vue d'assurer le suivi efficace de la CNUED, de surveiller la mise en œuvre des engagements aux niveaux local, national, régional et international et d'en rendre compte.

Le Chapitre 36 de l'Agenda 21 sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, tâches pour lesquelles l'UNESCO a été désignée comme chef de file, présente quatre objectifs majeurs:

- **Promouvoir et améliorer la qualité de l'éducation:** il s'agit de recentrer l'éducation tout au long de la vie sur l'acquisition des connaissances, des compétences et des valeurs nécessaires aux citoyens pour améliorer leur qualité de vie.
- **réorienter les programmes d'enseignement:** du jardin d'enfants à l'université, l'enseignement doit être repensé et réformé afin de véhiculer les connaissances, modes de pensée et valeurs nécessaires à l'édification d'un monde viable.
- **Sensibiliser le public au concept de développement durable:** cela permettra de développer aux niveaux local, national et mondial une citoyenneté éclairée, active et responsable.
- **Former la population active:** la formation technique et professionnelle continue des dirigeants et des travailleurs, particulièrement dans le commerce et l'industrie, sera enrichie afin qu'ils adoptent des modes de production et de consommation viables.

Bien qu'il existe un large consensus sur ces objectifs, il n'en va pas de même en ce qui concerne la signification de l'EDD. Comme dans le cas du développement durable, il n'existe pas une seule et unique façon d'interpréter et d'utiliser correctement l'EDD. L'absence d'unanimité au sujet du développement durable et de ses modalités de réalisation n'affaiblit cependant pas nécessairement les concepts de développement durable et d'EDD. On peut estimer au contraire que cela permet de relever le principal défi de notre temps de multiples façons, à partir de différents points de vue et par des moyens adaptés aux contextes locaux mais interconnectés au plan global. On peut voir dans l'EDD la somme totale des divers moyens d'instaurer une « société cognitive » dans laquelle chacun apprend des autres et avec les autres et dont tous les membres deviennent ensemble plus capables de surmonter les revers et de faire face à l'insécurité, la complexité et les risques liés à la durabilité. Dans cette optique, l'EDD consiste – à travers l'éducation et l'apprentissage – à exposer les populations aux questions de développement durable, à développer *leurs* capacités à donner un sens au développement durable et à contribuer à sa promotion, et à *tirer* parti de la *diversité* qui caractérise tous les êtres humains – notamment ceux qui sont ou se sentent marginalisés – pour trouver des solutions novatrices aux problèmes et aux crises du développement durable; cependant, comme le montrera clairement la suite de ce rapport, ce n'est pas là le seul angle d'attaque.

²l'Agenda 21 a été publié par les Nations Unies en 1992. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.un.org/esa/sustdev/documents/agenda21/french/action0.htm>

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD)

Le lancement de la DEDD a été considéré comme un moyen de mettre à nouveau l'accent sur ces objectifs majeurs dans un contexte de développement durable en insistant sur le rôle de l'éducation et de l'apprentissage. La résolution 57/254 relative à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014) a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2002, peu après le Sommet mondial pour le développement durable (Rio plus 10) qui s'est tenu à Johannesburg en août-septembre de la même année. Cette résolution a demandé à l'UNESCO, en tant qu'agence chef de file désignée pour la supervision de la Décennie, d'élaborer un Plan international de mise en œuvre de la Décennie (IIS)³ qui clarifierait également le rapport de la DEDD avec les processus éducatifs existants soutenus par les Nations Unies (tels que le Cadre d'action de Dakar⁴ et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation)⁵. Le Plan international de mise en œuvre de la Décennie a été établi dans le cadre de consultations avec les autres institutions des Nations Unies, des organisations internationales, des gouvernements, des ONG, des universités, des particuliers et le secteur privé, à partir de plus de 2000 contributions recueillies par le biais des recommandations formulées lors de conférences et d'ateliers nationaux, régionaux et mondiaux, et sur le site Web de l'UNESCO-DEDD⁶. La version finale de l'IIS a été présentée et approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2005.

La Décennie propose une vision du monde où chacun ait la possibilité de recevoir une éducation et d'apprendre les valeurs, les comportements et les styles de vie nécessaires pour assurer un avenir viable et une transformation positive de la société. La DEDD a pour but de promouvoir un développement et une mise en œuvre véritables de l'EDD à toutes les échelles géographiques (locale, nationale, régionale et internationale) avec la participation des parties prenantes les plus diverses. Au début de la Décennie, cette vision s'est traduite par quatre objectifs: (1) faciliter la constitution de réseaux, les liens, les échanges et les interactions entre les parties prenantes à l'éducation pour le développement durable; (2) participer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans l'éducation pour le développement durable; (3) aider les pays à progresser dans la réalisation

des Objectifs du Millénaire pour le développement⁷; et (4) donner aux pays de nouvelles possibilités d'intégrer l'éducation pour le développement durable dans leurs efforts de réforme de l'enseignement. Le plan d'exécution prévoit, pour faire de cette vision une réalité, un certain nombre de mesures consistant notamment à:

- **bâtir de nouveaux partenariats avec le secteur privé, la jeunesse et des groupes de médias;**
- **partager les bonnes pratiques en matière d'EDD;**
- **établir des liens entre les États membres qui ont d'ores et déjà élaboré, ou qui souhaitent développer des programmes, des politiques et des travaux de recherche relatifs à l'EDD;**
- **définir un programme de recherche sur l'EDD et un cadre de suivi et d'évaluation de la Décennie.**

À ce jour, l'UNESCO a joué son rôle de chef de file pour définir et coordonner ces processus, mais il est nécessaire d'apporter un soutien constant à l'EDD pour renforcer encore davantage la dynamique enclenchée. À sa 34^e session, en 2007, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté une résolution sur l'EDD dans laquelle elle a reconnu que d'autres initiatives importantes doivent être prises par les États membres et par l'UNESCO pour réorienter l'enseignement et l'apprentissage dans le sens d'un développement durable à travers le monde.⁸ Pour



© UNESCO/Michel Ravassard

répondre à cet appel, l'UNESCO et ses États membres devraient contribuer plus activement à la conceptualisation de l'EDD ainsi qu'à sa mise en œuvre. Il a été établi que l'action de l'UNESCO et de ses partenaires devrait consister avant tout à consolider les progrès réalisés au cours de la première moitié de la Décennie et à donner la priorité stratégique aux mesures visant à obtenir des résultats concrets durant la seconde moitié.

³Pour en savoir plus sur le Plan international de mise en œuvre de la Décennie, voir le site http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=23280&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

⁴En avril 2000, plus de 1000 participants provenant de 164 pays comprenant / dont des premiers ministres, des enseignants, des universitaires ou des décideurs, des organismes non gouvernementaux et des directeurs de grands organisations internationales / aussi bien des premiers ministres que des enseignants, des universitaires ou des décideurs et des organismes non gouvernementaux et des directeurs de grands organisations internationales se sont réunis à Dakar (Sénégal) à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation. Ils ont adopté le Cadre d'action de Dakar: l'Éducation pour tous: tenir nos engagements collectifs. Pour en savoir plus, voir le site http://www.unesco.org/education/wef/fr-conf/fr_dakframFre.shtm.

⁵Pour en savoir plus sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, voir le site <http://www.unesco.org/fr/literacy/>.

⁶Pour en savoir plus sur la DEDD des Nations Unies, voir le site www.unesco.org/education/DEDD/.

⁷Pour en savoir plus sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, voir le site <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

⁸Tous les documents pertinents résultant de la 34^e session de la Conférence générale de l'UNESCO peuvent être consultés sur le site http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=39369&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

Rapports avec d'autres grandes initiatives internationales en matière d'éducation⁹

Un certain nombre d'initiatives internationales connexes étaient déjà en cours lorsque la DEDD a démarré en 2005, notamment le processus des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le mouvement de l'Éducation pour tous (EPT), et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA). Ces trois initiatives soulignent l'importance de la qualité de l'éducation de base et de la facilité d'accès à celle-ci. En mettant l'accent sur la durabilité, la DEDD va au-delà de l'éducation proprement dite, puis qu'elle vise à être un vecteur permettant « d'articuler l'ensemble du projet social et la finalité du développement, conjointement aux autres concepts structurants tels que la paix, les droits de l'homme et la viabilité économique »¹⁰. La DEDD vise donc non seulement à permettre l'étude approfondie et la critique des principes et des valeurs implicites véhiculés par l'éducation, mais elle se soucie également de son contenu

et de sa finalité. Elle vise en même temps à promouvoir de nouvelles formes d'apprentissage susceptibles d'aider les citoyens de tout âge à faire face aux problèmes liés au développement durable dans les contextes les plus divers. Les rôles spécifiques de chaque initiative peuvent être résumés comme suit:

- **les OMD offrent un ensemble de cibles concrètes et mesurables de développement, au sein duquel l'éducation est un intrant et un indicateur significatif.**
- **l'EPT¹¹ se concentre sur les moyens d'offrir l'accès à une éducation de qualité pour tous.**
- **la DNUA¹² se concentre sur la promotion de l'alphabétisation, outil primordial pour toute forme d'apprentissage structuré.**
- **la DEDD favorise un ensemble de valeurs implicites, de processus relationnels et de résultats comportementaux qui devraient caractériser l'apprentissage, en toutes circonstances. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) coordonne l'initiative OMD, et l'UNESCO, les trois autres.**

Le rapport entre l'EPT et l'EDD a été récemment étudié plus avant dans le cadre d'une étude sur le dialogue EPT-EDD. Le tableau 1 montre comment les deux types d'éducation se recoupent et se distinguent:

| EPT | Recoupement EPT/EDD | EDD |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'éducation de base et l'alphabétisation à la disposition de tous les apprenants, en particulier de ceux qui n'ont pas accès à une éducation de base de qualité | <ul style="list-style-type: none"> ▪ attachement à une éducation de qualité ▪ éducation conçue comme droit humain ▪ promotion des droits humains, en particulier l'égalité des sexes et les droits des personnes marginalisées ▪ volonté d'améliorer la qualité de la vie, de réduire la pauvreté et d'améliorer la santé ▪ importance de l'enseignement primaire ▪ participation de tous à l'éducation et au développement: gouvernements, organisations de la société civile (OSC), secteur privé, communautés et particuliers ▪ Inclusion de l'apprentissage non formel | <ul style="list-style-type: none"> ▪ objectifs dépassant la seule éducation ▪ pertinence et importance de l'EDD pour toutes les activités d'apprentissage prévues (formel, non formel et informel) ▪ inclut ceux qui occupent des positions privilégiées dans les sociétés de consommation ▪ accent mis sur les valeurs fondamentales, les processus et les comportements dans le cadre de tout apprentissage |

Tableau 1: Distinctions et points communs entre l'EPT et l'EDD¹³

L'EDD est liée non seulement à ces grandes initiatives en matière d'éducation soutenues par les Nations Unies, mais aussi à tout un ensemble d'autres types d'éducatives « adjectivales » qui se concentrent sur le développement durable ou impliquent indirectement le concept de développement durable. Parmi ces autres types d'éducation orientés vers le développement durable, qui varient selon leur portée, leur aire géographique et l'âge des bénéficiaires, figurent l'éducation à l'environnement, l'éducation à la paix, l'éducation aux droits de l'homme,

l'éducation des consommateurs, l'éducation pour le développement, l'éducation à la santé, l'éducation au VIH et au SIDA, l'éducation à la biodiversité, l'éducation aux questions de genre, l'éducation inclusive, l'éducation multiculturelle, l'éducation holistique, l'éducation globale et l'éducation civique.

Compte tenu de l'importance et de la popularité d'Internet comme outil de sensibilisation et de communication, l'exemple suivant fournit un instantané intéressant.

⁹En 2005 l'UNESCO a publié un rapport intitulé: Décennie des Nations Unies pour l'Éducation en vue du Développement Durable: Liens entre les initiatives globales en matière d'éducation. Pour en savoir plus sur ce rapport, voir le site <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001408/140848m.pdf>.

¹⁰http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=23298&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=473.html

¹¹On peut trouver des informations générales sur l'Éducation pour tous (EPT) sur le site <http://www.unesco.org/fr/efa-international-coordination/>

¹²On peut trouver des informations sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA) sur le site <http://www.unesco.org/fr/literacy/>

¹³Source: Wade, R et Parker, J (2008) Background Paper EFA-ESD Dialogue UNESCO, Paris. <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001780/178044e.pdf>.

Si l'on considère le nombre de consultations ou de sites Web créés en utilisant le moteur de recherche Google comme indicateur d'un phénomène de société, et si l'augmentation du nombre de ces consultations au fil du temps témoigne d'une amplification de ce phénomène, examinons les faits suivants:

Le 29 mars 2005, année du lancement de la DEDD, une recherche sur Google à partir des mots clés « Éducation pour le développement durable » a révélé l'existence de 89 000 sites Web. Le 29 janvier 2009, près de quatre ans après le démarrage de la DEDD, ce nombre est passé à 215 000, soit un taux de « croissance Google » de 142 pour cent. Cela est naturellement dû, pour une large part, à la numérisation progressive de la communication, processus qui touche tous les domaines. Dans d'autres domaines

éducatifs liés à l'EDD, on constate un schéma de croissance similaire, sauf peut-être dans le cas de l'éducation sur le SIDA (figure 1). Bien que le nombre de consultations de Google ne donne qu'un aperçu et ne constitue en aucune façon un indicateur irréfutable de la croissance de l'EDD, et encore moins de la qualité de l'apprentissage qui s'opère dans son cadre, il indique bien que celle-ci trouve sa place dans le monde des nouveaux types d'éducation visant à relever certains des principaux défis de notre temps. Une autre observation qui ressort de la figure 1 est que le domaine, beaucoup plus ancien et mieux établi, de l'éducation à l'environnement a un schéma de croissance similaire, mais en janvier 2009, il avait fait l'objet de 16 fois plus de consultations que l'EDD (3,5 millions de sites Web).

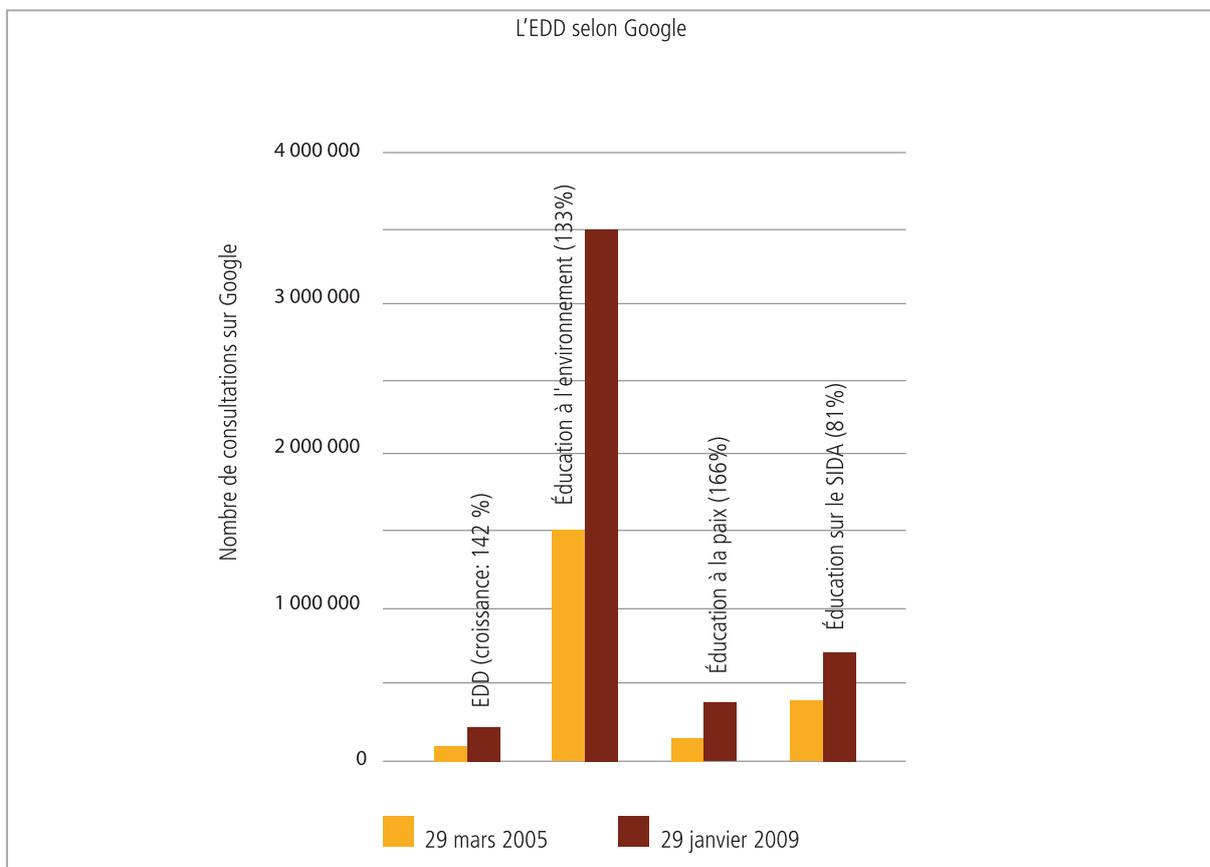


Figure 1: Progression de l'EDD durant la première moitié de la Décennie selon les recherches effectuées sur Google avec les mots clés « Éducation pour le développement durable ».

Examen à mi-parcours de la Décennie

Compte tenu de ses objectifs ambitieux, la DEDD a fait naître de grands espoirs parmi les pays et les parties prenantes qui s'efforcent de promouvoir et de développer l'EDD. On attend de l'UNESCO et de ses Etats membres qu'ils fournissent des résultats rapides, visibles et tangibles. L'année 2009 marque le milieu de la DEDD. Un examen à mi-parcours de la Décennie par rapport aux objectifs énoncés dans l'IIS a été effectué pour dresser le bilan des

progrès réalisés et fixer des stratégies et des orientations pour la seconde moitié de la DEDD (2009-2014). Le suivi et l'évaluation font partie intégrante de la stratégie de mise en œuvre. En tant qu'agence chef de file, l'UNESCO a été chargée de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation et de rendre compte des progrès accomplis à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2010 et au Conseil exécutif de l'UNESCO à la fin de chaque exercice biennal.

Le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation (MEEG)

En 2007, l'UNESCO a créé un Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD (MEEG) afin qu'il la conseille sur les mécanismes de suivi appropriés pour évaluer:

- 1) **les progrès accomplis au niveau mondial dans la mise en œuvre de la DEDD et**
- 2) **la contribution propre de l'UNESCO à cette action.**

Sur le conseil du MEEG, un Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD (CMSE)¹⁴ a été mis en place, qui définit les principes de base, les méthodes et les structures pour la collecte et l'analyse des données et l'établissement de rapports au niveau mondial.

Ce bilan à mi-parcours de la Décennie a pour but non pas de classer, de cataloguer ni de juger les pays ou les régions par rapport à une norme universelle d'EDD, mais plutôt de souligner les dispositions et les structures qui ont été mises en place dans le monde entier pour développer l'EDD.

Ce rapport identifie également les obstacles auxquels se sont heurtés les pays pour mettre en place ces dispositifs

et structures et présente des moyens de les surmonter. Ce faisant, il s'efforce de concilier ce qui pourrait être qualifié d'universel (à savoir les tentatives d'élaboration de directives générales susceptibles d'être utilisées dans des contextes autres que ceux dans lesquels elles ont été conçues) et de contextuel (le souci de prendre dûment en compte les réalités, l'histoire et les structures politiques locales). À cet égard, on reconnaît également que les divers pays et sous-régions du monde ont chacun leurs problèmes, leurs perspectives et leur histoire spécifiques qui influent tous sur la façon dont l'EDD est perçue et mise en œuvre.

Les recommandations formulées dans le dernier chapitre intitulé « Appréhender la seconde moitié de la Décennie » sont bien dans l'esprit de l'EDD telle qu'elle est décrite plus haut. Ces recommandations sont censées être les repères qui pourront éclairer ou orienter le développement local de l'EDD dans les années à venir, et non des prescriptions. Au total, 97 pays de toutes les parties du monde ont contribué à ce bilan à mi-parcours de la Décennie. Cependant, il cite aussi l'exemple de pays qui n'ont pas contribué directement au processus de suivi et d'évaluation défini dans le CMSE (Chapitre 2), ce qui montre que l'EDD est, dans beaucoup de ces pays également, un domaine d'éducation en devenir.

¹⁴On peut trouver le document sur le site: <http://portal.unesco.org/education/en/files/56743/12254714175GMEFoperationalfinal.pdf/GMEFoperationalfinal.pdf>

Chapitre 1 Evaluer une Décennie en cours

Dresser le bilan d'une Décennie des Nations Unies en cours est une tâche très complexe surtout si l'on examine l'aire géographique concernée (la planète), la durée (10 ans), l'objectif ambitieux qui vise à influencer sur plusieurs niveaux de gouvernance et à inclure des intervenants multiples ainsi que des groupes ou membres marginalisés dans la société, et si l'on considère enfin les différents sens attribués à son objet, l'EDD. Il n'y a aucun doute sur le fait que dans le monde entier, des personnes sont engagées dans diverses formes d'EDD, parfois au nom de l'EDD, de l'Education à l'environnement, de l'Education à l'environnement pour le développement durable (EEDD) ou encore au nom d'autres préoccupations existentielles en rapport avec l'EDD.

Compte tenu de cette complexité, il est peut-être impossible de prouver que cet engagement s'opère *malgré* la DEDD ou à *cause* d'elle. Ce rapport a cependant pour but non pas d'en fournir la preuve, mais plutôt (1) de mieux comprendre les contextes dans lesquels des régions et des pays du monde entier s'efforcent d'élaborer des formes directes et indirectes d'éducation et d'apprentissage de l'EDD; (2) de déterminer si les conditions (structures, politiques, coordination, budgets, etc.) sont favorables à ce développement; et (3) d'identifier des stratégies et des mesures susceptibles d'aboutir à une amélioration de ces conditions durant le reste de la Décennie, en particulier dans les pays où celles-ci sont jugées défavorables.

L'existence de conditions favorables au développement de l'EDD dans certains pays peut résulter de la DEDD. Dans d'autres cas, ces conditions peuvent s'être développées indépendamment de la DEDD. Dans la perspective des

Nations Unies, il serait manifestement utile de disposer d'informations plus complètes sur cet aspect. Ce rapport fera intervenir divers mécanismes qui ont été mis en place dans le monde entier et qui reflètent les stratégies définies pour la DEDD dans le Plan international de mise en œuvre de la Décennie (IIS). La DEDD ne constitue pas une fin en soi, mais plutôt un moyen de promouvoir, de développer et de mettre en œuvre l'EDD.

Enfin, il faut reconnaître que dans bien des cas, la pratique est en avance sur les politiques, cela signifie que dans de nombreuses parties du monde, il y a une activité d'EDD considérable qui se déploie dans des contextes d'apprentissage formel, informel et non formel sans être solidement appuyée par les politiques et les structures mises en place par les gouvernements. Ce rapport porte sur les contextes et structures de l'EDD, et ces pratiques ne seront pas évoquées ici. Les processus et l'apprentissage de l'EDD feront l'objet de l'examen de la DEDD de 2011.

Processus de suivi et d'évaluation de la DEDD

Ce rapport met l'accent sur les contextes, dispositions et structures, il ne porte donc *pas* sur l'apprentissage effectif qui a lieu au sein des écoles, universités, communautés et lieux de travail. Ce sera l'objet d'un deuxième examen sur l'EDD en action.



© Roland K. Jainike

Mécanismes

Pour examiner les façons dont des pays et des régions du monde entier ont relevé le défi de l'EDD au cours des quatre premières années de la DEDD, on a utilisé quatre formes d'enquête:

1. **Questionnaires** – Un questionnaire portant sur les contextes, les structures et les mécanismes actuellement en place pour appuyer l'EDD a été adressé à chaque pays. Les sondés ont été invités à faire participer activement diverses parties prenantes à la collecte des données et des réponses. Les informations fournies par les questionnaires ont été compilées au niveau régional et sous-régional par les Bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation.

Quatre-vingt-dix-sept pays ont rempli le questionnaire.¹⁵

2. **Recherches complémentaires** – Des recherches complémentaires ont été effectuées en examinant des rapports et des articles de recherche existants sur l'EDD et sa mise en place ainsi qu'en organisant des réunions régionales d'experts et de parties prenantes de l'EDD pour combler les lacunes des réponses au questionnaire. Cette recherche complémentaire a également aidé à (a) identifier les problèmes mondiaux; (b) découvrir les pratiques novatrices; (c) évaluer les changements intervenus dans chaque région et au niveau interrégional; et (d) faire le point sur les tendances générales.

3. **Processus de consultation multipartite (PCM)** – Les parties prenantes ont été associées au processus de suivi et à l'établissement des rapports à différents niveaux. Au niveau national, les commissions nationales pour l'UNESCO ont été invitées à faire participer les parties prenantes à la rédaction des réponses au questionnaire. Au niveau régional, les bureaux régionaux pour l'éducation et les bureaux multipays de l'UNESCO ont été chargés de consulter les groupes de parties prenantes concernées pour connaître leur point de vue et valider les données collectées. Au niveau international, onze réseaux mondiaux de parties prenantes spécialisés dans les grands thèmes de l'EDD ont été consultés, dont sept ont fourni des informations sur ce qu'ils ont accompli, les difficultés qu'ils ont rencontrées et les leçons qu'ils ont tirées au cours de la mise en œuvre de la DEDD.

4. **Autoévaluation de l'UNESCO et dossier justificatif** – Agence responsable de la DEDD, l'UNESCO est appelée à jouer un double rôle. D'une part, celui de chef de file qui donne l'impulsion, coordonne et appuie le processus mondial et d'autre part, celui d'acteur parmi d'autres de la Décennie, qui s'emploie en particulier à créer un environnement propice à la DEDD au sein des pays. Les données collectées dans ce cadre ont consisté principalement en une autoévaluation de l'UNESCO qui vise à analyser sa propre contribution à la DEDD.

Indicateurs pour les différents domaines

Le Cadre mondial de suivi et d'évaluation (CMSE) repose sur une série d'indicateurs mondiaux concernant le contexte, les structures, les processus, l'apprentissage, l'impact et les résultats, qui servira de base à l'évaluation des progrès en matière d'EDD. Sept domaines clés concernant les contextes et structures de l'EDD ont été identifiés (Tableau 2), ainsi que des indicateurs précis pour chaque domaine.

Les indicateurs ont été choisis à la lumière des objectifs et des principales étapes décrits dans le Plan international de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et à la suite des processus de suivi et d'évaluation régionaux de la DEDD, comme le travail relatif aux indicateurs effectué par le Groupe d'experts de la Commission économique européenne (CEE) chargé des indicateurs relatifs à l'éducation pour le développement durable¹⁶ et le projet d'indicateurs pour l'Asie et le Pacifique UNESCO-UICN.¹⁷

¹⁵On trouvera dans l'Annexe la carte des pays qui ont répondu au questionnaire de suivi et d'évaluation de la DEDD.

¹⁶Voir le site <http://www.unecce.org/env/EDD/welcome.htm>.

¹⁷Les principes directeurs pour l'élaboration d'indicateurs nationaux de la DEDD en Asie et dans le Pacifique portent sur la collecte des données et les mécanismes de notification, et donnent des exemples d'indicateurs de l'EDD. Le rapport peut être téléchargé sur le site <http://www2.unescobkk.org/elib/publications/121/Guidelines.pdf>.

Ces indicateurs ne sont ni définitifs, ni statiques, ils sont appelés à évoluer à mesure que le processus de suivi et d'évaluation se met en place. Le MEEG examinera la liste à l'issue de chaque cycle de notification et établira des indicateurs en consultation étroite avec l'UNESCO

| |
|---|
| Domaine 1: Mesures gouvernementales, réglementaires et opérationnelles à l'appui de l'EDD |
| Domaine 2: Mesures prises pour promouvoir le développement durable au moyen de l'enseignement formel |
| Domaine 3: Mesures prises pour doter les éducateurs des compétences requises pour incorporer l'EDD dans leur enseignement |
| Domaine 4: Mesures prises pour faire connaître et comprendre le développement durable au public au moyen de l'apprentissage non formel et informel |
| Domaine 6: Mesures prises pour promouvoir la recherche et le développement en matière d'EDD |
| Domaine 7: Mesures prises pour renforcer la coopération régionale et internationale dans le domaine de l'EDD |

Tableau 2: Sept indicateurs clés de l'EDD identifiés par le MEEG

Processus de collecte des données

Les bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation ont joué un rôle clé en incitant les Commissions nationales pour l'UNESCO (organismes coopérants créés par les États membres dans le but d'associer leurs organismes gouvernementaux et non gouvernementaux aux travaux de l'Organisation) ainsi que divers organismes des Nations Unies à associer les parties prenantes de tous les secteurs, plus ou moins engagées dans le processus, à la compilation des réponses au questionnaire.

Un modèle électronique a été fourni aux bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation afin de les aider à organiser et analyser les données recueillies. Chaque région de l'UNESCO a établi un rapport de synthèse régional fondé sur cette analyse.¹⁸

Des recherches complémentaires ont été effectuées par le coordinateur du Rapport d'étape mondial, le secrétariat de la DEDD auprès de l'UNESCO et les équipes régionales chargées de recherches complémentaires (ERRC) lorsqu'il est apparu clairement que les résultats des questionnaires ne fournissaient pas toutes les informations nécessaires.

Limites du Cadre mondial de suivi et d'évaluation¹⁹

Le Cadre mondial de suivi et d'évaluation (CMSE) oriente le processus de suivi et d'évaluation de la DEDD, mais il faut cependant être conscient de ses limites.

- Le Cadre mondial de suivi et d'évaluation a été élaboré pour évaluer la mise en œuvre de la DEDD. En réalité, il est plus probable qu'il mettra en évidence les changements qui se seront produits pendant la Décennie, et non les seules initiatives entreprises sous ce label. Il sera difficile de distinguer les plans, politiques et activités expressément conçus pour la DEDD de ceux qui auront bénéficié de cette dernière en gagnant plus de force.
- Les ressources et le temps étant comptés, il a été difficile de consulter toutes les personnes participant à des activités liées à la DEDD ou à l'EDD.
- Faute de moyens suffisants, il n'a été possible de compiler et d'analyser que les informations disponibles, ce qui a limité la portée et la profondeur de l'examen. Il est clair pour le CMSE qu'à ce stade précoce de la mise en œuvre de la Décennie, l'essentiel de l'information disponible a trait aux apports, aux structures et aux investissements plutôt qu'aux résultats, à l'impact ou à l'efficacité de la DEDD.
- Les connaissances théoriques et pratiques sur les indicateurs de l'EDD sont encore limitées. Le CMSE a été élaboré à partir de l'expérience liée à la mise au point d'indicateurs dans les régions de la CEE et de l'Asie-Pacifique. Mais ces expériences sont encore récentes et n'ont pas dépassé les premiers stades de leur mise en œuvre. Il sera nécessaire d'approfondir les recherches, l'expérience et le dialogue.
- L'utilisation d'un modèle et d'un questionnaire universels comporte des avantages: l'uniformisation des rapports et l'assurance que tous les pays fournissent des informations sur les mêmes problèmes et questions concernant l'EDD. Il ressort cependant des données fournies que tous les concepts figurant dans le modèle ne sont pas compris de la même façon. Même dans un pays donné, les organisations ou les responsables interprètent différemment des concepts tels que l'EDD et l'EE ou l'« approche scolaire globale » de la durabilité.

Enfin, durant le processus de préparation de ce bilan à mi-parcours de la Décennie, il est apparu clairement qu'il existait un volume considérable de documents de fond, d'études de cas, de réseaux et de travaux (internationaux et régionaux).

¹⁸En l'absence de Bureau régional pour l'éducation dans les régions Europe et Amérique du Nord, la responsabilité de l'établissement d'un rapport de synthèse régional a été confiée à un consultant extérieur qui a collaboré étroitement avec le Secrétariat de la DEDD et le Coordonnateur du Rapport mondial. En dehors des données provenant des questionnaires envoyés par l'UNESCO, le consultant a également utilisé celles obtenues dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE pour l'éducation pour le développement durable (voir <http://www.unecce.org/env/EDD/>).

¹⁹La plupart de ces limitations ont été relevées par le MEEG. Le CMSE est disponible sur le site [http://portal.unesco.org/education/fr/files/56743/12138654195fr-GMEF-\(1257.8\).pdf/fr-GMEF-\(1257.8\).pdf](http://portal.unesco.org/education/fr/files/56743/12138654195fr-GMEF-(1257.8).pdf/fr-GMEF-(1257.8).pdf)

Certains, contrairement à d'autres, ont bénéficié du soutien d'organismes des Nations Unies ayant participé à la DEDD. Ce bilan à mi-parcours de la Décennie a pour but d'identifier des tendances à un niveau plus théorique, tout en s'efforçant de rendre compte de toute cette richesse en y intégrant des exemples de pays, de cas, de réseaux et d'institutions.

Bien que les représentants désignés des pays aient été fortement encouragés à remplir les questionnaires sur la base d'un processus consultatif faisant appel à un grand nombre de parties prenantes de l'EDD, il existe des différences régionales du point de vue des taux de réponse et de l'ampleur de l'interaction qui a eu lieu avant que les questionnaires ne soient effectivement remplis. Idéalement, ceux-ci auraient dû l'être dans le cadre d'un processus de

consultation s'adressant à un grand nombre de parties prenantes et en particulier à celles qui connaissent le mieux les différents indicateurs dans un pays donné.

Un point clé du questionnaire conçu par le MEEG a été le lancement d'une série de consultations nationales avec la participation de toutes sortes de parties prenantes. Même si tel a bien été le cas dans plusieurs pays et régions (Encadré 1), le plus souvent, ce genre de consultation approfondie n'a pas eu lieu faute de temps et en raison du manque d'expérience pour le processus de consultation multipartite et/ou de la mauvaise communication avec certaines parties prenantes. On trouvera dans l'Encadré 1 l'exemple d'un pays qui a su mener un processus adressé à un grand nombre de parties prenantes suivant les principes préconisés par le MEEG.

Dans le cadre du processus mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD, la Commission nationale suisse pour l'UNESCO a engagé un processus de consultation au niveau national. Il s'agissait de faire participer toutes les parties prenantes à l'exercice de suivi et d'évaluation pour se faire une idée objective de la situation du pays dans le domaine de l'EDD. Le processus de consultation nationale s'est effectué en trois temps:

1. Une liste de parties prenantes a été établie. On leur a envoyé le questionnaire UNESCO de suivi et d'évaluation de la DEDD en leur demandant de le distribuer largement par l'intermédiaire de leurs réseaux respectifs.
2. Ce questionnaire et les documents connexes, comme le glossaire, ont été traduits dans les trois langues officielles de la Suisse. De plus, des explications ont été fournies pour que le

processus de suivi et d'évaluation soit compris à la lumière des dispositions qu'impose le système fédéral (la responsabilité de l'éducation incombe essentiellement aux cantons, en l'absence de Ministère national de l'éducation).

3. Une synthèse analytique a été établie sur la base des questionnaires remplis. Ce document a servi de base à des discussions au cours d'une réunion d'une journée. Dans le cadre de cette réunion, ceux qui ont répondu au questionnaire de suivi et d'évaluation de la DEDD ont pu examiner les problèmes d'une façon participative et mettre en lumière les aspects de l'EDD qui nécessitent une certaine attention dans le contexte suisse.

L'approche participative multipartite qu'a adoptée la Commission nationale suisse pour l'UNESCO pour remplir le questionnaire a permis de se faire une idée objective de l'EDD dans le pays.

Encadré 1: Commission nationale suisse pour l'UNESCO: faire appel à tous pour le processus de suivi et d'évaluation de la DEDD (Source: Rapport de synthèse sur l'Europe & l'Amérique du Nord)

Conclusion

Malgré la complexité de l'établissement d'un système de suivi et d'évaluation du fonctionnement de la DEDD du point de vue des structures et des dispositions mises en place de par le monde, le choix a été fait d'un processus de suivi et d'évaluation reposant moins sur des données quantitatives que sur une volonté de tirer les leçons de ce qui a été fait. Ce processus aboutit à un rapport utilisant des textes et d'autres données provenant de questionnaires et d'entretiens, ainsi que des contributions clés tirées des nombreux rapports des Nations Unies qui ont été rédigés sur l'EDD et sur des domaines connexes depuis le début de la DEDD en 2005.

Ce processus prend aussi en compte plusieurs séries de commentaires sur les versions antérieures du rapport à mi-parcours, commentaires provenant d'un certain nombre d'acteurs clés de la DEDD comme le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation nommé par l'UNESCO, le Groupe de référence de la DEDD, les quatre Bureaux régionaux de l'UNESCO et le Secrétariat de la DEDD au Siège de l'UNESCO à Paris. On trouvera dans les chapitres suivants les principaux résultats de ce processus itératif.

Chapitre 2 Contextes régionaux de la mise en œuvre de la DEDD

Contextes et stratégies au plan régional

Bien que le défi du développement durable et la nécessité de l'EDD aient tous deux un caractère planétaire, il est bien entendu que les réalités locales et les manifestations de « non durabilité » sont souvent très différentes et profondément enracinées dans l'histoire et les traditions politiques et culturelles locales. Des stratégies régionales de développement et de mise en œuvre de l'EDD ont donc été élaborées dans chacune des régions définies par les Nations Unies, à savoir l'Afrique subsaharienne, les États arabes, l'Europe et l'Amérique du Nord, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes.

Des résumés succincts ont été établis à partir de ces stratégies régionales et de la contribution des rapports de synthèses régionaux fournis pour ce bilan à mi-parcours. Ces synthèses ne donnent qu'une faible idée de l'étonnante diversité de chacune de ces régions, mais elles sont importantes pour montrer que les défis du développement durable et le type de réactions qu'ils exigent au niveau de l'EDD varient d'une région à l'autre. Ce chapitre a seulement pour objectif de mettre en lumière quelques-uns des problèmes ou des défis particuliers liés à l'EDD dans chacune de ces régions. Les chapitres qui suivent fournissent, d'une façon plus générique ou transrégionale, beaucoup plus de détails sur les

significations et les dispositions de l'EDD ainsi que sur les obstacles auxquels il faut s'attendre et les moyens d'aller de l'avant.

Les défis du développement durable en Afrique subsaharienne²⁰

En Afrique, la DEDD ne saurait être dissociée de sa contribution à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et à l'atténuation de la pauvreté.

²⁰Le projet de Stratégie en matière d'éducation au service du développement durable pour l'Afrique subsaharienne figure à l'adresse www.dakar.unesco.org/news/pdf07/observatory_strat.pdf (anglais seulement).

Les autres grands défis qu'il faut prendre en compte lorsque l'on interprète les progrès de l'EDD en Afrique sont notamment les suivants:

- la nécessité de reconnaître que le développement humain est étroitement lié à la longévité (santé et bien-être), au savoir (éducation) et au niveau de vie (revenu). Dans l'ensemble, l'Afrique n'a progressé de manière satisfaisante dans aucun de ces domaines indispensables pour l'amélioration des conditions de vie.
- l'impact négatif de la pandémie de VIH et de SIDA, l'évolution des structures sociales qui fait que les familles sont souvent dirigées par des grands parents et des enfants, de même que la vulnérabilité au changement climatique et l'insécurité alimentaire continuent à menacer les populations africaines. De plus, la capacité institutionnelle à faire face à ces défis est très limitée.
- les Africains vivent en majorité en milieu rural et sont fortement tributaires de l'utilisation de ressources naturelles pour assurer leur subsistance. La perte et la dégradation de ces ressources réduisent leurs choix en matière de subsistance, ainsi que les options disponibles aux fins du développement durable.
- les capacités disponibles sont très insuffisantes pour assurer un développement durable, qui est ainsi sérieusement compromis en Afrique.

En Afrique, la réorientation de l'éducation dans le sens du développement durable implique un renforcement et une amélioration de la *qualité et de l'efficacité* des initiatives concernant le développement des capacités (éducation, formation, programmes de développement communautaire et de sensibilisation de la population) pour assurer une gouvernance efficace et un enseignement adapté aux objectifs de développement et d'atténuation de la pauvreté. C'est pourquoi les initiatives EPT doivent être axées non seulement sur la *quantité* (scolariser autant d'enfants que possible) mais aussi sur la *qualité*, car être scolarisé sans avoir accès à un enseignement de *qualité* n'a guère de sens. L'EDD a le potentiel pour contribuer de manière significative à la qualité des programmes éducatifs et cette contribution doit être tout particulièrement examinée dans le cadre de la DEDD en Afrique.

Questions d'ordre régional liées à l'EDD

Il existe de nombreuses possibilités d'améliorer la qualité de l'éducation et par conséquent la qualité de vie en Afrique puisque l'EDD peut aider à répondre à un certain nombre de besoins clés dans la région, notamment:

- en intensifiant les synergies entre l'école et la collectivité (par exemple enseignement scolaire et initiatives en faveur de l'alphabétisation des adultes; enseignement scolaire et possibilités d'emploi pour la jeunesse, etc.) pour répondre aux objectifs du développement durable.
- en adaptant l'enseignement en Afrique à la culture, aux savoirs et aux contextes locaux. Les pays africains s'emploient encore à définir des systèmes éducatifs appropriés et pertinents au niveau aussi bien local que global.
- en encourageant, au sein de la société, une réflexion créatrice qui puisse produire de nouveaux modèles économiques profitant à davantage de personnes, ainsi que de nouvelles réponses sociales à l'évolution de la culture, des structures sociales et des modes de vie qui aident les individus à protéger leurs ressources naturelles au profit des générations actuelles et futures. Cela pose un grand nombre de problèmes inédits aux systèmes éducatifs qui, en Afrique, sont encore imprégnés d'histoire coloniale ou influencés par la mondialisation.
- en soumettant à un examen critique et en traitant les « véritables causes sous-jacentes » de l'absence de développement durable en Afrique (par exemple l'héritage colonial, les croyances et pratiques culturelles, les modèles de développement inadaptés, les inégalités sociales, l'accumulation de richesse par l'élite aux dépens du plus grand nombre, la corruption et les problèmes de manque de prestations liés à la théorie de « l'effet cascade » (« trickle down approach ») comme approche du partage des richesses, les inégalités enracinées dans les structures commerciales, etc.).
- en écoutant les diverses parties prenantes au moment d'établir le programme d'EDD en Afrique, notamment les décideurs, les éducateurs, les membres de la communauté, les apprenants, etc. Celles-ci permettent de se faire une idée plus complète des modalités de conceptualisation et de mise en œuvre de l'EDD. Celle-ci ne devrait pas être fondée uniquement sur les politiques.
- en élargissant et en renforçant le leadership que nécessite la mise en œuvre de l'EDD en Afrique.
- en s'appuyant sur d'autres initiatives des Nations Unies déjà en cours comme l'EPT, la DNUA et les OMD, ainsi qu'en utilisant le processus de l'EPT pour faire ressortir l'orientation fondamentale, les valeurs et la pratique de l'EDD. L'éducation en Afrique a été fortement influencée par des programmes internationaux qui ont souvent été difficiles à mettre

en œuvre du fait du caractère limité des ressources locales. L'EDD doit être comprise comme « une autre » initiative internationale qui doit trouver sa place parmi différentes priorités concurrentes telles que l'éducation au VIH/SIDA, l'EPT, l'alphabétisation, la consolidation de la paix et les droits humains. Le potentiel intégrateur de l'EDD doit donc être entretenu et renforcé.

L'importance de l'établissement de réseaux (sous-) régionaux, à titre aussi bien formel qu'informel, est soulignée dans les deux rapports de synthèse sous-régionaux sur l'Afrique²¹. Un exemple de ce type de coopération est fourni par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), organisme de coopération économique régionale. L'établissement de réseaux et la collaboration dans le cadre de la SADC ont permis de faire les observations critiques suivantes pour la région sur ce qui affecte de l'EDD dans les contextes africains:

- Les rapports mutuels entre la pauvreté, la dégradation de l'environnement, l'accroissement des risques pour la santé et la sécurité alimentaire doivent être replacés dans le contexte des efforts de réforme de l'éducation et des processus d'évolution des programmes en vue d'assurer des réponses éducatives appropriées.
- L'EDD fournit un cadre intégrateur et cohérent pour l'éducation.
- Il faut renforcer les débats et discussions en cours sur les questions de développement durable en Afrique australe. L'EDD peut aider à mobiliser la population pour qu'elle participe au développement durable et à la résolution des problèmes.
- La synergie des politiques est insuffisante pour renforcer la mise en œuvre de l'EDD en Afrique australe.
- La présence de toute une série de partenariats, de réseaux de partenariats et d'approches partenariales est propre à faciliter l'EDD en Afrique australe.
- Il existe en Afrique australe toutes sortes de thèmes et pratiques en rapport avec l'EDD, comme les savoirs autochtones et locaux, les valeurs et l'éthique, la réflexion critique et créative, et l'apprentissage actif et en situation.
- La recherche et les capacités liées à l'EDD sont insuffisantes.
- L'EDD pourrait apporter rigueur et pertinence pour faciliter l'intégration des initiatives d'éducation, de formation et de sensibilisation de la population.

MESA est un autre réseau qui fait une apparition remarquable en Afrique. Il s'agit d'une initiative soutenue par la DEDD et le

PNUE qui, selon son acronyme en anglais, signifie Programme de partenariat pour l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines. L'objectif général de MESA est d'améliorer la qualité et l'adaptation aux politiques de l'enseignement universitaire en Afrique dans le contexte du développement durable et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Selon le rapport sous-régional sur l'Afrique australe et orientale, l'EDD offre des possibilités de solutions encore inexploitées pour les problèmes susmentionnés.

Obstacles au développement durable dans la région Asie-Pacifique²²

Toutes les régions sont imposantes de par leur taille, leur population et leur diversité, mais la région Asie-Pacifique l'emporte sur toutes les autres sur ces trois points. Elle comprend cinq sous-régions, toutes d'une taille et d'une diversité impressionnantes, et qui regroupent plus de la moitié de la population mondiale. Les problèmes suivants doivent être examinés lorsque l'on tente d'interpréter les progrès réalisés dans la région en matière d'EDD²³:

- Barrières ethniques, religieuses et linguistiques entraînant des migrations, des problèmes de citoyenneté et de droits de l'homme ainsi que des conflits;
- Croyances et modes de pensées traditionnels, en particulier en ce qui concerne l'éducation des filles et l'apprentissage des compétences psychosociales;
- Perte des savoirs autochtones et traditionnels;
- Dimensions géographiques des grands pays de la région. L'importance numérique des populations et la diversité des langues rendent difficiles l'établissement de réseaux, le transport et la communication et limitent la prestation des services;



© UNESCO/Carol Ecker

²¹Deux rapports de synthèse sous-régionaux sur l'Afrique – l'un sur l'Afrique orientale et australe et l'autre sur l'Afrique occidentale et centrale – ont été établis dans le cadre du processus de suivi et d'évaluation de la DEDD en 2009. Ils ont contribué à l'établissement du Rapport mondial sur la DEDD 2009 et sont disponibles sur le site http://portal.unesco.org/education/fr/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

²²Le document de travail sur la stratégie d'EDD pour la région Asie-Pacifique figure à l'adresse http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/esd/documents/esd_publications/working-paper.pdf (en anglais seulement)

²³Les données provenant des réponses au questionnaire mondial pour la DEDD ont été complétées par des informations provenant des rapports d'évaluation sous-régionaux à mi-parcours sur l'EPT pour la région Asie-Pacifique, des mises à jour du suivi de l'EDD dans les pays de la région Asie-Pacifique et des Consultations sous-régionales de 2008 sur l'EDD pour la région Asie-Pacifique.

- Les zones rurales et reculées, en particulier les petits pays insulaires, se heurtent souvent à des problèmes tels que la marginalisation des populations et le coût accru de la prestation des services;
- Manque de coordination et coopération interministérielles, ce qui peut avoir pour effet un leadership politique limité ou non coordonné sur des questions clés. Beaucoup de pays ont besoin d'un appui politique pour mettre en œuvre des programmes, des idées et des concepts nouveaux;
- Une gestion et une prise de décision décentralisées entre les niveaux national et provincial dans les grands pays peuvent se traduire par des niveaux de développement variables;
- Manque de financement pour des projets clés, corruption, insécurité et conflits armés;
- Insuffisance de l'aide des donateurs à l'éducation formelle et non formelle pour résoudre les problèmes liés à la rémunération ou au niveau de compétences trop bas des enseignants et formateurs;
- Disparités entre les sexes dans l'éducation, notamment entre les enseignants et au niveau de la direction des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur;
- L'enseignement primaire universel et le taux d'achèvement du primaire égal à 100% compromis par le manque d'efficacité, de qualité et d'inclusivité du système éducatif;
- Exclusion de la majorité des enfants en bas âge de l'Éducation et la protection de la petite enfance (EPPE)²⁴ sauf si l'on s'efforce de fournir des moyens financiers suffisants pour permettre la participation de tous les enfants;
- Obstacles à une éducation et à une formation de qualité pour des groupes défavorisés comme:
 - les enfants des rues et les enfants qui travaillent;
 - les minorités religieuses, linguistiques et ethniques ainsi que les populations autochtones;
 - les personnes/enfants à mobilité réduite ou ayant des besoins particuliers;
 - les enfants des familles très pauvres;
 - les habitants des zones reculées; et
 - les enfants dans des situations difficiles (c'est-à-dire, se trouvant dans des endroits affectés par des conflits armés, des catastrophes et des désastres)
- Faibles taux d'alphabétisme des adultes (âgés de 15 ans et plus), en particulier des femmes;
- Formation et perfectionnement professionnel limités dans divers contextes, notamment dans l'industrie, l'éducation formelle et au sein de la communauté;
- Coopération et coordination insuffisantes entre les différents services et ministères et le secteur privé pour assurer une synergie entre les programmes de formation qui permette de mieux faire correspondre les besoins de ceux qui reçoivent une formation aux demandes du marché du travail;
- Absence d'initiatives efficaces, notamment dans le domaine de la santé génésique, en faveur des adolescents et des jeunes pour leur permettre d'acquérir des compétences vitales et des moyens de subsistance;
- Un certain nombre de catastrophes naturelles récurrentes (tsunamis, tremblements de terre, cyclones, inondations, sécheresses et éruptions volcaniques) dans la région Asie-Pacifique, qui créent des perturbations temporaires ou prolongées au niveau des infrastructures, de l'environnement, des structures socio-économiques et des modes de vie.

Lors des consultations sous-régionales de 2008 sur l'EDD dans la région Asie-Pacifique (organisées avec le soutien des Fonds-en-dépôt japonais), les Etats membres de l'UNESCO ont à nouveau insisté sur beaucoup de ces défis, considérés comme des thématiques prioritaires pour le développement durable (Tableau 3).

| Pilier du développement durable | Thèmes prioritaires du développement durable |
|---------------------------------|---|
| Social | Bonne gouvernance, égalité des sexes, santé et VIH/SIDA, santé génésique, paix/conflit, droits de l'homme, accès à l'éducation, traite d'êtres humains, toxicomanie |
| Culturel | Patrimoine culturel, préservation de la culture, savoirs autochtones |
| Économique | Urbanisation, pauvreté, sécurité alimentaire, développement rural |
| Environnemental | Changement climatique, eau douce, énergie/ressources naturelles, pollution atmosphérique, désertification, conservation environnementale, biodiversité, catastrophes naturelles |

Tableau 3: Thèmes prioritaires du développement durable dans la région Asie-Pacifique (Source: Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok)

²⁴L'UNESCO considère que l'Éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) font partie intégrante de l'éducation de base et constituent un premier pas essentiel pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous. L'EPPE couvre généralement le groupe d'âge de 0 à 8 ans, en d'autres termes, les enfants de la naissance aux premières années de l'enseignement primaire. En reconnaissant le caractère pluridimensionnel du développement de l'enfant, une EPPE de qualité utilise une approche globale intégrant la santé, la nutrition et l'éducation aux programmes destinés aux enfants en bas âge depuis le début et à tous les stades. (Source: www.unescobkk.org/education/appeal/program-themes/ecce/)

Questions relatives à l'EDD spécifiques à la région

Il ressort des ateliers de consultation régionale que dans la région Asie-Pacifique, l'EDD en est maintenant au point où les pays commencent à mettre en œuvre des stratégies claires consistant à faire passer l'EDD de la théorie à la pratique en identifiant clairement les thèmes nationaux prioritaires en matière de développement durable, en liant les priorités aux buts et objectifs existants en ce qui concerne l'éducation et l'apprentissage dans les politiques actuelles, en renforçant l'appui interministériel, en discutant des questions de financement et en faisant appel aux personnes appropriées au niveau national. Ces évolutions récentes vont dans le sens d'une incorporation ou d'une liaison de l'EDD aux plans de développement nationaux, aux stratégies nationales de développement durable et/ou aux stratégies de réduction de la pauvreté pour accroître l'importance du rôle de l'EDD.

C'est dans des contextes d'éducation formelle que l'EDD est la plus développée dans la région. Les pouvoirs publics ne sont guère présents dans les contextes d'éducation non formelle et informelle et de ce fait, ils ne financent pas suffisamment de programmes et d'initiatives non formels et informels de sensibilisation à l'EDD. De plus, on accorde peu d'attention à l'élaboration de matériels et outils d'EDD pour les groupes relevant de la catégorie de l'éducation non formelle et informelle.

L'accent est mis sur la promotion de la coopération régionale. Par exemple, le Bureau de l'UNESCO à Bangkok et plusieurs organismes des Nations Unies examinent la DEDD au sein du Comité interagences des Nations Unies de la région Asie-Pacifique pour la DEDD. Le comité met les membres au courant de la mise en œuvre des actions accomplies par chacun et encourage une planification conjointe et une harmonisation des activités. L'EDD nécessite le soutien inconditionnel des pouvoirs publics afin de pouvoir progresser. Comme elle constitue

une initiative intersectorielle, en plus des ONG et des Organisations intergouvernementales (OIG), de nombreux ministères et services officiels participent à des activités liées à l'EDD. Il est difficile, non seulement de coordonner les activités d'EDD entre les divers ministères, services et secteurs, mais aussi d'identifier l'EDD dans les initiatives et philosophies existantes.

Obstacles au développement durable dans les États arabes²⁵

Depuis le Sommet de Rio, des progrès considérables ont été accomplis par la région arabe dans le sens du développement durable, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'amélioration du niveau de vie. Les pays arabes restent cependant confrontés à un certain nombre de défis liés au développement durable qui se répartissent en trois catégories interdépendantes, à savoir les défis d'ordre économique, social et environnemental. On peut citer par exemple l'absence de paix et de sécurité, la poursuite de l'occupation étrangère de certains territoires arabes, la pauvreté, l'analphabétisme, l'accroissement de la population, le fardeau de la dette pour certains pays, l'aridité et la rareté de l'eau et les problèmes agricoles qui en résultent, ainsi que les capacités limitées des universités et des centres de recherche²⁶. Les problèmes plus généraux sont notamment les suivants:

- Pauvreté, chômage et perte de capacité intellectuelle;
- Possibilités limitées de participation des femmes à l'activité économique non domestique;
- Perte de productivité des terres en raison de la désertification, de l'agriculture et de la rareté de l'eau (en plus des problèmes environnementaux);
- Rareté des ressources en général et nécessité de les mettre en valeur et d'en rationaliser l'utilisation;
- Insécurité politique et instabilité démographique;
- Manque de possibilités de participer à la vie sociale pour les femmes et les jeunes;
- Manque de sensibilisation aux problèmes de santé, en particulier à des maladies infectieuses et transmissibles comme le VIH/SIDA;
- Manque de sensibilisation aux questions environnementales et de conservation de l'environnement;
- Accroissement des taux de pollution de l'environnement et de sa détérioration sous toutes ses formes;
- Conservation de la biodiversité;
- Modes de consommation non durables favorisant la dégradation de l'environnement.



© UNESCO/ Raul Delongaro

²⁵Le cadre directeur régional de l'EDD dans la région arabe peut être téléchargé à l'adresse suivante: <http://unesdoc.unesco.org/images/0016/001619/161944m.pdf> (en anglais seulement)

²⁶Source: www.un.org/esa/sustdev/partnerships/activities_initiate/101202_sd_initiative_arab_region.pdf

Les problèmes cités plus haut et leurs rapports mutuels déterminent la marche à suivre la mieux appropriée pour l'EDD bien que tous ces problèmes n'affectent pas chaque pays de la même façon ni avec le même degré d'urgence.

La région compte en outre un certain nombre de *problèmes de gouvernance* auxquels il faut également s'attaquer. On peut notamment citer:

- L'absence de formes viables de gouvernance (nouveaux modes et méthodes de gestion et d'organisation dans le secteur privé et le secteur public);
- Le fait que de nombreux pays arabes viennent d'achever la mise au point, dans le secteur de l'éducation, de politiques, de programmes et de pratiques, ce qui constitue un défi majeur pour l'EDD/DEDD dans la mesure où il est difficile aux citoyens d'accepter l'idée d'une modification des politiques après que celles-ci ont été mises en œuvre;
- le fait que la coopération régionale et sous-régionale n'a jamais été pratiquée dans la région constitue un autre défi majeur pour l'EDD.

La région est également confrontée à un certain nombre de *problèmes d'éducation*, notamment:

- à la difficulté de scolariser la totalité des enfants et des jeunes dans le cadre des systèmes éducatifs actuels, ce qui se répercute sur les taux d'alphabétisme;
- aux difficultés qu'il y a à fournir les ressources, en particulier humaines, nécessaires au développement et à la mise en œuvre d'un enseignement de haute qualité;
- au manque de matériels éducatifs (brochures, documents, activités, recherche et études scientifiques) pertinents et adaptés à la culture locale.

Questions relatives à l'EDD spécifiques à la région

Le fait que presque tous les pays arabes aient participé au bilan à mi-parcours de la Décennie montre que l'EDD figure en bonne place sur l'agenda des pays de la région. Le taux de réponse élevé ne signifie cependant pas nécessairement que l'EDD soit actuellement mise en œuvre dans tous les pays ayant participé à ce bilan. La stratégie régionale relative à l'EDD pour les États arabes identifie un certain nombre d'obstacles à la mise en œuvre de l'EDD, à savoir:

- la compréhension du concept large et inclusif d'éducation pour le développement durable et de ses rapports mutuels avec un certain nombre d'autres thèmes et initiatives interdisciplinaires, en vue de son intégration aux programmes scolaires et aux activités et matériels éducatifs;

- l'intégration des valeurs et des traditions des États arabes dans la planification et la mise en œuvre de l'EDD. À l'heure actuelle, ces valeurs et traditions ne sont pas suffisamment utilisées pour enrichir les programmes et les matériels pédagogiques de l'EDD;
- l'octroi du financement et de la formation nécessaires et la promotion du principe de partenariat sur un pied d'égalité;
- la participation d'organisations et d'agences internationales au développement et à la mise en œuvre de l'EDD accélérera la coopération;
- les guerres et les conflits pèsent sur certains pays de la région et compromettent non seulement l'EDD, mais aussi le développement proprement dit et la viabilité de couches entières de la population.

Le rapport de synthèse régional sur les États arabes²⁷ met l'accent sur la composante environnementale de l'EDD. De plus, celle-ci est plus présente dans l'éducation formelle que dans l'éducation non formelle et informelle. Le rôle des ONG dans le cadre de l'EDD/DEDD n'est pas encore bien défini dans la région, ni bien compris du grand public. La plupart des activités durant les premières années de la DEDD ont été concentrées sur les fonctionnaires et les institutions en rapport avec les établissements dispensant un enseignement formel (écoles, ministères de l'éducation et de l'enseignement supérieur, universités). Une observation importante formulée dans le rapport de synthèse régional sur les États arabes porte sur le fait qu'il convient d'accorder davantage de latitude aux décideurs, aux administrateurs et aux enseignants pour leur permettre de procéder à des changements et à des expériences et de prendre des risques en vue d'atteindre de nouveaux objectifs en matière d'éducation et de durabilité.

Obstacles au développement durable en Europe et en Amérique du Nord²⁸

La région Europe/Amérique du Nord englobe des pays caractérisés par une riche diversité culturelle et des contextes socioéconomiques et politiques différents. Le succès du développement durable dépend dans une large mesure de l'évolution des modes de vie et des habitudes de consommation et de production, tout en tenant compte des besoins des pays pour lesquels la réduction de la pauvreté reste un sujet de préoccupation majeur. La région présente à la fois des conditions requises et des besoins en matière de développement et de mise en œuvre de l'EDD, en partie parce que l'EDD et le développement durable sont souvent perçus comme des « concepts occidentaux ».

²⁷Le rapport régional de synthèse sur les États arabes est disponible sur le site http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

²⁸Les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que ceux du Caucase et d'Asie centrale (région CEE) ont adopté la Stratégie de la CEE pour l'éducation pour le développement durable lors de la Réunion de haut niveau des ministères de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, mars 2005). Le texte de la Stratégie est disponible sur le site <http://www.unecce.org/env/ESD/Strategy&Framework.htm>.

Parmi les principaux thèmes du développement durable dans la région figurent la lutte contre la pauvreté, la citoyenneté, la paix, l'éthique, la responsabilité aux échelons local et mondial, la démocratie et la gouvernance, la justice, la sécurité, les droits de l'homme, la santé, l'égalité des sexes, la diversité culturelle, l'aménagement rural et urbain, l'économie, les modes de production et de consommation, la responsabilité sociale des entreprises, la protection de l'environnement, le changement climatique, la prévention et l'adaptation, la gestion des ressources naturelles, la diversité biologique et du paysage. Les thèmes de l'EDD varieront certainement d'un pays à l'autre à l'avenir. La région met traditionnellement l'accent sur la nature, l'écologie et l'environnement plutôt que sur les dimensions sociales et économiques du développement durable, question qui devra être abordée dans le cadre de l'EDD également.

La plupart des pays de la région possèdent des systèmes éducatifs avec un corps enseignant qualifié, l'accès à l'instruction élémentaire y est assuré, de même que l'égalité des droits à l'éducation pour tous, le taux d'alphabétisation est élevé, ils se sont dotés d'un potentiel scientifique et la société civile y est active. Néanmoins, il existe encore de graves inégalités à cet égard dans la région. C'est ainsi qu'en Europe du Sud-est et dans les pays de l'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale, l'enseignement dispensé aux enfants des campagnes est de qualité médiocre faute de ressources financières et humaines. Un grand nombre de gouvernements d'ONG, d'OSC et de donateurs reconnaissent la gravité des problèmes de création des capacités, d'assistance financière, de soutien en faveur de l'éducation, de mise en place de programmes de recherche et de sensibilisation du public au développement durable dans les pays en transition. Les mesures clés suivantes ont été identifiées: renforcer les alliances et réseaux régionaux et sous-régionaux existants dans le domaine de l'éducation pour le développement durable et encourager les programmes de jumelage, la coopération bilatérale et les partenariats; utiliser des instruments internationaux contraignants tels que la Convention d'Aarhus²⁹ et d'autres accords pertinents.

Questions relatives à l'EDD spécifiques à la région

La Stratégie de la Commission CEE pour l'éducation pour le développement durable³⁰, adoptée en mars 2005 à Vilnius (Lituanie) par la Réunion de haut niveau des ministres de l'environnement et de l'éducation accorde non seulement une place de choix à l'EDD dans l'ordre

du jour des pouvoirs publics, mais elle donne également l'impulsion à la mise en place des structures et des dispositions que requiert l'EDD dans la région. La Stratégie de Vilnius constitue un cadre flexible pour les pays de la région Europe et Amérique du Nord dans la mesure où elle reconnaît que la mise en œuvre de l'EDD repose essentiellement sur les priorités et initiatives propres à chaque pays, qui sont adaptées à leurs besoins et situations spécifiques. Elle définit une série d'objectifs sous-jacents à la mise en œuvre de l'EDD au plan régional (par exemple, veiller à ce que les politiques appuient l'EDD, promouvoir le développement durable en faisant appel à toutes les formes d'apprentissage, doter le secteur éducatif des compétences voulues pour contribuer à l'EDD, mettre au point des outils et matériels d'EDD, promouvoir la recherche et le développement de l'EDD, encourager l'utilisation des savoirs autochtones et renforcer la coopération en matière d'EDD dans la région CEE). Ces objectifs recoupent souvent ceux d'autres stratégies régionales (Encadré 2).

L'éducation pour le développement durable exige une coopération et des partenariats entre toutes les parties prenantes. Les principaux acteurs sont les pouvoirs publics et les autorités locales, les enseignants et les scientifiques, le secteur de la santé, le secteur privé, l'industrie, les secteurs des transports et de l'agriculture, les syndicats, les médias, les organisations non gouvernementales, diverses communautés, les peuples autochtones et les organisations internationales.

L'éducation pour le développement durable met en œuvre des initiatives visant à instaurer un esprit de respect mutuel dans la communication et la prise des décisions, en privilégiant l'apprentissage participatif au lieu de se contenter de transmettre une information. Il faudrait donc reconnaître la contribution de cette éducation à un processus interactif et intégré de prise de décisions. Il faudrait aussi étudier sa contribution au développement et au renforcement de la démocratie participative, en particulier en rapport avec le règlement des conflits sociaux et la justice, notamment au moyen de versions locales de l'Agenda 21.

Encadré 2: Exemples de principes de la Stratégie de la CEE pour l'éducation pour le développement durable³¹

La Stratégie présente les diverses implications que suppose pour l'éducation la mise en œuvre de ces principes. Elle reconnaît notamment que les moyens de communication de masse constituent un puissant outil pour orienter les choix des consommateurs et les modes de vie, en particulier dans le cas des enfants et des jeunes. Selon la Stratégie, il s'agit à cet égard de mobiliser des savoir-faire et de trouver des circuits de distribution pour transmettre une information fiable et

²⁹La Convention d'Aarhus constitue un type nouveau d'accord environnemental qui lie les droits environnementaux et les droits humains et reconnaît que nous avons des devoirs envers les générations futures. On peut trouver le texte de cette convention sur le site www.unep.org/env/pp/.

³⁰Pour de plus amples détails sur la Stratégie de Vilnius pour l'EDD, on peut visiter le site <http://www.unep.org/env/ESD/Strategy&Framework.htm>.

³¹Source: www.unep.org/env/ESD/Strategy&Framework.htm.

des messages clés sur les questions liées au développement durable. En mettant en œuvre la Stratégie comme un tout, on accorde une grande importance au fait que les gouvernements nationaux jouent un rôle de pointe, avec la participation active de toutes les parties prenantes à l'EDD et au développement durable.

L'importance de l'établissement de réseaux régionaux et sous-régionaux pour faire avancer l'EDD dans la région est également soulignée. La région possède une riche expérience de la coopération internationale en matière d'éducation, en particulier dans l'enseignement supérieur. La Stratégie précise qu'un certain nombre de réseaux nationaux et sous-régionaux d'éducation, de groupes de travail, d'associations d'universités, de programmes et de partenariats ont mis en chantier des formes multidisciplinaires d'éducation visant à trouver des solutions au problème du développement durable. Elle indique qu'il conviendrait d'accorder une attention particulière à l'Europe du Sud-est et aux pays d'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale pour résoudre les principaux problèmes que leur posent l'EE et l'EDD, à savoir un manque de matériel pédagogique adéquat, l'utilisation peu rentable des capacités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, une pénurie d'éducateurs qualifiés, une sensibilisation insuffisante ainsi que l'absence de coopération entre les départements et entre les parties prenantes.

Il reste cependant d'autres défis à relever pour mettre effectivement en œuvre l'EDD, en partie parce que le développement durable et l'EDD semblent impliquer que l'on repense les principes dans lesquels ces systèmes éducatifs sont fermement ancrés. Par exemple, les systèmes actuels ne permettent guère de tenir compte du caractère interdisciplinaire et holistique de l'EDD. Un des problèmes majeurs que connaît la région est le manque de compétences en matière d'EDD, en particulier dans le secteur éducatif, ce qui a été reconnu comme un obstacle persistant au progrès de l'EDD par les Ministres de l'éducation et de l'environnement à Belgrade en 2007³². Parmi les autres problèmes figurent l'absence d'une définition agréée de l'EDD, le flou existant entre l'éducation à l'environnement et l'EDD, les cadres institutionnels, législatifs et de politique générale qui doivent être adaptés aux besoins de l'EDD, et le manque d'outils pédagogiques et de recherche en matière d'EDD. Il faut également renforcer la participation de la société civile à la gouvernance à différents niveaux (école, communauté, région ou pays, par exemple).

Obstacles au développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes³³

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes comprend plus de 40 pays très divers, aussi bien des pays à revenu intermédiaire comme le Mexique et le Chili que des pays parmi les moins avancés comme Haïti, des petits États insulaires en développement et des pays très vastes comme le Brésil et l'Argentine. Les principaux problèmes faisant obstacle au développement durable varient en conséquence, mais quelques observations générales sont néanmoins possibles.

Malgré un développement économique satisfaisant, les progrès de la lutte contre la pauvreté sont trop lents. Selon les données de la Banque mondiale, en 2001, 24,5 pour cent de la population de la région vivaient dans la pauvreté et l'on estime qu'en 2006, ce pourcentage dépassait encore 20 pour cent³⁴. Les écarts de revenu en Amérique latine sont plus marqués que dans toute autre région du monde, ce qui entraîne une inégalité en terme de qualité et d'accès à des services tels que la santé, l'éducation, l'approvisionnement en électricité et en eau potable. Cette situation affecte de nombreux groupes sociaux, en particulier les populations autochtones et les femmes. La violence et la criminalité - principalement dues aux inégalités sociales - sont en plein essor, particulièrement dans les villes.

Les écosystèmes de la région ont une importance planétaire. La région comprend cinq des dix pays à la biodiversité la plus riche du monde – Brésil, Colombie, Equateur, Mexique et Pérou – ainsi que la région du monde à la biodiversité la plus riche – le versant oriental des Andes. De nombreuses espèces végétales et animales prospèrent dans ces régions et ont un rôle important à jouer dans la régulation du climat mondial. Aujourd'hui, la biodiversité en Amérique latine est très menacée du fait que les cinq pays cités plus haut figurent également parmi les quinze pays du monde dont la faune risque le plus de disparaître.

Les problèmes liés au changement climatique mondial et la menace qui pèse sur la biodiversité sont considérablement aggravés par l'absence de protection des forêts tropicales. Cela rend la région encore plus vulnérable aux phénomènes climatiques extrêmes tels que les cyclones, les inondations et les sécheresses. Les petites îles des Caraïbes sont en outre menacées par l'élévation du niveau de la mer.

La production de biocarburants dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes constitue à la fois une opportunité et une menace. D'une part, les biocarburants peuvent aider à protéger le climat

³²Un segment de haut niveau sur l'EDD a été organisé au cours de la Sixième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» Belgrade, octobre 2007 (<http://www.unec.org/env/EDD/belgrade.htm>).

³³Le texte (en espagnol) de la Stratégie de la région LAC en matière d'EDD figure sur le site <http://www.oei.es/decada/portadas/estrategiaregional.htm>.

³⁴On peut accéder aux données de la Banque mondiale sur la pauvreté par PovertyNet, qui fournit une introduction aux problèmes clés ainsi que des informations approfondies sur la mesure, le suivi et l'analyse de la pauvreté ainsi que sur les stratégies de réduction de la pauvreté aux chercheurs et aux praticiens. PovertyNet est accessible à l'adresse www.worldbank.org/html/extdr/thematic.htm.

et à créer de nouvelles possibilités de revenu dans le secteur agricole, mais ils risquent d'autre part d'entraîner la suppression du couvert forestier qui subsiste et de contribuer à une hausse des prix des aliments de base.

Questions relatives à l'EDD spécifiques à la région

Lors de la conférence sur le thème de « L'éducation au service du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes », organisée à San José (Costa Rica) en 2006³⁵, l'UNESCO et la Charte de la Terre³⁶ ont souligné conjointement la nécessité d'élaborer une stratégie régionale pour la DEDD dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC). Les mesures jugées prioritaires sont les suivantes:

- Faire intervenir les acteurs responsables des décisions politiques, techniques et administratives dans diverses sphères du gouvernement, de la législation, des entreprises, et d'autres organisations, conjointement avec des ONG, des réseaux et des mouvements sociaux.
- Faire appel à la participation active des spécialistes des communautés éducative, scientifique, technologique et professionnelle, en y incluant des représentants des technologies et savoirs traditionnels.
- Faire participer les personnes qui, comme les dirigeants syndicalistes, les communautés, les organisations de la société civile, les organisations religieuses, les communicateurs et les journalistes, les coordonnateurs de réseaux, les coalitions et les mouvements sociaux, peuvent du fait de leurs fonctions entraver ou stimuler les processus liés à la promotion de l'EDD.
- Bien que tous les membres de la société soient censés bénéficier des mesures prises durant la DEDD, accorder une importance particulière aux secteurs vulnérables notamment à la jeunesse, aux personnes âgées, aux populations autochtones et à d'autres groupes d'exclus.

La Stratégie pour la région Amérique latine et Caraïbes reconnaît que le concept de durabilité peut permettre d'intégrer et de créer des synergies entre divers thèmes éducatifs et d'autres cadres d'action éducative des Nations Unies importants dans la région, à savoir, l'environnement, les rapports interculturels, la paix, les droits humains, l'atténuation de la pauvreté, la santé, le VIH et le SIDA, l'alphabétisme et l'éducation aux questions de genre. En outre, le programme du Cadre d'action de Dakar - L'Éducation pour tous et les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été considérés comme des

références fondamentales qui doivent être incorporées à cette stratégie.

Cette stratégie repose sur une vision commune suivant laquelle, d'ici à la fin de la Décennie, grâce aux politiques d'éducation publique et à la participation active des éducateurs et des communicateurs, la région Amérique latine et Caraïbes sera en mesure de contribuer à la lutte contre de graves processus de pollution et de destruction de l'environnement et elle aura fait sensiblement avancer l'édification de sociétés justes et viables.

En ce qui concerne la nécessité de fournir les moyens financiers et les ressources indispensables au développement de l'EDD dans la région, la stratégie part du principe qu'il faut faire en sorte que tous les acteurs, notamment les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et les organisations de la société civile prennent un engagement conjoint. La stratégie considère donc qu'il est impératif d'inscrire l'EDD comme une question prioritaire à l'ordre du jour des forums des ministres de l'éducation et de l'environnement de la région. Elle demande également aux organisations internationales de promouvoir la DEDD dans la région et elle fait tout particulièrement appel à l'UNESCO et au PNUE pour qu'ils créent conjointement des synergies avec d'autres agences multilatérales comme l'OMS, la FAO, l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP ainsi qu'avec des organismes bilatéraux. La stratégie reconnaît également la nécessité de coordonner les activités mises en place dans le cadre de la DEDD avec des programmes régionaux en cours³⁷ comme le Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC) et le Programme d'éducation à l'environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PLACEA).

La stratégie est considérée comme un excellent instrument régional pour promouvoir l'EDD dans la région Amérique latine et Caraïbes. C'est le premier instrument régional conçu spécialement pour l'EDD (et non exclusivement pour l'éducation à l'environnement). Elle a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif et de consultation qui a permis de faire participer diverses parties prenantes ainsi que plusieurs pays de la région et a abouti à un certain degré de consensus sur la question de l'EDD.

On ne dispose malheureusement pas d'informations sur les suites données à la stratégie ni sur l'avancement de sa mise en œuvre. Il est donc recommandé qu'en leur qualité d'initiateurs de la stratégie, la Charte de la Terre et l'UNESCO redoublent d'efforts pour promouvoir et mettre en œuvre la stratégie de la région Amérique latine et Caraïbes concernant l'EDD.

³⁵Lors de cette réunion, un projet de document stratégique qui a fait l'objet d'un processus de consultation électronique de novembre 2006 à février 2007 a été élaboré. La version finale est le fruit de cette consultation. On trouvera un résumé des résultats de la réunion sur le site http://www.earthcharterinaction.org/ECL_LADESD_Meeting_ExecSum.pdf.

³⁶« L'Initiative de la Charte de la Terre » consiste en un réseau global et diversifié de personnes, d'organisations et d'institutions qui participent à la promotion et à la mise en application des valeurs et des principes de la Charte de la Terre. L'Initiative représente un vaste effort volontaire de la société civile. Parmi les participants, il y a des institutions internationales de renom, des gouvernements nationaux et leurs agences, des associations universitaires, des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires, des administrations municipales, des groupes religieux, des écoles et des entreprises – de même que des milliers de particuliers. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.earthcharterinaction.org/>.

³⁷Voir par exemple la Déclaration de Saint-Domingue signée en 2009 lors du seizième Forum de Ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce Forum constitue le principal organisme régional chargé de dégager un consensus politique intergouvernemental sur les questions d'environnement et il permet de s'entendre sur des mesures et de réfléchir aux principaux problèmes environnementaux qui se posent aux niveaux global et régional dans le contexte du développement durable. Le texte de la Déclaration figure sur le site <http://www.oui-ihoe.org/eles/wp-content/uploads/2009/01/the-declaration-of-santo-domingo.pdf>

Conclusion

Les brèves descriptions des défis du développement durable à l'échelle régionale montrent que chaque région a ses problèmes urgents à résoudre et ses obstacles à surmonter. Nous observons en même temps des thèmes et schémas systémiques communs qui semblent dépasser le cadre régional. Il n'est pas surprenant qu'il existe des différences de contexte d'une région à l'autre, mais il faut également reconnaître que dans ces régions caractérisées par une énorme diversité, l'EDD aura des significations, des priorités et des stratégies différentes. Ces différences trouvent leur origine dans les traditions en matière de gouvernance, mais aussi dans les grands défis existentiels auxquels est confrontée chaque région. C'est probablement en fonction de ces traditions qu'un pays adoptera une orientation plus pédagogique envers l'EDD mettant l'accent sur l'apprentissage (social), la démocratie et la participation, ou une approche plus instrumentale insistant sur la modification des comportements dans un sens préétabli ou fixé par des experts. En ce qui concerne l'orientation de l'EDD d'un point de vue thématique, les pays exposés à une extrême pauvreté, au VIH/SIDA et à une perte rapide de biodiversité auront tendance à envisager le contenu de l'EDD d'une manière différente de celle des pays qui sont confrontés à une dépendance à l'égard du pétrole et à un degré élevé de consumérisme.

En ce qui concerne les stratégies de mise en œuvre et de développement de l'EDD, celles-ci dépendent de la mesure dans laquelle les pays peuvent faire appel à des

réseaux régionaux et sous-régionaux d'organisations internationales, d'ONG et d'OSC, mais aussi à des mécanismes de soutien intergouvernementaux. Bien que les différences de contexte soient probablement appelées à subsister, et qu'il convienne qu'elles subsistent au nom de la diversité, un apprentissage interrégional (Sud-Sud, Nord-Sud, Nord-Nord) est encore nécessaire du fait qu'il existe des forces et des systèmes globalisants affectant toutes les régions et que l'on peut mieux comprendre en les examinant sous un angle interrégional. En même temps, un dialogue international de ce genre permet de partager les leçons apprises et les solutions créatrices que l'on observe dans chaque région, sous-région et pays qui s'efforcent de développer et de mettre en œuvre l'EDD.

Toutes les régions jugent utile d'avoir une stratégie régionale en matière d'EDD, mais on ne sait pas exactement s'il s'agit de « stratégies vivantes », c'est-à-dire de stratégies qui seraient utilisées efficacement pour encourager des actions à tous les niveaux de prise de décision et qui seraient fréquemment retouchées, actualisées, reconfirmées, réapprouvées et partagées par toutes les parties prenantes pertinentes.

Actuellement, il semblerait que les seules stratégies qui sont régulièrement suivies et pleinement approuvées par les pays des différentes régions sont la Stratégie de la CEE pour l'éducation pour le développement durable et dans une certaine mesure, la stratégie régionale d'EDD pour l'Asie-Pacifique.

Chapitre 3 Significations de l'EDD

Malgré les nombreux rapports sur l'EDD qu'a suscités la Décennie, la signification exacte de l'EDD continue à faire l'objet d'un débat mondial.

Les rapports de synthèse régionaux qui ont servi à ce bilan à mi-parcours de la Décennie fournissent diverses définitions de l'EDD, définitions qui ont des points communs, mais qui présentent également de subtiles différences lorsqu'il s'agit de s'attaquer à des problèmes régionaux à plus grande échelle (voir Chapitre 2). Au début de la Décennie, il y avait une plus grande insistance sur la nécessité de parvenir à une définition commune, alors qu'à présent, une place plus importante est laissée à la localisation et à la contextualisation. Dans cette optique, les débats nationaux et locaux sont jugés cruciaux pour définir le sens de l'EDD.

Ces différences sont importantes pour faire en sorte que l'EDD se développe d'une façon adaptée à la culture et aux contextes locaux. Il faut donc s'efforcer, non pas de

dégager un consensus sur le sens de l'EDD, mais plutôt de se mettre d'accord sur un ensemble de principes clés concernant la portée, l'objet et la pratique de l'EDD.

Points communs et tensions

Un certain nombre de principes de ce genre peuvent être identifiés dans les descriptions générales de l'EDD (voir l'Introduction). Un exemple de description figurait dans le document exposant les directives relatives au processus de suivi et d'évaluation de la DEDD qui accompagnait le questionnaire utilisé pour ce bilan (Encadré 3).

« L'Éducation pour le développement durable (EDD) est un processus d'apprentissage (ou une approche de l'enseignement) fondé sur les idéaux et les principes de durabilité, elle concerne tous les niveaux et types d'éducation. L'EDD soutient cinq types fondamentaux d'apprentissage pour assurer une éducation de qualité et favoriser un développement humain durable – apprendre à savoir, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble, apprendre à faire et apprendre à évoluer soi-même et transformer la société.

L'Éducation pour le développement durable doit être considérée comme un ensemble complet d'activités d'éducation et d'apprentissage de qualité dans le cadre duquel on retrouve notamment des questions clés comme la réduction de la pauvreté, la découverte de moyens d'existence durables, le changement climatique, l'égalité entre les sexes, la responsabilité sociale et la protection des cultures autochtones. Du fait de sa nature globale, l'EDD peut constituer un moyen d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de l'Éducation pour tous. Ces deux initiatives ont fixé une série d'objectifs à réaliser avant une certaine date. L'EDD pourrait être considérée comme le moyen d'atteindre ces objectifs ».

Encadré 3: Description/définition de l'EDD figurant dans le document original concernant le suivi et l'évaluation de la DEDD

Les réseaux internationaux de parties prenantes qui ont contribué au bilan (Centre culturel de l'Asie et du Pacifique pour l'UNESCO³⁸, Secrétariat international de la Charte de la Terre³⁹, Commission « Éducation et communication » de l'UICN⁴⁰, Comité interagences des Nations Unies sur la DEDD, Université des Nations Unies-Institut des hautes études (UNU-IAS)⁴¹, Youth Action for Change⁴², et Education Caucus de la CDD) ont tous une conception

légèrement différente de l'EDD, mais ils partagent un ensemble de principes communs qui définissent l'EDD comme:

- un processus évolutif et réflexif visant à intégrer les valeurs et les perceptions de la durabilité non seulement dans les systèmes éducatifs, mais aussi dans la vie personnelle et professionnelle de chaque jour;
- un moyen de doter les individus de nouvelles connaissances et compétences pour les aider à résoudre les problèmes qu'ils ont en commun et qui représentent un défi de la vie en communauté dans la société mondialisée d'aujourd'hui et de demain;
- une approche globale permettant d'assurer la justice économique et sociale et le respect de toute vie;
- un moyen d'améliorer la qualité de l'éducation de base, de réorienter les programmes pédagogiques existants et de renforcer les activités de sensibilisation.

A l'analyse des divers sens attribués à l'EDD dans les rapports de synthèse régionaux se dégage une certaine similitude avec la définition figurant dans le document d'orientation qui accompagnait le questionnaire de suivi et d'évaluation de la DEDD (Encadré 3) quoique avec une différence d'accent, subtile mais importante. Ainsi, certains mettent l'accent sur la partie *développement durable* de l'EDD – insistant sur la durabilité écologique, socioculturelle et économique aussi bien dans le temps (présent et futur) que dans l'espace (ici et ailleurs) – et d'autres, sur la partie *éducation* de l'EDD – mettant l'accent sur de nouvelles formes d'apprentissage, de savoir-faire et d'acquisition de compétences pour créer un nouveau type de citoyen et un nouveau type de système éducatif. Ceux qui insistent sur le développement durable semblent également privilégier la modification des comportements et des modes de vie selon une orientation approuvée de façon scientifique (voir l'exemple de la Chine dans le Tableau 4) tandis que ceux qui se concentrent sur l'éducation mettent davantage l'accent sur le développement des capacités, des qualités ou des compétences nécessaires pour pouvoir contribuer de façon active, critique et significative au développement durable (voir les exemples du Chili et du Botswana dans le Tableau 4).

³⁸www.accu.or.jp/en

³⁹www.earthcharterinaction.org

⁴⁰www.cec.wcln.org

⁴¹www.ias.unu.edu

⁴²www.youthactionforchange.org

| Pays | Signification de l'EDD |
|-------------|--|
| Chili | L'EDD constitue un élément fondamental de l'éducation civique, une opportunité de satisfaire les besoins humains au moyen d'une pédagogie qui encourage la transformation culturelle dans le sens d'une société viable et qui permet à l'éducation de se renouveler et de contribuer à la démocratisation du savoir, à la construction collective d'une éthique de l'action humaine qui encourage le développement de communautés participatives et coopératives dans le domaine de l'éducation. |
| Botswana | L'EDD est un type d'éducation qui vise avant tout à permettre aux apprenants et au public d'acquérir des compétences qui leur seront utiles plus tard. Il s'agit d'acquérir des connaissances, des compétences ainsi que des attitudes et des valeurs justes de telle sorte que les apprenants soient à même de tirer parti de leur environnement de façon efficace et durable afin d'améliorer leur qualité de vie et devenir des membres productifs de la société. |
| Pays arabes | L'EDD contribue à « l'acquisition et à la pratique de savoirs, valeurs et compétences propres à assurer l'équilibre voulu entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement, et le respect aussi bien des individus que du développement et du progrès social ». (UNESCO-Beyrouth, Cadre régional d'orientation de l'EDD pour la région arabe, 2008). |
| Chine | Conformément aux conceptions scientifiques communément admises, l'EDD est considérée comme un type d'éducation qui développe des valeurs contribuant au développement durable, dans le but d'aider les individus à acquérir des connaissances et des valeurs pertinentes et des habitudes et modes de vie sains et appropriés, propres à assurer un développement durable pour l'ensemble de la société (adapté du rapport sur la région Asie-Pacifique). |

Tableau 4: Significations de l'EDD⁴³

Deux interprétations pédagogiques de l'EDD peuvent être distinguées:

- 1) l'EDD comme moyen de transférer des ensembles « appropriés » de savoirs, d'attitudes, de valeurs et de comportements;
- 2) l'EDD comme moyen de renforcer les capacités et les opportunités des individus face aux problèmes de durabilité pour leur permettre de concevoir eux-mêmes des modes de vie alternatifs.

Le choix des priorités dépendra probablement des traditions et des caractéristiques spécifiques concernant des questions comme la gouvernance et la participation dans une région ou un pays particulier. Bien que l'on ne dispose pas d'éléments probants à l'appui de cette thèse, des données empiriques indiquent que l'on met aujourd'hui davantage l'accent sur la partie *éducation* de l'EDD qu'au début de la Décennie.

Cette évolution pourrait être due en partie à une prise de conscience plus importante de la nature complexe du développement durable et à la constatation que, dans ce domaine, il n'existe pas de solution toute faite pour toutes les régions et tous les contextes locaux.

Cette observation semble être confirmée par l'accent mis sur l'apprentissage tout au long de la vie et le renforcement des capacités que nous observons dans de récents documents sur l'EDD comme le rapport sur le Programme de partenariat pour l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines du PNUE⁴⁴ et le rapport sur l'atelier *Environmental and School Initiatives* (ENSI) intitulé « Avancées et perspectives de la Décennie des Nations Unies de l'Éducation au service du développement durable (EDD) dans les pays de l'Union européenne⁴⁵ ».

De nombreux pays ont souligné dans leurs réponses que l'EDD est fondée sur des valeurs et a pour but d'émanciper les individus, de leur permettre de participer à la société et de les aider à comprendre la complexité de la recherche d'une approche équilibrée intégrant des facteurs socio-économiques, écologiques, culturels et éthiques qui déterminent à eux tous la durabilité du développement. Les questions clés de développement durable telles que l'atténuation de la pauvreté, le changement climatique ou l'égalité des sexes ne sont généralement pas mentionnées dans les définitions, mais on a plutôt tendance à mettre l'accent sur des *types d'apprentissage* qui peuvent assurer la participation des individus, les

⁴³Les significations de l'EDD ont été précisées dans les rapports de synthèse régionaux. Ces rapports sont disponibles sur le site http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

⁴⁴Ce rapport peut être téléchargé sur le site <http://www.did.uu.se/irEDD/documents/UNEP%20MESA%20A4%20horizontal-LoRes.pdf>

⁴⁵Environnements and School Initiatives (ENSI), 2009, Avancées et perspectives de la Décennie des Nations Unies de l'Éducation au service du développement durable (EDD) dans les pays de l'Union européenne. Rapport réalisé par l'ENSI lors de la Conférence internationale de Bordeaux, France (27 au 29 octobre 2008). http://www.ensi.org/Updates/media/downloads/711/%20ConférenceBordeaux_fr.pdf

émanciper et les autonomiser. Cela ne signifie pas pour autant que ces questions de développement durable ne soient pas importantes ou reconnues, mais plutôt que la partie *éducation* de l'EDD est considérée comme cruciale. Le Tableau 5 ci-dessous indique certains mots clés fréquemment utilisés dans les définitions de l'EDD.

- Sensibilisation
- Vision locale et globale
- Responsabilité (apprendre à être responsable)
- Apprentissage en vue du changement
- Participation
- Apprentissage tout au long de la vie
- Réflexion critique
- Approche systémique et compréhension de la complexité
- Prise de décisions
- Interdisciplinarité
- Résolution des problèmes
- Satisfaction des besoins de la génération actuelle sans léser les générations futures

Tableau 5: Mots et expressions clés apparaissant fréquemment dans les définitions de l'EDD (Source: Rapports de synthèse régionaux)

Anthropocentrisme/écocentrisme

L'accent est mis différemment selon les pays et régions, bien que cette observation ne s'applique pas nécessairement à l'ensemble d'une région ou d'un pays. En Amérique latine et aux Caraïbes ainsi que dans certaines parties de l'Afrique australe, on a tendance à mettre l'accent sur la transformation sociale et la démocratisation du savoir. Il existe également des différences dans ce que l'on pourrait appeler le point de vue éthique: la plupart des pays se situent dans une perspective plus anthropocentrique (ou axée sur l'homme) tandis que d'autres s'efforcent de promouvoir une interprétation plus écocentrique du développement durable en se référant fréquemment à une vie en harmonie avec la nature et aux droits des autres espèces et du monde non-humain. Le Tableau 6 présente plusieurs descriptions de la région Amérique latine et Caraïbes.

| | |
|------------------------|---|
| Colombie | Compte tenu du caractère systémique de l'environnement, l'éducation à l'environnement devrait être considérée comme un processus qui permet à l'individu de comprendre l'interdépendance existant entre lui-même et l'environnement, sur la base d'une connaissance critique et réflexive de sa réalité biophysique, sociale, politique, économique et culturelle, de telle sorte que l'appropriation de cette réalité concrète suscite chez l'élève et au sein de sa communauté des attitudes exprimant une appréciation et un respect de l'environnement. |
| Costa Rica | Ce pays se réfère aux processus d'apprentissage qui favorisent une sensibilisation aux rapports mutuels entre les êtres humains d'une part, et entre ceux-ci et leur environnement d'autre part, en vue d'améliorer la qualité de vie et de répondre aux besoins de chacun sans compromettre la satisfaction de ceux des générations futures. |
| République dominicaine | Ce pays décrit une stratégie globale qui propose d'apporter les changements indispensables à nos façons de penser, de sentir et d'agir en tant qu'êtres humains de telle sorte que le développement économique, social, culturel et spirituel profite à la famille humaine tout entière tout en sauvant et préservant la Planète Terre pour tous ceux qui l'habitent. |

Tableau 6: Descriptions de l'EDD dans la région Amérique latine-Caraïbes (Source: Rapport de synthèse sur la Région LAC)

Rapport entre l'EDD et d'autres éducations « adjectivales »⁴⁶

Le cadre du Plan international de mise en œuvre de la Décennie⁴⁷ indique qu'une EDD digne de ce nom exige

⁴⁶L'expression « éducations adjectivales » désigne un ensemble de principes et de pratiques qui ont fait leur apparition vers les années 70. Elle englobe l'éducation à l'environnement, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation pour le développement, l'éducation à la paix, l'éducation globale, et l'éducation prospective.

⁴⁷On peut trouver le « Cadre 2006 de mise en œuvre de la DEDD des Nations Unies » sur le site: <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001486/148650E.pdf> (anglais seulement).

l'intégration des trois dimensions citées précédemment:

- la *dimension socioculturelle* qui renvoie à des questions liées aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité, à l'égalité des sexes, à la diversité culturelle et à la compréhension entre les cultures, à la santé, au VIH et au SIDA et à de nouvelles formes de gouvernance;
- la *dimension environnementale*, qui renvoie à des questions liées aux ressources naturelles (eau, énergie, agriculture, biodiversité), au changement climatique, au développement rural, à l'urbanisation durable, à la prévention des catastrophes et à la réduction de leurs effets;



© UNESCO/Georges Malempre

- la *dimension économique*, qui renvoie à des questions liées à la réduction de la pauvreté, à la responsabilité et aux devoirs des entreprises, et à la réorientation de l'économie de marché.

Depuis le début de la DEDD, mais aussi dans les années qui l'ont précédée, nombre de ces questions ont été intégrées à l'éducation relevant de l'EDD, mais aussi à d'autres éducations « adjectivales » (à savoir, l'éducation à la paix, l'éducation globale, l'éducation pour le développement, l'éducation sur le SIDA, l'éducation civique, l'éducation interculturelle et l'éducation holistique, et des types d'éducations tels que l'éducation à l'environnement et l'éducation à la santé). D'une façon générale, plus l'interprétation de ces éducations 'spécialisées' est large, plus celles-ci ressemblent à l'EDD telles qu'elle est décrite dans le Plan international de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

Bien que l'EDD puisse apparaître comme connectée à un grand nombre des éducations « adjectivales » émergentes mentionnées plus tôt, l'accent est mis sur le rapport mutuel avec l'éducation à l'environnement (EE) dans presque tous les rapports régionaux. Cela n'est pas surprenant étant donné que dans beaucoup de pays du monde, cette dernière est bien implantée, en particulier dans les systèmes éducatifs formels. L'existence et le développement simultanés de l'EE et de l'EDD ont donné lieu dans certains pays à des questions sur les rapports entre ces deux types d'éducation et ont amené certains à demander qu'ils soient distingués et d'autres à préconiser leur convergence. La confusion ou l'immobilisme qui en ont résulté dans certains cas risquent d'entraver la mise en œuvre de politiques. Il apparaît également que dans les pays où l'éducation à l'environnement est bien ancrée, l'EDD s'appuie généralement sur les structures et les politiques de celle-ci déjà en place, en particulier là où une interprétation large de l'éducation à l'environnement inclut des dimensions sociales, économiques et politiques. La citation ci-dessous illustre ce point:

...les questions de développement, de survie, de subsistance, d'amélioration de la qualité de l'éducation et de la qualité de vie, et les modes de vie plus viables. C'est peut-être pour cette raison que les spécialistes de l'éducation à l'environnement d'Afrique australe s'intéressent depuis longtemps aux processus d'éducation à l'environnement, qui sont des processus de changement social (Lotz-Sisitka, 2004: 10)⁴⁸

Dans les pays où cette tradition est absente ou peu présente, l'EDD et la DEDD semblent avoir offert une occasion de créer de toutes nouvelles structures et de rattraper les pays où l'éducation à l'environnement est déjà bien implantée. En analysant les rapports de synthèse régionaux et les stratégies régionales, on peut constater trois façons différentes d'envisager le rapport entre éducation à l'environnement et EDD, qui ressemblent à certaines de celles identifiées dans le débat sur l'EDD de 1999⁴⁹. La façon dont ce rapport est perçu est généralement

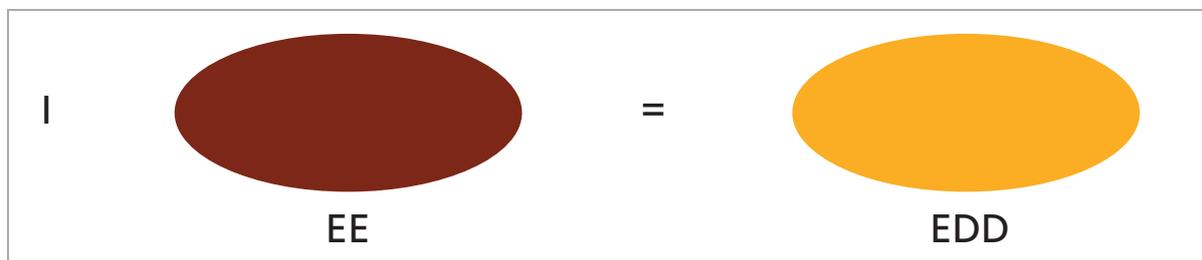
⁴⁸Lotz-Sisitka, H.B. (2004). Positioning Southern Africa's environmental Education in a changing context. Howick: Share-Net/ SADC REEP.

⁴⁹Hesselink, F., van Kempen, P.P. & A.E.J. Wals (2000). EDDébat: Débat international en ligne sur l'Éducation pour le développement durable. Gland, Suisse: UICN, 98 p. Le rapport fondé sur le débat en ligne sur l'EDD peut être téléchargé sur le site <http://www.hect.nl/publications/ESDebate2.pdf>.

liée au rôle historique (majeur ou secondaire) qu'a joué l'éducation à l'environnement dans un pays et à l'interprétation (large ou étroite) dont elle fait l'objet.

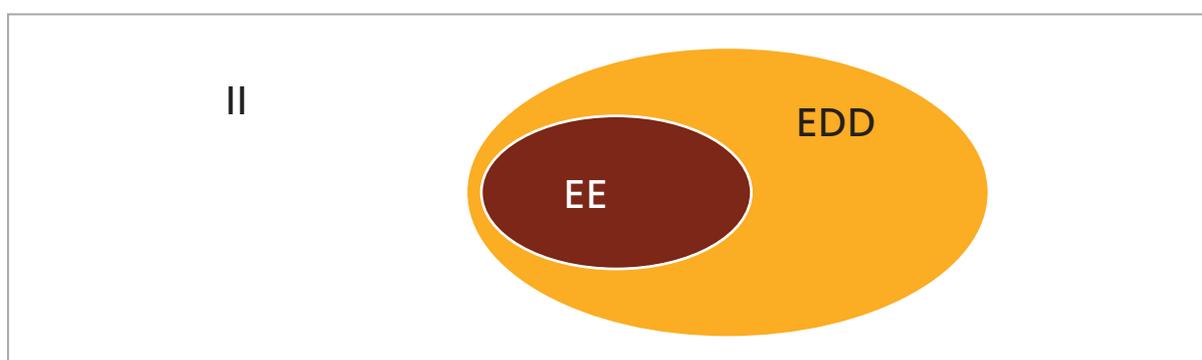
Dans d'autres pays où il existe une solide tradition d'éducation à l'environnement, celle-ci peut faire l'objet

d'une interprétation plus large, conforme à la Déclaration de Tbilissi⁵⁰, et inclure ainsi les aspects socio-économiques et politiques. L'EE et l'EDD deviennent dans ce cas quasiment synonymes. Ces trois rapports sont décrits comme suit:



L'éducation à l'environnement s'est bien affirmée dans le temps et dans l'esprit prospectif de la Déclaration de Tbilissi. On considère qu'au sens large, elle inclut les questions de pauvreté, d'inégalité, de valeurs et d'éthique. L'émergence de l'EDD n'est pas nécessairement considérée comme une opportunité de renouvellement ou de réforme, mais plutôt comme une déviation du bon travail déjà accompli au nom de l'éducation à l'environnement. Dans le pire des cas, l'EDD risque effectivement d'avoir un effet négatif sur le bon travail effectué dans le cadre de l'éducation à l'environnement si les décideurs et les donateurs considèrent que ce domaine n'est plus actuel ou pertinent puisqu'il ne prend pas place dans le cadre d'une EDD soutenue, par exemple, par la DEDD et la communauté internationale.

On enregistre deux réponses dans le cadre de cette conception du rapport entre l'EE et l'EDD. Dans certains pays, l'éducation à l'environnement continue à évoluer et reste populaire parce que les gens peuvent s'identifier à elle plus facilement qu'à l'EDD (c'est le cas par exemple aux États-Unis). Dans d'autres pays, où le gouvernement s'est joint au groupe international de nations engagées sur la voie de l'EDD, des groupes adoptent l'EDD pour des raisons stratégiques ou pragmatiques, sans modifier nécessairement leurs pratiques d'éducation à l'environnement pour pouvoir continuer à bénéficier d'un financement et de l'appui du gouvernement. Dans ce dernier cas, on peut parfois assister à l'émergence de l'éducation à l'environnement pour le développement durable (comme à Taïwan) ou de l'éducation à l'environnement pour une société viable, comme au Brésil.



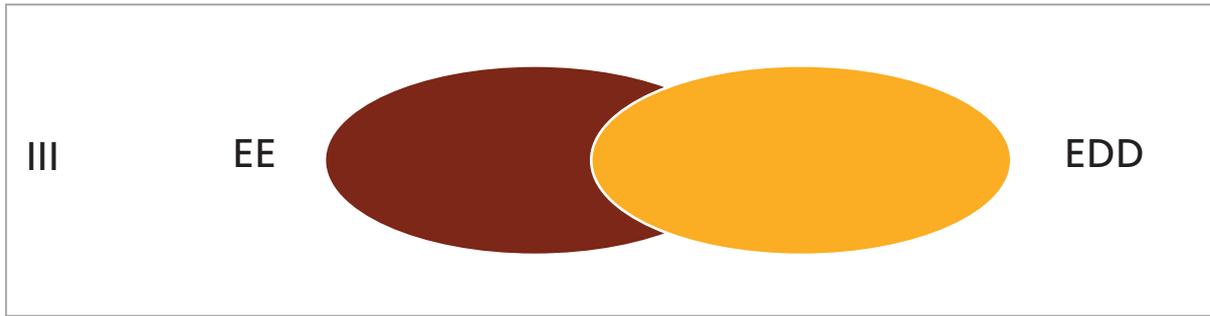
Alors que, sous certaines formes, l'éducation à l'environnement se limite à la protection de l'environnement, à la gestion des ressources naturelles et à la conservation de la nature, l'EDD va constamment plus loin en faisant intervenir des aspects socio-économiques, politiques et culturels. En un sens, l'éducation à l'environnement est maintenant dépassée et doit être actualisée et remplacée par l'EDD pour être mieux axée non seulement sur la dimension environnementale mais

aussi sur les aspects sociaux et économiques des questions d'environnement et de durabilité. Dans certaines parties du monde, l'émergence de l'EDD a encouragé une réforme de l'éducation à l'environnement en ce sens et dans des pays dépourvus de tradition d'éducation à l'environnement ou bien où cette dernière était à peine présente, le mouvement de la DEDD a donné l'occasion d'un démarrage accéléré (par exemple au Viet Nam et dans de nombreux pays arabes).

⁵⁰La Déclaration de la conférence intergouvernementale de Tbilissi sur l'éducation relative à l'environnement de l'UNESCO-PNUE de 1977 peut être téléchargée sur le site <http://unesdoc.unesco.org/images/0003/000327/032763fo.pdf>.

La Quatrième Conférence internationale sur l'éducation relative à l'environnement (également connue sous le nom de Conférence de Tbilissi plus 30) s'est tenue en novembre 2007 et a abouti à la Déclaration d'Ahmedabad 2007: Appel à l'action - L'éducation pour la vie: la vie par l'éducation. Il est dit notamment dans cette déclaration que « Les systèmes d'éducation relative à l'environnement favorisent et servent la cause de l'éducation au service du développement durable » et que « les gouvernements du monde entier doivent soutenir l'éducation relative à l'environnement en élaborant des cadres d'action solides pour l'éducation au service du développement durable et en s'engageant à les mettre en œuvre ». Mille cinq cents participants de 97 pays étaient présents à cette conférence.

On peut trouver la déclaration sur le site <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001573/157326f.pdf> - page=2.



L'EDD et l'éducation à l'environnement sont distinctes, bien qu'elles se recoupent et qu'elles soient l'une et l'autre légitimes et nécessaires. L'ancienne infrastructure de l'éducation à l'environnement et les programmes existants devront donc encore être soutenus et le concours de l'État à l'EDD ne devrait pas nuire à l'éducation à l'environnement. Le développement de l'EDD doit en même temps être soutenu car il ajoute d'importantes dimensions nouvelles que l'éducation à l'environnement

ne traite pas ou traite seulement de façon limitée (par exemple les dimensions socio-économiques et culturelles). Il existe en conséquence des filières et des mécanismes d'appui parallèles, l'un axé sur l'EE et l'autre sur l'EDD (par exemple aux Pays-Bas, au Canada et en Grèce). Des mécanismes de coordination sont parfois en place pour faire en sorte que la filière EE soit également informée par la filière EDD et vice versa.

Conclusion

Il est évident qu'il existe toutes sortes d'interprétations de l'EDD, mais on constate cependant que certains de ses éléments clés ne font toujours pas l'objet d'un consensus. La tradition en matière de gouvernance pourrait déterminer si un pays est favorable à une orientation plus pédagogique envers l'EDD, ce qui implique un apprentissage (social), une participation et un renforcement des capacités, ou bien une orientation plus instrumentale qui insiste sur un changement de comportement au sein de la population.

Il est probable qu'une solide tradition d'éducation à l'environnement mais aussi la façon dont celle-ci est elle-même interprétée influe sur la signification de l'EDD. Là où cette tradition fait défaut ou là où l'éducation à l'environnement a été interprétée au sens étroit de la conservation de la nature et de la protection de l'environnement, l'EDD peut être développée et acquérir

une signification qui lui est propre. En même temps, on assiste dans le monde entier à l'émergence d'un ensemble d'autres éducations « adjectivales » qui tendent à privilégier une seule question (par exemple la paix, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, le VIH et le SIDA). Cette tendance peut rendre nécessaires certains ajustements de telle sorte que les éducations adjectivales se renforcent mutuellement au lieu de se concurrencer.

Enfin, les documents et le discours récents sur l'EDD tendent à montrer un passage de l'éducation à l'apprentissage pour souligner la nécessité d'un engagement permanent en faveur de la durabilité dans les contextes de l'éducation formelle, non formelle et informelle d'une part, et la nécessité d'un renforcement des capacités, d'une participation et d'une autodétermination pour un développement durable d'autre part.

Chapitre 4 Contributions des Nations Unies⁵¹

Ce bilan de la DEDD à mi-parcours porte essentiellement sur les dispositions et les structures qui ont été mises en place de par le monde pour faire avancer le développement et la mise en œuvre de l'EDD. Dans ce contexte, l'UNESCO a assumé une double responsabilité: d'une part jouer le rôle de chef de file et assurer une coordination au niveau mondial, d'autre part, agir en tant qu'exécutant.

A l'aube de la DEDD, une structure organisationnelle a été imaginée qui tirerait avantage de l'infrastructure existante de l'UNESCO tout en établissant de nouveaux liens entre différents secteurs au sein du système des Nations Unies et au sein de l'UNESCO proprement dite face au défi commun du développement durable.

Mécanismes visant à faciliter le rôle de chef de file et de coordinateur de l'UNESCO à l'échelle mondiale

Un certain nombre de mécanismes de consultation et de coordination ont été mis en place afin de faciliter le rôle de chef de file de l'UNESCO pour la DEDD à l'échelon mondial.

Secrétariat de la DEDD

Le secrétariat de la DEDD, établi au sein de la Section de coordination de la DEDD de la Division de la coordination des priorités des Nations Unies en matière d'éducation, supervise, guide, appuie et coordonne les différents programmes et modules thématiques tout en veillant à assurer la cohérence des activités internes. De courts textes sur la Décennie ont été distribués à cet effet à tous les fonctionnaires de l'UNESCO afin qu'ils soient à même de mentionner et présenter la DEDD dans leurs communications écrites et orales destinées à des réunions

⁵¹Ce chapitre a été établi essentiellement à partir d'éléments fournis par le Secrétariat de la DEDD et puisés dans deux documents: « Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014): les deux premières années » (<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001540/154093f.pdf>) et le Journal of Education for sustainable Development, Vol. 1, No. 1, 117-126.

internationales. Le secrétariat assure aussi la liaison entre le Comité de coordination interagences, le Groupe de référence sur la Décennie, le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation, les commissions nationales pour l'UNESCO, les Bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation, les bureaux hors Siège et les instituts.

Groupe de haut niveau sur la DEDD

Un Groupe de haut niveau sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable a été créé au début de la DEDD pour donner des directives à l'UNESCO en matière de mise en œuvre et de gestion. Convoqué par le Directeur général de l'UNESCO, il se compose de personnalités éminentes et de spécialistes des questions de politique, d'économie, de culture et de société. Il a pour tâche de conseiller l'UNESCO en vue d'intensifier le soutien apporté à la DEDD aux plus hauts niveaux, et de la guider dans sa stratégie pour aider ses partenaires à mobiliser des ressources en faveur de l'EDD.

Comité de coordination interagences sur la DEDD (IAC/DEDD)

L'une des plus grandes difficultés identifiées par le Secrétariat de la DEDD a été d'inscrire les priorités de l'EDD dans les activités des organismes des Nations Unies au moment adéquat et de manière cohérente. Le Comité de coordination interagences sur la DEDD a été créé pour amener les organisations internationales à collaborer ensemble, de façon flexible, à la mise en œuvre efficace de la Décennie. Le Comité s'efforce de renforcer et de souligner le rôle de l'éducation dans la Décennie et les implications pour toutes les formes d'éducation – y compris les liens avec d'autres initiatives internationales comme l'Éducation pour tous (EPT), la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA), et l'Initiative mondiale sur le VIH et le SIDA et l'éducation (EDUSIDA) ainsi que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il réunit des représentants des organisations suivantes: Banque mondiale, FAO, FNUAP, HCDH, HCR, OIT, OMC, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD, PNUE, UN-HABITAT, UNICEF, et UNU.

Groupe de référence sur la DEDD

Le Groupe de référence sur la DEDD a été créé pour aider le secrétariat de la DEDD à relever les différents défis que représente la Décennie, à mener une réflexion stratégique

sur ce que l'UNESCO peut et devrait faire, et à faciliter la coordination et la mobilisation d'un ensemble diversifié de partenaires et de parties prenantes. Le Groupe de référence se compose d'experts de domaines divers de l'éducation au service du développement durable (EDD). Ce groupe facilite les efforts de l'UNESCO pour définir des orientations stratégiques et renforcer la mobilisation de ses partenaires.

Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD (MEEG)

Pour mesurer efficacement les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la DEDD, un groupe de travail a été mis en place, chargé de guider l'élaboration d'une série d'indicateurs et de faire avancer l'établissement d'un cadre de suivi et d'évaluation (voir l'introduction). Compte tenu des diverses composantes de la Décennie et de ses relations avec les trois piliers du développement durable, la culture constituant un thème transversal, le Groupe d'experts se compose de spécialistes internationaux et nationaux ayant des compétences et une expérience dans les domaines suivants: politiques et gestion de l'éducation, statistiques de l'éducation, éducation relative à l'environnement, développement social et économie du développement.

Commissions nationales pour l'UNESCO

Les commissions nationales sont des partenaires essentiels pour promouvoir et mettre en œuvre la Décennie au niveau national et régional. Au niveau national, elles jouent un rôle dans la création de comités nationaux pour la DEDD. Le dialogue et les échanges amorcés entre certaines commissions nationales sont encouragés, de façon à renforcer la coopération régionale et internationale pour mobiliser des ressources et élaborer des politiques et programmes innovants en matière d'EDD.

Programme UNITWIN / Chaires UNESCO pour l'EDD

La promotion de l'EDD dans l'enseignement supérieur est jugée cruciale pour assurer un avenir viable et placer les jeunes au cœur du développement. L'un des programmes phares de l'UNESCO visant à promouvoir l'EDD dans l'enseignement supérieur est le Programme UNITWIN et Chaires UNESCO. Celui-ci a été conçu pour faire avancer la recherche, la formation et l'élaboration des programmes

dans l'enseignement supérieur en mettant en place des réseaux d'universités et en encourageant la coopération interuniversitaire par des transferts internationaux de connaissances. Depuis son lancement en 1992, le programme a permis la création de 626 Chaires UNESCO et de 60 réseaux UNITWIN, avec la participation de plus de 740 institutions dans 125 pays. Il existe actuellement

huit Chaires UNESCO et un Réseau UNITWIN portant spécifiquement sur l'Éducation au service du développement durable (Tableau 7). Il existe également d'autres chaires et réseaux portant sur des questions éducatives, culturelles ou scientifiques en rapport avec le développement durable (par exemple l'éducation à l'environnement, les ressources en eau, la désertification, l'habitat et les villes).⁵²

Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable

Créée en 1999, Université de York (Canada)

Objectifs:

- donner l'impulsion à la mise en place d'un réseau pilote international reliant les établissements de formation pédagogique existants dans le monde entier, faciliter et coordonner son action.
- réorienter la formation des enseignants vers la durabilité en utilisant un cadre commun convenu permettant une comparaison des résultats; et
- acquérir une expérience pratique et des connaissances approfondies qui puissent s'exprimer sous la forme de directives visant à réorienter la formation des enseignants dans le sens de la durabilité.

Chaire UNESCO en enseignement supérieur pour le développement durable

Créée en 2005, Université de Lueneburg (Allemagne)

Objectifs:

- promouvoir un système intégré de recherche, de formation, d'information et de documentation dans les domaines en rapport avec le développement durable pour l'enseignement universitaire, et sa mise en place dans la recherche et l'enseignement;
- faciliter la collaboration entre chercheurs de haut niveau internationalement reconnus, et personnel enseignant de l'Université, d'autres institutions d'Allemagne, d'autres pays d'Europe et d'autres régions du monde;
- aider à mettre en avant les concepts d'éducation et de recherche inter/transdisciplinaires, pour contrebalancer les approches disciplinaires qui sont également nécessaires pour réaliser l'objectif de durabilité; et
- stimuler un débat international sur la signification de la durabilité comme modèle pour les établissements d'enseignement supérieur.

Chaire UNESCO en éducation de la petite enfance et le développement durable

Créée en 2007, Université de Göteborg (Suède)

Objectifs:

- promouvoir les principes inscrits dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, texte fondamental et point de départ d'une collaboration avec les universités du Nord et du Sud;
- inculquer très tôt aux enfants des valeurs démocratiques par le partage et le respect pour les autres et promouvoir les compétences pédagogiques et la sensibilisation au concept de savoir;
- renforcer la coopération avec les parents; et
- collaborer étroitement avec les universités du Nord et du Sud pour mieux cibler les recherches afin d'appeler l'attention sur les stimuli précoces et leurs effets sur l'apprentissage tout au long de la vie et sur le développement humain.

Chaire UNESCO pour la recherche et l'éducation au service du développement durable

Créée en 2007, Université d'Okayama (Japon)

Objectifs:

- développer les ressources humaines nécessaires à la création d'une société viable à long terme, par la recherche et l'éducation pour le développement durable;
- encourager la formation et le perfectionnement d'experts qui seront chargés d'édifier une société viable au niveau local, ainsi que d'experts qui opéreront sur la scène internationale et contribueront à la création d'une société viable au niveau mondial;
- réorienter le programme de l'Université d'Okayama en vue de contribuer à l'édification d'une société viable au niveau local, national, régional et mondial; et,
- transférer des technologies et des connaissances sur la préservation de l'environnement aux pays en développement dans le cadre d'une coopération inter-universités.

Tableau 7: Exemples de chaires EDD de l'UNESCO

⁵²On peut avoir une vue d'ensemble des chaires de l'UNESCO et des réseaux UNITWIN sur le site <http://www.unesco.org/education/unitwin/>.

Mécanismes visant à faciliter le rôle de l'UNESCO en tant qu'agence d'exécution de la DEDD

Groupe de travail intersectoriel

L'UNESCO s'efforce d'établir une approche intersectorielle de la DEDD selon le principe de « l'unité d'action ». Un Groupe de travail intersectoriel sur l'EDD a été créé pour: (1) contribuer à l'élaboration d'un Plan d'action interne; et (2) formuler des recommandations à tous les secteurs, divisions et bureaux hors Siège de l'UNESCO afin qu'ils intègrent les buts et objectifs de la DEDD dans leurs activités. Ce groupe de travail est également chargé d'assurer la coordination intersectorielle entre le Siège, les bureaux régionaux, les unités hors Siège et les instituts et veille à ce que la DEDD contribue à stimuler les trois initiatives fondamentales en matière d'EPT - l'Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir (LIFE), l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) et l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH&SIDA (EDUSIDA). Le Groupe de travail intersectoriel se compose de représentants de tous les secteurs du programme, ainsi que du Bureau de la planification stratégique (BSP) et du Bureau de coordination des unités hors Siège (BFC), du Secteur des relations extérieures et de la coopération (ERC) et du Cabinet du Directeur général (ODG). Les directeurs des instituts de l'UNESCO et ceux des bureaux régionaux participent aussi à ses activités.

Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD⁵³

Pour que l'action de l'UNESCO réponde aux objectifs de la Décennie et soit adaptée aux divers publics, le secrétariat de la DEDD, en collaboration étroite avec le Groupe de travail intersectoriel, a établi en juin 2006 un Plan d'action pour la Décennie. Le Plan d'action s'organise autour des quatre grandes orientations de l'éducation au service du développement durable, définies initialement au chapitre 36 du document Agenda 21; il est le fruit d'un effort intense

de l'ensemble des secteurs de programme et d'un vaste processus de consultation avec les bureaux régionaux, multipays et nationaux ainsi qu'avec les Instituts et Centres UNESCO de toutes les parties du monde. Le Plan d'action de l'UNESCO indique:

- les groupes ciblés par l'éducation pour le développement durable;
- les formes d'assistance de l'UNESCO qui devront être étendues à ses États membres dans ce domaine;
- des exemples des programmes thématiques au moyen desquels l'Organisation aidera à créer un contexte propice et à renforcer les capacités des États membres et d'autres parties prenantes en vue de la réalisation des objectifs de la DEDD;
- les cibles et grandes étapes biennales qui présideront à la planification du programme;
- les structures organisationnelles propres à catalyser la coordination et la collaboration intersectorielles;
- les partenaires qui participeront et aideront à la mise en œuvre des programmes thématiques de la DEDD, ainsi que les activités de recherche, et
- les mécanismes de suivi et d'évaluation.

Le Groupe de travail intersectoriel a approuvé la version finale du Plan d'action en mars 2007 et un résumé en a été présenté au Conseil exécutif à sa 177^e session en septembre 2007. Les activités intersectorielles sont déjà en cours, et le Plan d'action sera intégré à la prochaine Stratégie à moyen terme de l'UNESCO (2008-2013, 34 C/4) et aux plans de travail pour l'exercice biennal 2008-2009 (document 34 C/5). Le Plan d'action de l'UNESCO, combiné au Plan international de mise en œuvre de la Décennie (IIS)⁵⁴ (172 EX/11), oriente l'action menée par l'UNESCO pour élaborer des programmes qui soutiennent les États membres et les autres parties prenantes dans leurs efforts pour intégrer des questions et des pratiques touchant le développement durable dans les systèmes éducatifs à tous les niveaux afin de mettre ainsi en place les fondements d'une société humaine plus durable. Le Plan d'action de l'UNESCO est conçu comme un « document de travail » susceptible d'évoluer à mesure que la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013 s'enrichit de nouveaux éléments et que sont élaborés les programmes et budgets ultérieurs.

⁵³On trouvera sur le site Web de la DEDD le texte du Plan d'action et tous les autres documents liés à la DEDD - <http://www.unesco.org/fr/esd>.

⁵⁴Le Cadre international des Nations Unies pour la mise en œuvre de la DEDD de 2006 (anglais seulement) est disponible sur le site <http://www.unesdoc.unesco.org/images/0014/001486/148650E.pdf>

Base intersectorielle du Plan d'action

Le Plan d'action porte sur les relations entre les secteurs et bureaux hors Siège de l'UNESCO dans leurs efforts pour soutenir les États membres, ainsi qu'avec les partenaires internationaux. Ce modèle de mise en œuvre de la DEDD fondé sur le principe de « l'unité d'action » de l'UNESCO a pour principaux éléments:

- Le Groupe de travail intersectoriel sur la DEDD (DG/Note/05/34), responsable de la coordination et de la supervision générales de l'ensemble des programmes et activités de l'UNESCO relevant de la Décennie. Le groupe de travail est soutenu par les points focaux des différents secteurs, bureaux hors siège et instituts.
- Le Comité de coordination interagences sur la Décennie, chargé d'assurer à l'échelle internationale une coordination harmonieuse des activités relevant de la DEDD et la mobilisation des ressources pour les interventions stratégiques à tous les niveaux.
- Les commissions nationales pour l'UNESCO, les Bureaux hors Siège, instituts, centres et réseaux de l'UNESCO, tous appelés à stimuler l'engagement des États membres et à les aider dans les processus de réorientation des politiques, de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources d'appui à l'EDD qui leur sont nécessaires pour mettre en œuvre la Décennie.

Les éléments du Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD

Les objectifs stratégiques du Plan d'action portent essentiellement sur la création d'un environnement favorable et de possibilités de renforcement des capacités devant permettre à tous les États membres:

- d'élaborer des politiques et des plans visant à assurer une grande qualité de l'enseignement et de ses résultats en intégrant les principes et les priorités de l'EDD dans tous les secteurs et à tous les niveaux de l'éducation;
- d'intégrer, en tant qu'outils essentiels, des processus d'enseignement dans les stratégies de développement durable;

- d'aider les établissements d'enseignement, les médias⁵⁵, le secteur privé et les acteurs de la société civile à recourir à l'éducation pour faire largement connaître et comprendre la durabilité;
- d'intégrer les questions de développement durable et les priorités qui s'y rapportent dans les politiques et les programmes de formation de la main-d'œuvre à l'échelle de l'enseignement général, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, de l'enseignement supérieur et de l'apprentissage tout au long de la vie.

La mise en œuvre du Plan d'action repose notamment sur les principes suivants:

- La DEDD devrait être axée sur les stratégies relatives à l'éducation et aux domaines connexes de la communication, de la formation et du renforcement des capacités propres à promouvoir le développement durable.
- Les programmes et les activités de la Décennie devraient tous refléter un souci équilibré de promouvoir par l'éducation les piliers économique, social et environnemental du développement durable, la culture constituant un thème transversal, et viser à créer un environnement favorable et à doter les pays des capacités qui leur sont nécessaires pour mettre en œuvre la DEDD.
- Outre le travail effectué de concert avec les gouvernements, les programmes et activités de la Décennie devraient avoir pour objet de favoriser la participation des organisations internationales, du secteur privé, des médias, des groupes de la société civile et des associations de professionnels de l'éducation à des projets nationaux, régionaux et internationaux.
- Pour porter leurs fruits, les programmes et activités intersectoriels devraient reposer sur des mécanismes de gestion solides et coordonnés, ainsi que sur des structures organisationnelles et des processus budgétaires de nature à renforcer la collaboration intersectorielle.

⁵⁵Voir « Média as partners in education for sustainable development: a training and resource kit » par Bird, Lutz et Warwick, Série UNESCO sur la formation au journalisme, 2008. Ce document est disponible sur le site <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001587/158787e.pdf>.

Plates-formes intersectorielles: la plate-forme sur l'éducation au service du développement durable

Les plates-formes intersectorielles constituent une innovation dans la manière dont l'UNESCO conçoit, gère et met en œuvre son programme dans un cadre interdisciplinaire. Le principal point fort de l'Organisation réside dans les compétences spécialisées de ses cinq Secteurs de programme. Mais un grand nombre des défis d'aujourd'hui exigent une réponse intersectorielle, et les plates-formes pourraient être un des avantages comparatifs de l'UNESCO par rapport à d'autres organismes multilatéraux.

La plate-forme intersectorielle sur l'EDD vise à soutenir les efforts déployés par les États membres pour améliorer la qualité de l'éducation en intégrant les questions et pratiques de développement durable à tous les types, niveaux et contextes d'éducation. Elle se concentre sur des domaines tels que la politique, le renforcement des capacités, l'amélioration des connaissances et la sensibilisation. La plate-forme intersectorielle sur l'EDD offre la possibilité de renforcer les mécanismes de coordination interne préexistants dans ce domaine, notamment le groupe intersectoriel pour l'éducation au service du développement durable et le Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD.

Réseau des points focaux de l'UNESCO

La DEDD constituant une thématique transversale, elle est ancrée dans des programmes et des activités pertinents d'autres secteurs. Pour aider à assurer une « unité d'action » à l'UNESCO, on a désigné des points focaux dans les différents secteurs de façon à accroître au maximum leur participation à la mise en œuvre de la Décennie. Les points focaux assistent aux réunions organisées par le secrétariat de la DEDD et prennent une part active aux mesures visant à faire avancer les priorités de la Décennie.

Programmes thématiques de l'UNESCO

Dans le Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD, les programmes thématiques sont définis comme « des programmes intersectoriels à long terme consistant en un ensemble de projets et d'activités interconnectés

qui visent à promouvoir tous les aspects pertinents d'un environnement favorable et du renforcement des capacités des États membres par rapport à un objectif, une orientation et/ou un thème spécifique de la DEDD ».

On a identifié à cette fin huit programmes thématiques (Tableau 8) correspondant chacun à un aspect différent de l'EDD.

1. Leadership et promotion de la DEDD au plan international
2. Intégration de l'EDD à l'éducation de base
3. Intégration de l'EDD à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels
4. Formation des enseignants à l'EDD
5. Prise en compte systématique de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans l'EDD
6. Éducation pour une gestion durable des ressources en eau
7. Éducation pour des écosystèmes et des moyens de subsistance viables
8. Communication et TIC contribuant au développement pour l'Éducation au service du développement durable

Tableau 8: Programmes thématiques actuels de l'UNESCO (Source: rapport d'autoévaluation de la DEDD de l'UNESCO)

Les chefs de file des programmes thématiques ont la responsabilité du leadership et de la gestion d'un de ces programmes à l'échelle de l'ensemble de la DEDD. Ils collaborent au sein de l'UNESCO, de concert avec des organismes internationaux, à l'adoption d'une approche coordonnée pour réaliser les objectifs de la DEDD dans un domaine thématique particulier. Selon le Plan d'action DEDD de l'UNESCO, tous les secteurs, bureaux régionaux et multipays, instituts et centres devraient élaborer leurs plans de participation à la DEDD dans le cadre de programmes thématiques appropriés.

La recherche, en tant que source fondamentale des connaissances nécessaires à une planification et mise en œuvre efficaces des programmes, fait partie intégrante de tous les programmes thématiques.

Le Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD prévoyait une auto-évaluation de l'UNESCO et l'établissement d'un recueil d'éléments probants. Les données ainsi rassemblées sont essentiellement le fruit d'une auto-évaluation visant à déterminer la contribution propre de l'UNESCO à la DEDD. Cette auto-évaluation ne couvre pas tous les mécanismes décrits plus haut. Par exemple, il n'y a ni évaluation ni auto-évaluation du fonctionnement du Groupe de référence sur la DEDD,

du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD, du rôle des commissions nationales pour l'UNESCO ni des bureaux régionaux. Des éléments, pour la plupart anecdotiques, montrent certes que tous ces mécanismes semblent apporter une contribution utile, mais aucune évaluation systématique de leur efficacité et de leur efficacité n'a eu lieu. C'est pourquoi ce chapitre présente seulement les résultats de l'auto-évaluation

interne de l'UNESCO qui repose principalement sur un questionnaire interne, des entretiens complémentaires avec des représentants clés du système de l'UNESCO qui jouent un rôle dans le soutien à la DEDD, et sur les remarques formulées au vu des premières versions de ce rapport par des membres du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD, du Groupe de référence sur la DEDD et du Secrétariat de la DEDD à l'UNESCO.

À mi-parcours de la DEDD, les responsables des programmes thématiques ont identifié cinq points appelant des mesures correctives: le manque de ressources humaines et financières, les difficultés à établir des liens avec l'EDD, la faible collaboration intersectorielle, le manque d'outils d'EDD appropriés, et les difficultés à évaluer l'EDD (Tableau 9).

| | |
|--|--|
| Insuffisance des ressources humaines et financières | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Faute de fonds suffisants, le personnel est obligé de classer les activités par ordre de priorité et d'affecter les fonds à celles qui sont directement en rapport avec le programme. ▪ Faute de ressources humaines suffisantes, on peut difficilement consacrer du temps à des activités autres que celles qui sont directement liées à son propre programme. |
| Obstacles à l'établissement de liens avec l'EDD | <ul style="list-style-type: none"> ▪ On constate une compréhension implicite du concept de l'EDD mais il est difficile d'établir des liens avec d'autres programmes/activités. ▪ Un véritable débat interne sur la question de l'EDD fait défaut, il devient donc difficile d'établir des liens. ▪ La communication interne sur l'EDD/DEDD est insuffisante. |
| Obstacles à la collaboration intersectorielle | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les matériaux relatifs à l'EDD doivent être constamment revus, du fait du caractère évolutif de celle-ci. |
| Difficultés à évaluer l'EDD | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'évaluation de l'EDD reste une tâche difficile. |

Tableau 9: Obstacles à l'EDD identifiés par les responsables des programmes thématiques de l'UNESCO (Source: rapport d'auto-évaluation UNESCO-DEDD)

Malgré ces barrières, les responsables des programmes thématiques observent des progrès:

- a) ils constatent maintenant une meilleure connaissance des principes et de la vision de la DEDD dans leurs activités quotidiennes;
- b) un nombre accru de matériels éducatifs liés à la DEDD ont été produits et rendus disponibles; et
- c) la DEDD a aidé à établir des liens avec des activités menées dans d'autres secteurs dans le cadre du thème général de l'EDD. Le démarrage a été lent mais on constate du moins une sensibilisation au sein de l'UNESCO.

Contribution des autres agences des Nations Unies à la DEDD

Comme on l'a vu, le Comité de coordination interagences sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (Comité interagences/DEDD) des Nations Unies a été créé pour coordonner les activités liées à la Décennie au sein des agences des

Nations Unies. On trouvera ci-après une liste partielle des stratégies et activités EDD de plusieurs des 15 agences des Nations Unies qui constituent le Comité interagences/DEDD:

*UN-HABITAT*⁵⁶ (voir également Encadré 4), par exemple, a adopté en 2007 un Plan stratégique et institutionnel à moyen terme couvrant la période 2008-2013, dans lequel il est fait formellement référence pour la première fois à l'éducation au service du développement durable comme un élément des principaux résultats globaux des actions de sensibilisation et des partenariats. Des activités relatives à l'EDD ont également été incorporées dans le programme de travail pour les périodes biennales 2008-2009 et 2010-2011.

Le cadre de politique du *Programme alimentaire mondial*⁵⁷ (Plan stratégique 2008-2011), par exemple, considère que le principal objectif des programmes d'alimentation scolaire est d'« empêcher les graves problèmes alimentaires et d'investir dans des mesures de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets ». Ces programmes appuient des activités relatives à l'EDD.

⁵⁶ONU-HABITAT analyse et étudie les modes d'habitat et met au point des méthodes de peuplement contrôlé en prenant en compte la préservation de l'environnement. Pour en savoir plus, voir le site www.unhabitat.org/.

⁵⁷Le Programme alimentaire mondial (PAM) est l'agence des Nations Unies en première ligne dans la lutte contre la faim dans le monde. C'est la plus grande organisation humanitaire du monde. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.wfp.org>.

L'UNICEF⁵⁸ a créé ou inclus cinq programmes liés à l'EDD: l'Initiative scolaire adaptée aux besoins de l'enfant, l'initiative WASH, l'Éducation en vue des situations d'urgence, la voix des jeunes, la participation des jeunes ruraux et la Pochette d'information sur l'éducation non formelle et l'éducation à l'environnement qui a été conçue en partenariat avec d'autres organismes.

Le PNUÉ⁵⁹ a créé une Stratégie d'éducation et de formation environnementales pour la Décennie et une brochure spéciale sur le PNUÉ et la DEDD, définissant les éléments stratégiques et les mesures et programmes vedettes connexes nécessaires au PNUÉ pour lui permettre de jouer son rôle par rapport aux objectifs de la DEDD (PNUÉ, 2005).

Ces exemples montrent que ces organismes des Nations Unies s'attaquent effectivement à la question de l'EDD dans le cadre de leurs divers programmes/activités aux niveaux de l'éducation formelle, non-formelle et informelle.

La collaboration entre ONU-HABITAT et ses partenaires dans le domaine de l'éducation et de la durabilité est mise en œuvre au niveau de l'ensemble de l'agence. Elle englobe toutes sortes d'activités, notamment l'amélioration de l'accès à une éducation de base de qualité (par exemple des programmes d'éducation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène fondés sur les valeurs humaines dans des villes d'Afrique et d'Asie), la réorientation des programmes d'éducation existants (par exemple les Universités partenaires d'Habitat, comme on le verra plus loin), l'information et la sensibilisation du public (par exemple le Forum urbain mondial), et le renforcement des capacités et la formation (par exemple l'aménagement en Corée d'un nouveau Centre de formation au développement urbain durable pour la région Asie-Pacifique). Le nouveau Réseau de développement urbain durable, qui supervise ces initiatives, a pour but de servir de vecteur pluridisciplinaire pour faire participer au débat des partenaires, notamment des établissements d'enseignement supérieur, et faire avancer le programme d'urbanisation durable.

Encadré 4: Exemple de contribution d'ONU-HABITAT à la DEDD⁶⁰

Certaines des agences des Nations Unies contribuant à la DEDD signalent effectivement des obstacles à leurs activités. L'UNICEF, par exemple, fait état de difficultés en ce qui concerne le financement, la coordination avec des gouvernements et au sein de ces derniers, et les questions sociales et culturelles, notamment:

- Une coordination insuffisante entre les structures nationales dans l'exécution des activités;
- La nécessité de renforcer les capacités des enseignants, qui doivent acquérir davantage de connaissances et de compétences pour pouvoir dispenser un enseignement dans le domaine de l'environnement, et disposer de plus de moyens;
- Un manque de coordination des actions nationales dans le domaine de la formation civique des adolescents;
- Une compréhension insuffisante de cette période de la vie qui est une phase essentielle du développement humain plutôt qu'une phase de difficultés à surmonter;
- Un manque de ressources financières pour renforcer les partenariats en vue de la mise en œuvre des programmes.

Dispositions au niveau régional et national

Les bureaux de pays, les bureaux multipays et les bureaux régionaux de l'UNESCO ont été chargés de jouer des rôles proactifs au début de la DEDD pour promouvoir l'EDD et la DEDD en engageant un dialogue avec les États membres, les partenaires du système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres parties prenantes à l'échelon national. Les bureaux régionaux ont été encouragés à faciliter l'élaboration de stratégies régionales pour l'EDD et à envisager la possibilité d'organiser des échanges régionaux et de partager des données d'expérience sur l'EDD. Ils étaient en outre censés apporter un soutien technique et professionnel aux bureaux multipays et aux bureaux nationaux dans leurs efforts pour aider les États membres.

⁵⁸L'UNICEF soutient la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle s'emploie à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement en concentrant ses interventions sur la survie et le développement des enfants en bas âge, l'éducation de base et l'égalité des sexes, la lutte contre le VIH et le SIDA chez les enfants, et la protection de l'enfance. Pour en savoir plus, voir le site www.unicef.org.

⁵⁹Le PNUÉ assure un leadership et encourage le partenariat en matière de protection de l'environnement en inspirant et en informant les nations et les individus afin de leur permettre d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.unep.org>.

⁶⁰Source: Rapport d'autoévaluation de la DEDD de l'UNESCO. Veuillez visiter le site http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Pour ce bilan à mi-parcours de la Décennie, les données sur le fonctionnement de ces mécanismes de soutien sont insuffisantes. Des stratégies régionales d'EDD ont été élaborées avec l'appui des bureaux régionaux. À l'exception des régions Europe/Amérique du Nord et Asie/Pacifique, on ne dispose d'aucune information sur les suites données à ces stratégies ni sur l'avancement de leur mise en œuvre. En Amérique du Nord et en Europe, la CEE a joué un rôle régional très actif⁶¹. Une importante observation faite par ceux qui ont examiné les premières versions de cet examen est que les bureaux régionaux de l'UNESCO ne disposent pas tous de ressources humaines et financières suffisantes.

Il faut noter que l'UNESCO n'a pas de bureau régional pour l'Europe et l'Amérique du Nord, d'où le rôle crucial de la CEE dans cette région.

L'idée qu'il existe différents degrés d'efficacité vaut également pour les commissions nationales pour l'UNESCO. Celles-ci sont considérées comme des partenaires clés dans la mise en œuvre de la DEDD au niveau national dans la mesure où elles peuvent jouer un certain nombre de rôles en tant qu'acteurs, initiateurs et catalyseurs. Avec l'aide des commissions nationales pour l'UNESCO, les pays sont encouragés à créer des comités nationaux pour la Décennie. Les commissions nationales peuvent également jouer un rôle

déterminant dans la promotion des objectifs de la DEDD et dans les mesures visant à intégrer l'EDD dans les politiques, stratégies et plans nationaux d'éducation. Elles peuvent faire le lien entre les programmes de l'UNESCO, les institutions nationales, les ONG et la société civile dans son ensemble pour traiter de diverses questions concernant l'EDD, mais aussi entre les organismes de l'administration centrale, notamment les ministres de l'éducation, de la science, de la culture, de l'environnement, du commerce et des finances. Enfin, les commissions nationales peuvent aider à renforcer la coopération internationale pour élaborer des politiques et programmes novateurs et mettre en œuvre l'éducation au service du développement durable.

Il convient de rappeler qu'aucune évaluation systématique du fonctionnement des commissions nationales pour l'UNESCO n'a été effectuée en ce qui concerne la promotion et le développement de la DEDD. Il est cependant bien connu que ces commissions ne sont pas également dotées en personnel et en ressources. De plus, il se peut que l'EDD ne soit pas toujours une priorité pour toutes les commissions nationales dans la mesure où ces dernières doivent faire face à d'autres problèmes épineux⁶². Les encadrés 5 et 6 donnent des exemples de la participation des commissions nationales pour l'UNESCO.

Le Comité national du Viet Nam pour la DEDD a été créé en 2005. C'est la Commission nationale vietnamienne pour l'UNESCO qui se charge des activités quotidiennes de ce comité. Elle est l'organisme chef de file chargé de mettre en œuvre la DEDD en collaboration avec le bureau de l'UNESCO de Hanoï et les Ministères de l'éducation et de la formation; de la science et de la technologie; des ressources naturelles et de l'environnement; et de la culture et de l'information. Le 15 février 2006, la Commission nationale vietnamienne pour l'UNESCO a assuré à Hanoï le lancement de la DEDD au niveau national. Le principal résultat de la réunion a été la fixation des priorités de l'EDD pour le Viet Nam et la création d'un plan d'action national pour orienter l'éducation afin de la mettre au service du développement durable.

Dans le cadre de coopération entre la Commission nationale vietnamienne pour l'UNESCO, les bureaux de l'UNESCO de Bangkok et de Hanoï et un certain nombre de spécialistes locaux, un nouveau projet pilote est actuellement mené conjointement par le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU) et les centres d'apprentissage communautaire. Plus précisément, les élèves de l'enseignement secondaire établiront des liens avec les centres d'apprentissage communautaire à titre d'activité extrascolaire dans les provinces de Ha Tay et de Hoa Binh sur les questions clés d'EDD au Viet Nam comme la conservation de la biosphère, la réduction de la pauvreté ainsi que la prévention en matière de VIH/SIDA et de drogue. Les préparatifs des échanges concrets entre les écoles du RéSEAU et les centres d'apprentissage communautaire permettent d'envisager sérieusement la prise en compte à l'avenir de la durabilité dans les systèmes d'enseignement formels et non formels.

Encadré 5: La Commission nationale vietnamienne pour l'UNESCO: l'EDD en action (Source: Secrétariat de la DEDD)

⁶¹La Commission économique pour l'Europe (CEE) des Nations unies promeut une intégration économique paneuropéenne. À cette fin, la CEE rassemble 56 pays de l'Union européenne, d'Europe occidentale et orientale non membres de l'UE, d'Europe du Sud-Est, de la Communauté des États indépendants (CEI) et d'Amérique du Nord. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.unece.org/>.

⁶²Bien qu'aucune recherche systématique n'ait eu lieu, le secrétariat de la DEDD /UNESCO a effectué en février 2009 auprès des commissions nationales une enquête par courrier électronique dans laquelle il leur posait des questions sur leur participation à l'EDD et sur le genre d'obstacles qu'elles avaient rencontrés pour s'impliquer davantage. Une première analyse des résultats semble confirmer ces observations.

La Commission nationale du Sri Lanka pour l'UNESCO a pris des mesures pour créer le Comité national de l'EDD, qui regroupe tous les ministères et services compétents, des organisations privées et des organismes donateurs. Le Comité de l'EDD a discuté des questions concernant l'EDD, et toutes les parties prenantes ont décidé d'apporter leur soutien plein et entier à la mise en œuvre des concepts et des activités d'EDD. Des organismes de financement comme la Banque mondiale et la GTZ ont également décidé d'apporter une aide financière à la conduite des activités d'EDD.

En collaboration avec le Ministère de l'éducation, la Commission nationale du Sri Lanka pour l'UNESCO (SLNCU) a organisé des programmes de sensibilisation des directeurs d'école et des enseignants. En outre, la SLNCU a organisé un programme de sensibilisation du personnel des médias à l'EDD. Actuellement, 42 écoles du Sri Lanka ont commencé des activités d'EDD dans le cadre d'un projet pilote.

La SLNCU s'adresse à tous les secteurs de l'éducation formelle, informelle et non formelle, pour mettre en œuvre les activités d'EDD. Dans le système éducatif formel, il s'agit essentiellement de mettre en œuvre les concepts d'EDD dans le cadre du programme existant. Dans le domaine de l'éducation formelle, la SLNCU se heurte au fait qu'à l'école, l'enseignement et l'apprentissage sont fortement axés sur les examens et qu'il est très difficile d'intéresser les enseignants et les élèves aux questions d'EDD. La plupart des concepts de l'EDD figurent néanmoins dans le programme existant.

Dans le secteur non formel et informel, l'EDD est mise en œuvre dans le cadre de projets d'EDD exécutés par le biais des clubs UNESCO et des réseaux SEA au titre de projets appropriés.

Encadré 6: Les efforts concertés de la Commission nationale du Sri Lanka pour l'UNESCO pour promouvoir la DEDD (Source: Secrétariat de la DEDD)

Rôle des Équipes de pays des Nations Unies et intégration de l'EDD dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)

Enfin, dans beaucoup de pays, il sera difficile de faire progresser l'EDD sans faire appel aux Équipes de pays des Nations Unies et incorporer l'EDD dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)⁶³ afin d'asseoir l'assistance nationale sur une base solide. Les PNUAD constituent un cadre de

programmes et de ressources commun aux agences et aux programmes de développement des Nations Unies, et avant tout au Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM)⁶⁴. Il s'agit de maximiser la contribution de l'assistance des Nations Unies au développement en instaurant une collaboration axée sur la réalisation de certains objectifs pour répondre aux priorités de développement national, et d'améliorer la coordination entre les différents programmes. En termes de concours financier, la participation des donateurs au processus d'élaboration de stratégies et de cadres nationaux à l'appui de l'EDD est également cruciale.

Conclusion

La Contribution des Nations Unies à la DEDD se caractérise par la participation d'un nombre remarquable d'agences des Nations Unies, de programmes thématiques, de chaires UNESCO et de réseaux UNITWIN, de bureaux régionaux, de commissions nationales, de groupes de soutien spécialisés comprenant des experts de renommée internationale, d'un secrétariat de la DEDD dynamique, et d'un certain nombre de mécanismes de coordination et de soutien. Un grand nombre de lancements, de réunions et d'ateliers ont eu lieu de par le monde, et l'on a produit, avec le concours de l'ONU, une quantité impressionnante de documents et de matériels EDD (voir références en Annexe) tant sous forme numérique que sur support papier. De plus, toutes les régions de l'UNESCO ont mis au point leur propre stratégie régionale d'EDD.

À mi-parcours de la Décennie, il est cependant trop tôt pour parler d'une « réaction concertée et commune des Nations Unies » en matière d'EDD, et il reste beaucoup à faire. En renforçant la collaboration intersectorielle, en fournissant des ressources humaines et financières au sein de l'UNESCO, au siège et au niveau régional, on améliorerait encore davantage la mise en œuvre de la DEDD.

De plus, le bilan à mi-parcours de la Décennie révèle clairement la nécessité d'un examen plus systématique du fonctionnement de tous les éléments de la structure globale créée par l'UNESCO pour mettre en œuvre la DEDD, afin de déterminer si un ajustement des mécanismes actuels s'impose ou s'il convient d'en créer de nouveaux pour la seconde et dernière moitié de la Décennie.

⁶³Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) est le cadre de programmes stratégiques des Équipes de pays des Nations Unies. Il définit la réponse collective de ces équipes aux priorités du cadre de développement national - priorités éventuellement influencées par la contribution analytique des Équipes de pays des Nations Unies. Ses résultats de haut niveau escomptés sont appelés résultats du PNUAD. Pour en savoir plus, voir le site www.undg.org.

⁶⁴Le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) rassemble les 33 fonds, programmes, agences, départements et bureaux des Nations Unies qui jouent un rôle dans le développement. Leur objectif commun est d'apporter un soutien plus cohérent, efficace et efficient aux pays qui s'efforcent de réaliser les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour en savoir, voir le site www.undg.org.

Chapitre 5 Politiques et cadres nationaux pour l'EDD

La création de politiques et cadres nationaux à l'appui du développement de l'EDD dans tous les secteurs de l'éducation ainsi que dans la société dans son ensemble est reconnue comme une priorité absolue dans le Plan d'action de l'UNESCO pour la DEDD et l'IIS.

Ce chapitre présente les progrès réalisés dans les six principaux domaines provisionnels:

- 1. création d'organismes nationaux de coordination de l'EDD;**
- 2. élaboration de politiques d'EDD et/ou inclusion de l'EDD dans les politiques existantes;**
- 3. instauration d'une coopération interservices pour le développement et la mise en œuvre de l'EDD;**
- 4. mesures prises pour préserver, utiliser et promouvoir les connaissances des populations autochtones en ce qui concerne l'EDD;**
- 5. mise à disposition d'outils et matériels d'EDD;**
- 6. allocation de budgets spécifiques pour appuyer l'EDD.**

Nombre de ces mesures provisionnelles avaient déjà été identifiées lorsque la DEDD a été conçue. Elles ont également été demandées lors des nombreux lancements de la DEDD qui ont eu lieu dans le monde entier en 2005 ou peu après. A mi-parcours de la DEDD, il convient de déterminer si des cadres d'appui à l'EDD sont effectivement en place. Les informations fournies ici

proviennent pour une large part des rapports de synthèse régionaux établis sur la base des questionnaires du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD envoyés à tous les États membres.

1) Organismes nationaux de coordination de l'EDD

En 2006, 44 pays disposaient d'un organisme national de coordination de l'EDD et, fin 2008, il y en avait au moins 78, soit une progression remarquable en un laps de temps relativement court. On observe certaines différences d'une région à l'autre. Ainsi, la région Europe/Amérique du Nord a accompli des progrès considérables par rapport aux autres régions.

Les membres des organismes nationaux de coordination sont souvent des représentants du gouvernement, du secteur de l'éducation formelle (tels que des responsables de la politique de l'éducation, des administrateurs et parfois des enseignants) et des ONG. Dans certains pays, le secteur privé est également représenté. Les instances gouvernementales impliquées dans la coordination de l'EDD diffèrent d'un pays à l'autre. Dans certains pays, cette responsabilité incombe à des ministères tandis que

dans d'autres, elle est décentralisée au niveau régional. Le champ d'EDD couvert par un organisme national de coordination varie également, selon que l'EDD fait l'objet d'une interprétation étroite (par exemple coordination de l'EDD dans l'enseignement primaire et secondaire formel et alignement sur les programmes d'éducation à l'environnement existants) ou d'une interprétation beaucoup plus large. Dans ce dernier cas, le champ couvert inclut également, le plus souvent, l'apprentissage non formel et la formation professionnelle du personnel enseignant, et englobe la totalité de l'éducation formelle, depuis l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur. En général, il n'est guère fait état de la représentation des syndicats, des groupes confessionnels et des médias dans les organismes nationaux de coordination.

Bien que les organismes de coordination connaissent un essor remarquable, il faudrait en savoir plus sur leurs processus de création au plan national ainsi que sur leurs rôles effectifs. Les questions suivantes paraissent pertinentes: comment les responsables sont-ils désignés et nommés ? Dans quelle mesure tous les domaines de l'EDD sont-ils représentés dans ces organismes ? Quelles sont les responsabilités et activités effectives de ces derniers ? Les réponses fournies amènent à conclure que la seule existence d'un organisme de ce genre ne signifie pas qu'il s'agit d'une entité qui crée une synergie et une dynamique et joue un rôle stimulant en incitant les parties prenantes à contribuer au développement de l'EDD. À l'inverse, l'absence d'un tel organisme n'implique pas nécessairement l'inexistence ou la faiblesse de l'EDD. C'est ainsi que certains pays ne comptant pas d'organisme national formel de coordination possèdent des activités d'EDD très dynamiques (c'est le cas du Brésil). Il apparaît néanmoins que les pays dotés d'un organisme national de coordination prennent généralement d'autres dispositions concernant l'EDD telles que celles qui sont décrites dans le reste de ce chapitre.

2) L'EDD dans les documents de politique nationale

Dans le monde entier, l'EDD est très présente dans les documents de politique nationale (Encadré 7). Dans leur majorité, ceux-ci traitent de l'élargissement de la participation à l'EDD et de la réorientation des programmes d'enseignement. L'EDD est principalement intégrée aux déclarations relatives aux programmes et politiques d'éducation nationale et en particulier à celles qui concernent l'enseignement primaire et secondaire. Dans certains cas, le développement durable et l'EDD font l'un et l'autre partie des stratégies environnementales d'un pays.

En même temps, on peut conclure que la plupart des pays ne sont pas encore dotés d'une politique ou d'une stratégie nationale spécifique en matière d'EDD. Ce sont surtout les Ministères de l'éducation et de l'environnement qui sont chargés d'établir des politiques et des plans d'action nationaux de ce genre. Dans certains cas, d'autres parties prenantes participent également au processus (par exemple des ONG et des représentants des milieux d'affaires et de l'industrie).

Presque tous les pays contribuant à l'examen à mi-parcours de la Décennie signalent que leur constitution nationale fait état du *développement durable* et/ou de la *durabilité* (Encadré 8), mais si les politiques publiques de développement semblent toujours comprendre des références à la durabilité, elles ne mentionnent pas toujours le rôle de l'EDD. Cela explique l'émergence de deux tendances générales: nous observons d'une part des pays qui ont élaboré des stratégies de développement durable et/ou qui ont pris envers la DEDD des engagements nationaux incluant explicitement l'EDD dans leur formulation, tandis que d'autres pays ont pour leur part incorporé des concepts liés à l'EDD dans les politiques, stratégies et processus nationaux dans les cadres d'éducation à l'environnement existants.

En Australie, la politique intitulée « Principes d'éducation civique et de citoyenneté » a pour but de donner aux élèves la possibilité d'en savoir plus en matière d'éducation civique et de citoyenneté grâce à travers trois domaines d'apprentissage essentiels: (1) l'État et le droit, (2) la citoyenneté et la démocratie, et (3) les perspectives historiques.

L'EDD est présente dans chacun de ces trois domaines essentiels. Les possibilités d'apprentissage offertes comportent deux aspects spécifiques, en ce sens que tous les élèves peuvent:

- clarifier et soumettre à un examen critique les valeurs et les principes sur lesquels repose la démocratie australienne, et les moyens par lesquels ceux-ci contribuent à une société juste et équitable ainsi qu'à un avenir durable, et
- comprendre les moyens par lesquels les citoyens et les autorités contribuent à la viabilité de l'environnement dans des contextes locaux et globaux et à l'engagement d'adopter les valeurs, les comportements et les modes de vie indispensables pour assurer un avenir durable.

Encadré 7: Intégration de l'EDD dans les documents de politique nationale en Australie: lier l'EDD, l'éducation civique et la citoyenneté

Dès 2003, avant même le début de la DEDD, la Cour suprême de l'Inde a pris la décision suivante: « Nous acceptons le principe que dans le cadre de l'enseignement, la sensibilisation à l'environnement et aux problèmes liés à la pollution devrait être une matière obligatoire ». En vertu de cette décision, toutes les universités sont en outre tenues d'offrir un cours sur l'environnement et les cycles menant à l'enseignement supérieur comprennent un cours obligatoire sur l'environnement.

Même avant la décision de la cour, différents ministères avaient coopéré pour renforcer l'enseignement de la conservation de l'environnement à l'école. Par l'intermédiaire du programme StrEES (Renforcer l'éducation environnementale dans le système scolaire), cette décision a aidé les autorités des États à intégrer davantage cet aspect de l'EDD au système scolaire formel.

Encadré 8: Une décision de la Cour suprême de l'Inde intègre la sensibilisation environnementale à l'éducation

Bien que les dimensions *sociale* et *économique* de l'EDD soient toujours mentionnées, il n'en est pas fait état très clairement dans les documents de politique générale de la plupart des pays contribuant à l'examen à mi-parcours de la Décennie. Là où elles existent, les politiques relatives à l'EDD sont souvent fondées sur des dispositions existantes qui incluent des éléments d'éducation à l'environnement, des questions environnementales ou des modèles de programmes d'études qui définissent les thèmes liés au développement durable. Là où il n'existe pas de stratégies nationales de développement durable, les pays commencent à lier l'EDD aux plans nationaux de développement et aux stratégies de réduction de la pauvreté, ou bien envisagent l'élaboration d'une stratégie nationale de développement durable dans un avenir proche.

L'EDD dans les politiques d'éducation

On constate, à l'échelle mondiale, un effort d'intégration de l'EDD dans les politiques et la législation relatives à l'enseignement primaire et secondaire, un secteur dans lequel le ministère compétent est également responsable

de la place à donner à l'EDD dans les programmes scolaires. Les politiques d'éducation qui portent sur l'EDD se divisent entre: (1) celles qui intègrent l'EDD en la reliant aux matières du programme existant et qui nécessitent également une approche intégrée ou interdisciplinaire; (2) celles qui permettent aux écoles d'avoir des projets d'EDD et des activités extrascolaires liées à l'EDD; et (3) celles qui laissent aux écoles elles-mêmes le soin d'accorder un rang de priorité et une certaine position à l'EDD. Le cas du Japon est intéressant à cet égard.

Avant l'adoption de la résolution relative à la DEDD, on a aménagé dans les programmes scolaires une période d'Études intégrées qui laissait une place à des matières comme l'éducation à l'environnement, l'éducation concernant l'énergie, l'éducation à la culture, l'éducation en faveur d'une compréhension à l'échelle internationale, et d'autres types d'éducation connexes. La matière des Études intégrées sert de base à l'EDD, mais pour faire réellement avancer celle-ci, les programmes relevant des Études intégrées doivent être étroitement liés et encouragés de façon constante dans la perspective de l'édification d'une société viable. A cette fin, le Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie (MEXT) soutient:

- 1) la formulation du Plan de base pour la promotion de l'éducation, dans lequel l'EDD est considérée comme un élément crucial;
- 2) la révision des cours pour permettre l'intégration des thèmes de l'EDD dans diverses disciplines, et
- 3) l'expansion du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO.

Encadré 9: Soutien à l'EDD dans les programmes d'études du Japon (Source: Commission nationale japonaise pour l'UNESCO, 2008).

Les politiques visant à promouvoir l'intégration de l'EDD dans les autres sphères de l'éducation formelle (éducation de la petite enfance, enseignement technique et professionnel et enseignement supérieur) semblent en retard par rapport à celles qui concernent l'enseignement primaire et secondaire. Il existe néanmoins de bons exemples de dispositions prises, même dans ces secteurs de l'éducation formelle. On trouvera dans l'Encadré 10 un exemple pour l'éducation de la petite enfance.

Le Programme national suédois d'éducation préscolaire (Ministère de l'éducation et de la science, 1998) énonce les valeurs fondamentales de l'éducation préscolaire. En voici quelques exemples:

- Quiconque travaille dans le domaine de l'éducation préscolaire devrait promouvoir le respect de la valeur intrinsèque de chaque personne ainsi que le respect de notre environnement commun (p. 3).
- L'éducation préscolaire devrait mettre particulièrement l'accent sur les questions concernant l'environnement et la conservation de la nature.
- Les activités préscolaires devraient se caractériser par une approche écologique et une attitude positive. L'éducation préscolaire devrait aider les enfants à acquérir une attitude respectueuse à l'égard de la nature et de l'environnement, et à comprendre qu'ils font partie du processus de recyclage de la nature (p. 7).

L'éducation préscolaire devrait faire en sorte que chaque enfant:

- développe son aptitude à découvrir et définir, après réflexion, sa position sur les différents dilemmes éthiques et sur les questions fondamentales de la vie auxquelles il est confronté au quotidien (p. 8).
- respecte toutes les formes de vie et se soucie du milieu ambiant (p. 8).
- comprenne sa propre participation au processus naturel et aux simples phénomènes scientifiques, par exemple en acquérant une connaissance des plantes et des animaux (p. 10).

Encadré 10: Extraits du Programme national suédois d'éducation préscolaire (0-6).

Au niveau universitaire, plusieurs réunions internationales antérieures à la DEDD ont débouché sur des déclarations signées par d'éminents universitaires, s'engageant notamment à intégrer le concept de durabilité sur le campus ainsi que dans les programmes et les activités communautaires. Le Tableau 10 indique les principales déclarations antérieures à la DEDD, mais présente aussi les différents éléments que ces déclarations tendent à inclure. Il faut noter que les établissements d'enseignement

supérieur et les universités ont tendance à jouir d'une plus grande autonomie que les écoles maternelles, primaires et secondaires. Les activités d'élaboration des politiques prennent donc généralement place au sein des établissements d'enseignement supérieur proprement dits. Il existe néanmoins, dans certains cas, des programmes nationaux de recherche axés sur l'EDD soutenus par le ministère responsable de la science et de l'éducation.

| Déclaration | Obligation morale | Mobilisation de l'opinion | Opérations physiques durables | Connaissances des questions environnementales | Développement d'un programme interdisciplinaire | Encouragement de la recherche sur le développement durable | Partenariat avec les gouvernements, les ONG et l'industrie | Coopération inter-universités |
|-----------------|-------------------|---------------------------|-------------------------------|---|---|--|--|-------------------------------|
| 1990 Talloires | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ | ■ |
| 1991 Halifax | ■ | ■ | | ■ | | | ■ | ■ |
| 1993 Kyoto | ■ | ■ | ■ | ■ | | ■ | ■ | ■ |
| 1994 Swansea | ■ | ■ | ■ | ■ | | ■ | | ■ |
| 1997 COPERNICUS | ■ | ■ | | ■ | | ■ | ■ | |
| 2000 Lunebourg | ■ | ■ | | | (■) | ■ | ■ | ■ |

Tableau 10: Principes communs de durabilité énoncés dans les déclarations relatives à l'enseignement supérieur⁶⁵

⁶⁵Wright, I. (2004). « The evolution of sustainability declarations in higher education ». In: Corcoran, P.B. & Wals, A.E.J (Eds.) Higher education and the Challenge of Sustainability: Problematics, Promise and Practice. Dordrecht, Kluwer University Press.

Alors que les déclarations relatives à l'enseignement supérieur antérieures à la DEDD étaient généralement orientées vers les universités des pays du « Nord » ou de l'« Ouest », il semblerait que depuis quelques années, souvent avec le soutien des Nations Unies, les universités d'autres parties du monde accordent maintenant elles aussi une large place à l'EDD (Tableau 11), bien qu'il soit difficile de dire dans quelle mesure les déclarations se traduisent en mesures concrètes.

2004 *Le réseau et partenariat MESA* (Intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines), dirigés par le PNUE, l'UNESCO et l'AUA, ont été lancés pour renforcer la contribution de l'enseignement supérieur au développement durable dans les universités africaines.

2007 *Conférence d'Ahmedabad* (accent mis sur le rôle de l'enseignement supérieur dans l'éducation à l'environnement pour le développement durable, ainsi que sur la réaction face au changement climatique et aux nouveaux défis du développement du 21^e siècle, notamment l'atténuation de la pauvreté et la création de moyens de subsistance durables pour tous).

2008 *Première Conférence MESA en Afrique* (organisée par le PNUE pour renforcer le dialogue Sud-Sud et Nord-Sud sur l'Éducation supérieure pour le développement durable - ESDD) a préparé les contributions de l'Afrique à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (2009) et à la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable (2009), ainsi que la Conférence 2009 de l'Association des universités africaines mettant l'accent sur l'ESDD.

Tableau 11: Activités et initiatives récentes mises en œuvre dans le « Sud » pour renforcer la contribution de l'enseignement supérieur au développement durable⁶⁶

Des politiques spécifiques de soutien à un apprentissage informel et non formel dans le contexte du développement durable n'ont pas été signalées, même si l'on constate dans de nombreuses régions un essor de l'apprentissage communautaire et multipartite (apprentissage social).

3) Coopération intergouvernementale sur l'EDD

Dans la plupart des régions du monde, il n'existe pas de structure pour une coopération gouvernementale interservices sur l'EDD. Il y a quelques exceptions, car certains pays ont soit créé une structure consistant en une combinaison ou un sous-ensemble de commissions

interservices, soit mis en place une coopération entre les différents ministères (en particulier entre les ministères de l'éducation et de l'environnement)⁶⁷ soit établi des groupes de travail sur l'EDD ou des centres pour le développement durable. Les groupes opérant dans le cadre de ces structures sont essentiellement responsables de la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière d'EDD ou de développement durable. La collaboration intersectorielle pour établir des liens relatifs à l'EDD avec d'autres ministères semble progresser dans le monde entier (voir l'Encadré 11). Dans plusieurs régions, des pays commencent maintenant à inciter différents acteurs de divers secteurs en rapport avec l'EDD à partager les nouvelles connaissances et les enseignements tirés, à maximiser les ressources et à mettre au point des méthodes coordonnées pour la mise en œuvre de l'EDD au plan national.

Aux Pays-Bas, le Programme d'éducation pour le développement durable est doté d'un comité directeur intergouvernemental qui prend les décisions. Les membres de ce comité sont des représentants des six ministères participant à ce programme (agriculture, gestion des ressources naturelles et qualité des produits alimentaires; logement, aménagement du territoire et environnement; éducation, culture et science; affaires étrangères; transports, travaux publics et eau; et affaires économiques).

Un représentant des provinces néerlandaises et des conseils néerlandais de l'eau, ainsi qu'un représentant de la Commission nationale pour l'UNESCO et du NCDO (Comité national pour le développement durable) qui s'occupe de l'Éducation pour le développement, et le point focal des Pays-Bas pour la Charte de la Terre sont également représentés au sein du comité directeur.

Encadré 11: Coopération interservices pour l'EDD aux Pays-Bas⁶⁸

Néanmoins, bien que l'EDD soit considérée comme un domaine intersectoriel faisant intervenir divers ministères, la coopération interservices reste difficile puisque chaque département a son propre agenda. De plus, chacun risque de supposer que quelqu'un d'autre est responsable et joue un rôle de chef de file, ce qui risque de créer un vide et finalement d'entraver le développement de l'EDD. Dans les pays où la partie *développement durable* de l'EDD l'emporte sur la partie *éducation*, la responsabilité de l'EDD incombe généralement aux ministères qui se concentrent sur l'environnement, le développement et les affaires économiques (avec une participation limitée du ministère de l'éducation). Il semble que ce soit l'inverse dans d'autres pays où la *partie éducation* de l'EDD l'emporte: le ministère de l'éducation joue alors un rôle

⁶⁶Source: Le rapport 2008 du PNUE sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans le Partenariat des universités africaines fait état du soutien accordé aux universités pour relever les défis liés à l'environnement, au développement durable et au changement climatique.

⁶⁷Grâce aux efforts de la CEE (ONU), la collaboration entre les ministères de l'environnement et de l'éducation est bien établie dans le domaine de l'EDD dans un grand nombre de pays de la région CEE (ONU).

⁶⁸Source: The Dutch Programme Learning for Sustainable Development, point focal de la DEDD aux Pays-Bas. Le programme est disponible sur le site http://www.senternovem.nl/mmfiles/LvDo_programmabrochure_engels_talig_tcm24-290166.pdf.

de pointe et le problème consiste à faire participer les ministères chargés principalement de l'environnement, du développement et des affaires économiques.

Il existe également des petits pays qui adoptent une approche régionale coordonnée pour créer une synergie (Encadré 12).

Une caractéristique majeure de la région du Pacifique est l'approche coordonnée qu'adoptent souvent les îles océaniques pour mettre en œuvre des priorités internationales. Depuis le lancement de la DEDD des Nations Unies, la Commission nationale néo-zélandaise pour l'UNESCO collabore avec le Bureau de l'UNESCO à Apia (Samoa), le Bureau de l'UNESCO à Bangkok, le Bureau régional pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique et le Centre du Pacifique pour un environnement et un développement durable (PACE-SD) de l'Université du Pacifique Sud (USP) pour faire mieux connaître la DEDD dans les îles du Pacifique. Lors de la réunion en 2006 des ministres de l'éducation du Forum du Pacifique (FEEdMM) tenue à Nadi (Fidji), les ministres ont discuté officiellement de l'éducation au service du développement durable dans le Pacifique, ils ont décidé d'adopter une approche coordonnée de l'EDD et approuvé le Cadre de l'EDD pour la région Pacifique. Un an plus tard, lors de la réunion de 2007 des FEEdMM tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande), les ministres ont approuvé le Plan d'action régional EDD pour le Pacifique. Immédiatement après la réunion des FEEdMM, la Commission nationale néo-zélandaise pour l'UNESCO et PACE-SD ont organisé l'Atelier régional de mise en œuvre de la DEDD des Nations Unies dans le Pacifique qui a formulé des propositions de projet en vue d'orienter à l'avenir la future mise en œuvre de la DEDD dans cette région pendant le reste de la Décennie.

Encadré 12: La coopération intergouvernementale au niveau régional (Source: Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok).

4) Mesures prises pour préserver, utiliser et promouvoir les connaissances des populations autochtones en ce qui concerne l'EDD

La conservation, l'utilisation et la promotion des savoirs autochtones sont considérées comme faisant partie intégrante des stratégies de développement durable pour préserver la diversité – tant culturelle que naturelle. Les savoirs autochtones peuvent receler certains éléments cruciaux pour aider l'ensemble de l'humanité à assurer un développement plus harmonieux de la planète. Une partie du questionnaire utilisé pour ce chapitre du bilan à mi-parcours de la Décennie portait sur les mesures

que les pays ont prises à ce jour pour préserver, utiliser et promouvoir ces savoirs. Bien que le nombre de pays signalant avoir pris des mesures de ce genre soit faible dans toutes les régions, ceux qui l'ont fait ont une vision claire du problème et ont pris en conséquence une série de mesures (politiques et législatives).



Dans la région Europe-Amérique du Nord, peu de pays ont abordé ce problème. La plupart d'entre eux indiquent cependant avoir pris des mesures pour préserver, utiliser et promouvoir les savoirs des populations autochtones en apportant un soutien à des activités à cet effet à l'école. Dans certains cas, comme en Slovaquie (Encadré 13), où plusieurs groupes ethniques minoritaires coexistent sur le même territoire, le Gouvernement a conçu une stratégie d'éducation qui fixe plusieurs objectifs visant à inclure les savoirs autochtones dans le système éducatif et à apporter un soutien à ces minorités. On observe également dans un certain nombre de pays des exemples d'apprentissage informel utilisant et générant des savoirs locaux au sein de la communauté.

Depuis 2004, le Gouvernement slovène s'efforce activement d'améliorer le sort de la communauté Rom et de l'intégrer davantage à la société [...].

[...] le fondement juridique du statut de la communauté ethnique Rom en République de Slovaquie est l'Article 65 de la Constitution, qui stipule que « le statut et les droits spéciaux de la communauté Rom vivant en Slovaquie sont régis par la loi » [...].

[...] Le Gouvernement est également conscient de l'importance particulière du domaine de l'éducation, et une stratégie visant à inclure plus efficacement les Rom au système de soins et d'éducation a donc été adoptée en 2004. Une méthode plus favorable de financement des travaux pédagogiques est appliquée aux écoles où des élèves Rom sont inscrits. Cela signifie davantage d'enseignants, des classes moins chargées, des fonds supplémentaires en faveur des élèves Rom pour couvrir les coûts liés aux activités scolaires et aux excursions, et pour les repas scolaires [...].

Encadré 13: Mesures visant à améliorer la situation de la communauté Rom en Slovaquie⁶⁹

⁶⁹Source: Rapport de synthèse sur la région Europe-Amérique du Nord: http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Bien que les mesures visant à promouvoir les savoirs des peuples autochtones en rapport avec l'EDD varient beaucoup d'un pays à l'autre dans la région Asie/Pacifique, elles semblent avoir un dénominateur commun. Deux aspects notables de ces mesures sont partagés par des groupes de pays: (1) la reconnaissance des savoirs autochtones comme un atout pour la transformation de la société dans le sens du développement durable; et (2) l'importance accordée à l'idéal que représentent les « valeurs » autochtones, en particulier dans l'optique d'une coexistence harmonieuse avec la nature. Les méthodes utilisées pour tirer parti de ces éléments des savoirs autochtones consistent aussi bien à intégrer les connaissances sur les cultures autochtones nationales dans les matériels d'apprentissage qu'à sauvegarder les savoirs et le "patrimoine" autochtones dans des cadres légaux.

Dans le Pacifique, on signale une initiative sous-régionale prise dans les Îles océaniques pour renforcer le contenu des savoirs autochtones dans les programmes éducatifs en utilisant un outil et des matériels interactifs multimédias mis au point pour faire participer les jeunes au contenu lié aussi bien au développement durable qu'au patrimoine culturel (Encadré 14).

Les techniques de navigation autochtones dans le Pacifique constituent une science ancienne qui était sur le point de disparaître à jamais dans certaines parties du Pacifique. Le Programme sur les savoirs autochtones en matière de navigation dans le Pacifique, CD-ROM interactif accompagné d'une pochette pédagogique, a été mis au point dans le cadre du programme Système de savoirs locaux et autochtones (LINKS) de l'UNESCO⁷⁰. Cet ajout volontaire au programme des écoles, collèges et autres établissements d'enseignement du Pacifique a pour but d'accorder une plus large place aux savoirs autochtones dans le système éducatif et de renforcer ainsi l'identité océanique et de rendre la jeunesse plus fière de son patrimoine océanique. Le programme inclut des activités et matériels d'apprentissage interactifs et est conçu pour être enseigné en parallèle avec le programme LINKS de l'UNESCO sur CD-ROM intitulé « The Canoe is the People » qui fournit une grande quantité d'informations sur l'utilisation de bois et fibres endémiques pour fabriquer des canoës, des voiles et des cordes, la connaissance des vagues, des étoiles et des vents pour naviguer sur l'océan, ainsi que la renaissance actuelle de la navigation traditionnelle sans instruments à l'échelle de l'ensemble du Pacifique.

Encadré 14: The Canoe is the people: Indigenous navigation in the Pacific (Source: Rapport de synthèse sur la région Asie-Pacifique).

Dans la région Amérique latine-Caraïbes, plusieurs pays participants s'emploient activement à développer et à institutionnaliser des modèles éducatifs qui protègent les ressources culturelles et linguistiques (Encadré 15).

Dans le cadre du Programme national d'éducation pour les ethnies autochtones du Honduras (PRONEEAH), le Secrétaire à l'éducation a adopté une stratégie intégrée qui met l'accent sur les savoirs autochtones et le renforcement de l'identité de chaque groupe ethnique et par conséquent, de l'identité nationale.

Ceci a été rendu possible par les processus et les rapports établis entre l'État et les Fédérations autochtones et afro-honduriennes. L'ouverture d'espaces de négociation et de consensus entre ces instances a contribué au développement de politiques publiques et éducatives visant à répondre aux besoins éducatifs et à renforcer les langues locales.

L'institutionnalisation d'un modèle éducatif qui permette aux populations autochtones d'utiliser leurs propres ressources linguistiques et culturelles ne s'est pas encore concrétisée.

Une autre mesure importante adoptée concerne la formation de 812 instituteurs dans le but de dispenser à ces communautés une éducation interculturelle bilingue utilisant les connaissances usuelles de leurs membres. De plus, le Secrétaire à l'éducation répond aux besoins d'accès à ces communautés et à la nécessité de renforcer leurs capacités en accordant de nouvelles affectations, en ouvrant de nouveaux centres d'éducation – formelle et non formelle (dans le cadre du Programme d'éducation communautaire du Honduras) et en assurant la formation continue des enseignants à l'utilisation des matériels didactiques dans les langues autochtones et en espagnol.

Au niveau administratif, les départements de l'éducation assurent la coordination entre les fédérations autochtones et afro-honduriennes, recrutent les enseignants et soutiennent les centres d'éducation. Chaque département compte un coordonnateur pour l'éducation interculturelle et bilingue.

Enfin, on a procédé également à la normalisation de l'écriture des langues autochtones ainsi qu'à l'exécution d'études ethnographiques sur huit groupes ethniques (Tawahka, Miskito, Garifunas, Pech, Lenca et Isleño).

Encadré 15: Efforts du Honduras pour protéger et améliorer les ressources linguistiques et culturelles autochtones (Source: Rapport de synthèse de la Région LAC)

Le rapport de synthèse sur la région LAC conclut que la question de l'identité, la reconnaissance de la diversité culturelle et ethnique et l'enseignement des langues nationales peuvent encourager une réévaluation des valeurs culturelles et des savoirs traditionnels.

⁷⁰Le projet LINKS établit un dialogue entre les détenteurs des savoirs traditionnels, les spécialistes des sciences naturelles et sociales, les gestionnaires des ressources et les décideurs pour améliorer la conservation de la biodiversité et faire jouer aux communautés locales un rôle actif et équitable dans la gouvernance des ressources. Pour de plus amples renseignements, voir le site www.unesco.org/links.

Certains pays africains participant à ce bilan à mi-parcours de la Décennie signalent un certain nombre de mesures dans ce domaine (voir Tableau 11).

| Pays | Mesures prises |
|----------|---|
| Kenya | Élaboration et diffusion de récits, création de centres culturels, rédaction d'ouvrages, films, enregistrement d'événements. |
| Malawi | Renforcement des capacités ciblé sur les divers groupes autochtones, interventions adaptées à la culture locale, promotion de la recherche et préservation du patrimoine culturel matériel et immatériel, intégration des questions de patrimoine matériel et immatériel dans des programmes fondés sur une recherche documentée. |
| Éthiopie | Politique officielle relative à l'utilisation des langues maternelles, dans le premier cycle d'enseignement et l'alphabétisation des adultes en vue d'incorporer l'éducation aux valeurs dans le programme. |

Tableau 11: Mesures prises pour préserver, utiliser et promouvoir les connaissances des populations autochtones en ce qui concerne l'EDD (Source: Rapports de synthèse régionaux sur l'Afrique).

5) Disponibilité d'outils et de matériels pour l'EDD

Dans toutes les parties du monde, la production et la diffusion de matériels EDD s'effectuent le plus souvent au niveau national/fédéral, en particulier lorsque ces matériels sont destinés à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire. Selon le contexte national, certains matériels sont quelque peu modifiés en fonction des besoins locaux au niveau des États et des municipalités.

Dans beaucoup de pays où une stratégie nationale n'est pas encore en place et/ou l'appui politique à l'EDD laisse à désirer, il semble que l'engagement du gouvernement envers le développement et la diffusion de matériels spécifiques d'EDD soit limité. Les autorités municipales semblent participer moins activement au développement d'outils et de matériels EDD et dans le cas contraire, elles se concentrent généralement sur les niveaux d'éducation inférieurs. Dans certains pays, les gouvernements des États et des provinces (ou des cantons dans le cas de la Suisse) sont coresponsables de la création de ces outils et matériels.

La plupart des outils et matériels d'EDD disponibles sont ciblés sur l'éducation formelle dans le cadre de l'enseignement primaire et secondaire et de la formation des enseignants (pour certains exemples de la région LAC, voir Encadré 16). En général, on voit apparaître deux types de matériel: les matériels pédagogiques, destinés

à l'apprentissage aussi bien formel qu'informel, et les matériels de formation d'enseignants/animateurs pour les contextes d'éducation formelle, informelle et non formelle. Dans certains pays, des ONG, le secteur privé et les universités produisent la majorité des matériels liés à l'EDD. De nombreux pays indiquent dans leurs réponses qu'ils souhaitent disposer d'outils et de matériels d'EDD dans les langues locales.

Dans certaines régions, il existe un grand nombre d'acteurs qui produisent des matériels liés à l'EDD. Il faut cependant mieux coordonner le développement et le marquage des matériels d'EDD. Certaines régions ont signalé que le souci d'élaborer des outils, des matériels et des principes directeurs risquait de faire oublier la nécessité, au moins aussi impérieuse, de s'instruire sur les processus d'intégration de ces matériels dans les programmes scolaires et dans l'apprentissage non formel et informel.

La **Colombie** indique que dans le cadre de son Programme d'éducation à l'environnement, le Ministère de l'éducation élabore des documents d'orientation à utiliser à l'échelle nationale, et chaque province adapte les différents thèmes aux divers niveaux et contextes éducatifs.

Le **Costa Rica** décrit un partenariat entre le gouvernement central et des organisations privées et non gouvernementales consacré à la production de matériels pédagogiques liés à l'EDD, et met l'accent sur ceux qui concernent l'environnement, les droits de l'homme, les valeurs, l'égalité des sexes, la prévention de la violence, l'abus de substances, etc.

Le **Honduras** explique que les manuels, les guides méthodologiques, les imprimés, les brochures et les revues dont le contenu concerne le développement durable sont considérés comme des outils dans la mesure où ils contribuent au renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux central et décentralisé.

Le **Mexique** indique que dans l'enseignement primaire, le renforcement des connaissances, des compétences et attitudes concernant l'éducation à l'environnement est une priorité et qu'il a pour but de promouvoir le développement durable. À cette fin, des manuels de sciences naturelles intégrés destinés aux première et deuxième classes du premier cycle et aux troisième, quatrième, cinquième et sixième classes de ce même cycle, et distribués gratuitement, comprennent à présent des leçons sur l'environnement. Des manuels de sciences environnementales et naturelles conçus pour les enseignants contiennent également des directives de base sur ces questions. Des matériels pédagogiques incorporant des contenus et des projets productifs à l'appui de la DEDD ont été mis au point pour l'enseignement secondaire, en particulier pour le programme de télé-enseignement et le programme d'enseignement secondaire à distance pour adultes.

Encadré 16: Disponibilité de matériels et outils d'EDD pour l'éducation formelle dans certains pays d'Amérique latine.

On observe une situation analogue dans la région Afrique. La plupart des pays ont élaboré certains outils et matériels d'EDD qui sont disponibles pour l'enseignement primaire et secondaire. Ces outils sont généralement mis au point par des services gouvernementaux et des universités.

Dans la région Europe-Amérique du Nord, tous les pays répondants fournissent des outils et matériels d'EDD pour tel ou tel niveau ou contexte d'éducation. Une tendance qui paraît plus marquée dans cette région consiste à utiliser des DVD, des CD-ROM, des jeux de simulation et un apprentissage appuyé par le Web. Dans les autres régions, la majorité des pays fournissent des outils et matériels d'EDD à l'enseignement primaire et secondaire. Il est à noter que peu d'outils et de matériels sont mis à la disposition de l'éducation préscolaire et de l'enseignement professionnel.

6) Allocation de budgets spécifiques à l'appui de l'EDD

Dans la plupart des pays du monde, les fonds publics et/ou les incitations économiques en faveur de l'EDD sont soit inexistantes, soit au mieux très limitées. Le processus d'internalisation de l'EDD dans les structures des budgets

nationaux n'en est encore qu'à ses débuts dans la plupart des parties du monde. Cette situation contraste fortement avec le fait que tout le monde est apparemment d'accord pour estimer qu'il est indispensable de lever des fonds pour les activités et projets d'EDD, afin d'assurer le développement et la mise en œuvre de l'EDD.

L'intégration de l'EDD dans les politiques, les plans de développement et les cadres nationaux est considérée comme cruciale pour s'assurer la participation du secteur privé et de la communauté des donateurs. Les pays commencent maintenant à prendre en compte le financement et la budgétisation de l'EDD dans les différents ministères en déterminant comment l'EDD cadre avec les documents clés dans les différents secteurs, de façon à coordonner le financement et la programmation au niveau national.

On ne sait pas encore exactement comment la crise financière mondiale actuelle affectera la répartition des budgets spécifiques de l'EDD.

Conclusion

En ce qui concerne la disponibilité de politiques et cadres nationaux pour l'EDD, on peut conclure qu'à mi-parcours de la Décennie un nombre impressionnant d'organismes nationaux de coordination de l'EDD ont été créés de par le monde. On observe une tendance à intégrer l'EDD ou à la lier aux politiques existantes concernant directement ou non le développement durable, mais la plupart des politiques de développement durable ne se réfèrent pas explicitement à l'EDD.

Une coopération interministérielle en ce qui concerne l'EDD est signalée par de nombreux pays mais reste problématique dans la mesure où les décideurs n'ont guère l'expérience d'une réflexion interdisciplinaire et sont généralement responsables d'un domaine thématique ou d'un dossier très spécifiques.

Dans le domaine de l'éducation formelle, il existe maintenant de bons exemples de cadres pour l'intégration de l'EDD mis en place par des ministères de l'éducation. C'est le cas essentiellement dans l'enseignement primaire et secondaire. On n'observe pas cette tendance dans le cas de l'éducation préscolaire, ni de l'enseignement technique et professionnel et de l'enseignement supérieur.

Des politiques spécifiques à l'appui d'un apprentissage informel et non formel dans le contexte du développement durable n'ont pas été signalées, cela ne signifie pas qu'il n'en existe pas dans un certain nombre de pays et de régions qui soulignent l'importance de la participation communautaire et de l'apprentissage social multi partenarial.

D'une façon générale, le financement de l'EDD reste actuellement insuffisant.

Dans toutes les régions, des pays signalent que des mécanismes sont soit en place, soit en préparation pour soutenir la conservation, l'utilisation et la promotion des savoirs autochtones en ce qui concerne l'EDD.

Malgré un développement croissant des outils et matériels d'EDD, ceux spécifiquement destinés à la mise en œuvre de l'EDD font encore défaut. De même, les méthodes et innovations propres à l'EDD dans l'enseignement et l'apprentissage sont encore rares.

Une augmentation de l'allocation des budgets spécifiques en faveur de l'EDD dans le proche avenir est encore incertaine, compte tenu de la crise financière mondiale actuelle.

Chapitre 6 L'EDD dans l'éducation formelle

L'éducation formelle s'adresse à d'innombrables enfants et jeunes du monde entier, il n'est donc pas surprenant que lorsque la société est confrontée à de graves défis, l'école soit considérée comme un lieu clé pour renforcer les capacités dans un environnement structuré afin de mieux relever ces défis. Par ailleurs, beaucoup d'écoles du monde entier s'efforcent actuellement de s'attaquer à toutes sortes de problèmes concernant notamment la santé, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, la sécurité routière, le changement climatique, la biodiversité et enfin, la guerre et la paix.

Il faut ajouter le développement durable à un programme déjà surchargé qui doit comprendre l'enseignement des bases de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique. Mais le développement durable peut être considéré comme un thème intégrateur et interdisciplinaire susceptible de regrouper un grand nombre des questions individuelles que l'école est déjà censée traiter. Le bilan à mi-parcours de la Décennie a inclus diverses questions qui avaient pour but de révéler les moyens par lesquels les pays soutiennent l'intégration de l'EDD dans le système éducatif formel (l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement professionnel, la formation des enseignants, l'enseignement supérieur et le perfectionnement professionnel).

Résultats de l'apprentissage dans le domaine de l'EDD

Là où l'EDD fait déjà partie du système éducatif formel, parfois parce que l'éducation à l'environnement est

présente depuis un certain temps dans le programme, toutes sortes d'objectifs pédagogiques peuvent être distingués. C'est le niveau d'enseignement qui détermine les différences d'accent entre les objectifs de l'apprentissage. Les objectifs fréquemment cités sont les suivants: faire preuve de respect à l'égard des autres, agir de façon responsable au niveau local et global, être capable d'une réflexion critique, de comprendre la complexité et de se projeter dans l'avenir, comprendre les rapports entre les disciplines, avoir un comportement responsable et être capable d'identifier et de clarifier les valeurs. Plusieurs de ces objectifs peuvent être considérés comme génériques, puisqu'ils s'appliquent au développement durable et à d'autres aspects de la vie et qu'ils doivent être poursuivis par tous les citoyens.

Là encore (voir également Chapitre 2), on constate des différences entre pays selon que l'accent est mis davantage sur des objectifs d'apprentissage instrumental (par exemple l'acquisition d'un comportement responsable) ou bien sur des objectifs d'apprentissage à caractère

émancipatif (par exemple la réflexion critique et la participation à un processus de décision démocratique). Ces différences peuvent être liées au contexte historique et politique d'un pays donné.

Le questionnaire du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD utilisé pour le bilan à mi-parcours de la Décennie fournit 14 résultats d'apprentissage enregistrés à tous les niveaux d'enseignement:

- **la réflexion critique,**
- **la compréhension de réalités complexes/la pensée systémique,**
- **la réflexion prospective,**
- **la planification et la gestion du changement,**
- **la compréhension des relations interdisciplinaires,**
- **l'application des acquis dans des contextes variés de l'existence,**
- **la prise de décision, y compris dans des situations incertaines,**
- **la capacité de faire face à des crises et à des risques,**
- **la capacité d'agir de manière responsable au niveau local et global,**
- **la capacité d'identifier et de clarifier des valeurs,**
- **la capacité d'agir dans le respect d'autrui,**
- **la capacité de reconnaître les parties prenantes et leurs intérêts,**
- **la capacité de participer aux décisions démocratiques, et**
- **la capacité de négocier et de susciter un consensus.**

Les pays répondants ont indiqué que la plupart des 14 résultats étaient pris en compte dans l'enseignement primaire et secondaire plus que dans l'enseignement professionnel, la formation des enseignants et l'enseignement supérieur, et à peine dans l'éducation préscolaire. Ce dernier point semble confirmer que dans beaucoup de parties du monde, le rôle de l'éducation préscolaire dans le développement et la mise en œuvre de l'EDD n'est pas toujours clair et qu'il est donc sous-estimé.

Présence de thèmes spécifiques au le développement durable dans les programmes

Les principaux thèmes de fond sur lesquels on insiste dans les cadres liés à l'EDD dans le monde entier sont les thèmes environnementaux les plus traditionnels comme la santé, l'eau, la gestion des ressources naturelles (eau, sol, minéraux et combustibles fossiles) et la perte de biodiversité. Les thèmes importants qui occupent actuellement une moindre place dans les programmes sont notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement, la prévention des catastrophes et la responsabilité sociale des entreprises. En gros, les pays répondants des régions les plus riches ou des parties les plus riches d'une région semblent moins soucieux de laisser une place à la dimension socioculturelle du développement durable dans leurs programmes, alors que les pays des régions plus pauvres ou des parties les plus pauvres d'une région semblent insister davantage sur cette dimension et notamment sur des questions comme la paix, la citoyenneté, l'éthique, l'égalité, la réduction de la pauvreté et la diversité culturelle.

L'examen des rapports régionaux fait apparaître deux domaines de focalisation sur le développement durable dans les programmes:

- le souci de comprendre les causes et les effets des problèmes clés et notamment leurs rapports mutuels – économiques, environnementaux, sociaux et culturels;
- le souci de renforcer les capacités pour s'attaquer aux problèmes majeurs tant au niveau communautaire qu'individuel.

Sur ce dernier point, certains pays qui semblent souligner l'aspect émancipateur de l'EDD ont identifié des résultats supplémentaires de l'apprentissage qu'ils ont appelées « compétences douces » comme l'empathie, la collaboration et l'utilisation de la diversité.

Approches de l'EDD

En fonction du contexte historique et des perspectives éducatives de chaque pays, il existe dans le monde diverses approches ou stratégies d'intégration de l'EDD dans l'éducation formelle. Ces approches peuvent être plus ou moins classiques (c'est-à-dire conformes aux structures et systèmes existants) ou novatrices (c'est-à-dire en rupture avec eux).

Parmi les structures et systèmes les plus classiques, nous trouvons « l'intégration des questions d'EDD et de développement durable dans les disciplines scolaires existantes » et parmi les plus innovants, « l'adoption d'une approche globale de l'école par rapport aux questions

d'EDD et de développement durable ». On trouvera dans l'Encadré 17 un exemple d'« approche globale de l'école » telle qu'elle est définie par le programme Éco-École de la Fondation pour l'Éducation à l'Environnement⁷¹

Les Éco-écoles de la FEE incorporent sept éléments destinés à être adoptés comme méthodologie par les écoles. Ces éléments ont été conçus comme base du processus Éco-Écoles mais le système est suffisamment souple pour être adopté dans n'importe quel pays et quelles que soient les réalisations antérieures de l'école en matière d'environnement. La participation des élèves à l'ensemble du processus constitue un élément fondamental du système.

Création du comité Éco-École: au cœur du processus Éco-Écoles, il y a le comité qui organise et dirige les activités des Éco-écoles et est composé des parties prenantes à l'environnement scolaire, à savoir les élèves, les enseignants, les nettoyeurs, le personnel de service, les parents et la direction de l'établissement. Le sentiment de démocratie et le souci de répondre aux initiatives prises par les élèves eux-mêmes sont les résultats de ce processus.

Examen environnemental: le travail commence par un examen ou un bilan de l'impact de l'école sur son environnement. Les élèves participent à ce travail, qui va de l'évaluation de la quantité d'ordures dans l'enceinte de l'école jusqu'à la recherche de déficiences dans l'infrastructure.

Plan d'action: les renseignements tirés de l'examen susmentionné servent à identifier les domaines prioritaires et à élaborer un plan d'action qui fixe des objectifs réalistes et réalisables, assortis de délais, pour améliorer les résultats en matière d'environnement sur des points précis.

Suivi et évaluation: cette phase permet de faire en sorte que les progrès dans la réalisation des objectifs soient suivis, que toute modification qui s'impose en ce qui concerne le plan d'action soit faite et que la réussite soit célébrée. Elle permet aussi de veiller à ce que l'éducation à l'environnement et la protection de celui-ci deviennent un processus continu dans l'école.

Travail sur les programmes: la plupart des élèves étudient en classe des thèmes tels que l'énergie, l'eau et les déchets. Toute l'école devrait être impliquée dans des initiatives pratiques consistant, par exemple, à économiser l'eau, à recycler des matériaux et à éviter les déchets. Lorsque l'éducation en matière d'environnement et de développement durable ne fait pas partie du programme national/régional d'enseignement, des recommandations sont faites pour que cette lacune soit comblée.

Information et implication: ce volet introduit directement le programme Agenda 21 local dans les écoles, dans la mesure où les autorités locales, les entreprises et les communautés dans leur ensemble sont associées au processus Éco-Écoles. Les Éco-écoles sont encouragées à tisser des liens avec des organismes extérieurs pour tirer parti de leur expérience et de leurs compétences.

Éco-code: chaque école établit son propre « éco-code » ou des déclarations d'intention, précisant ce que les élèves veulent réaliser.

Encadré 17: Le programme Éco-écoles de la Fondation pour l'Éducation à l'Environnement (adapté à partir du Secrétariat international de la FEE (2004).

À un stade intermédiaire, nous observons des approches telles que « la création de projets d'EDD autonomes » et l'adoption « d'une approche inter-programmes de la mise en œuvre de l'EDD ». L'approche de l'EDD dans le cadre des disciplines existantes est la plus courante dans différents pays, tandis que l'exécution de projets autonomes est la moins répandue.

L'approche dite « approche scolaire globale » semble en plein essor⁷². Beaucoup de pays de toutes les régions signalent au moins l'existence de cette approche qui vise à appréhender la question de la durabilité non seulement dans le cadre de l'enseignement et de l'apprentissage, mais aussi dans celui des opérations de l'école et de ses liens avec l'ensemble de la communauté. Les approches scolaires globales dans diverses parties du monde peuvent être considérées comme

une tentative, de la part des écoles, de mise en œuvre d'une approche intégratrice de l'EDD.



© UNESCO/Niamh Burke

⁷¹La Fondation pour l'Éducation à l'Environnement (FEE) est une organisation non-gouvernementale, à but non lucratif, de promotion du développement durable à travers l'éducation à l'environnement (enseignement scolaire formel, formation du personnel et activités générales de sensibilisation). Pour en savoir plus, voir le site www.fee-international.org.

⁷²Voir par exemple le rapport de Henderson et Tilbury de 2004 intitulé « Approches scolaires globales de la durabilité: examen international des programmes fondés sur l'approche scolaire globale ». Ce rapport peut être consulté sur le site: http://www.aries.mq.edu.au/projects/whole_school/files/international_review.pdf.

Formation des enseignants et perfectionnement professionnel des éducateurs dans le domaine de l'EDD

Dans les pays qui incluent l'EDD dans la formation des enseignants et le perfectionnement professionnel des éducateurs, l'EDD est principalement abordée dans le cadre des disciplines existantes, mais parfois également dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire, là encore le plus souvent dans le cadre de l'enseignement primaire et secondaire. Cependant, l'analyse des questionnaires par pays utilisés pour ce bilan montre que les pratiques de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'EDD sont également de plus en plus répandues aux autres niveaux d'enseignement, surtout dans l'enseignement supérieur et professionnel. Les mesures adoptées vont de séminaires nationaux sur l'EDD à des ateliers de formation et à des séminaires régionaux en passant par la production de manuels, le lancement de projets pilotes et des cours de recyclage. Ces activités dépendent souvent de l'existence d'écoles normales et d'universités qui offrent des cours de formation ainsi que de la participation d'enseignants/instructeurs à des cours post-universitaires portant sur certains aspects liés à l'EDD.



© UNESCO/Sake Rijkema

On ne sait pas exactement dans quelle mesure l'EDD a été intégrée aux programmes de formation pédagogique étant donné que: 1) la connaissance limitée de l'EDD à tous les niveaux constitue encore un problème fondamental et l'EDD doit cesser d'être polarisée sur l'environnement dans le cas d'un grand nombre de programmes de formation; 2) l'EDD est encore souvent dispensée uniquement par un faible nombre d'écoles normales au niveau national, et elle doit être davantage intégrée; et 3) un soutien politique plus résolu doit être apporté à l'EDD dans le domaine de la formation et du perfectionnement professionnel des enseignants.

Dans beaucoup de pays, le renforcement des capacités de formation des enseignants fait l'objet d'une forte

demande, notamment en ce qui concerne la formation pédagogique, les processus de réorientation des programmes et l'intégration du contenu de l'EDD (Encadré 18). En particulier dans les pays pauvres où la principale difficulté pour faire avancer l'EDD tient au manque de ressources humaines, le renforcement des capacités d'EDD est absolument indispensable. Dans les régions dotées d'une solide infrastructure d'éducation à l'environnement, on pourrait peut-être utiliser cette structure pour développer le perfectionnement professionnel dans le domaine de l'EDD.

Depuis 2005, dans le cadre du Projet SPARE (projet d'application des ressources énergétiques à l'école), plusieurs types de formation ont été assurés à 133 enseignants dans 100 écoles de différentes régions de Géorgie. Le Projet SPARE attire de nouvelles activités pour la jeunesse en faveur des rendements énergétiques et promeut l'énergie durable. Son but fondamental est de transformer une préoccupation globale en activités scolaires pratiques.

Le Comité international de la Croix-Rouge organise des séminaires pour les auteurs de manuels scolaires pour mettre en lumière le droit international humanitaire.

Encadré 18: Deux exemples de perfectionnement professionnel dans le domaine de l'EDD en Géorgie. (Source: Rapport de synthèse sur la région Europe et Amérique du Nord)

Bien que le bilan n'ait guère fourni d'informations à ce sujet, il semblerait que la progression de l'EDD soit source d'innovation au niveau de l'enseignement et de l'apprentissage. Dans certains cas, ces nouvelles formes d'apprentissage étaient déjà courantes dans le domaine de l'éducation à l'environnement (par exemple la « pensée systèmes », l'apprentissage par la découverte, le règlement communautaire des problèmes), mais pas dans certains cas (par exemple pour l'apprentissage social, l'apprentissage transformationnel, l'apprentissage à contexte riche s'appuyant sur des problèmes authentiques de la communauté). Bien que, comme on l'a vu, l'« approche scolaire globale » soit en progression dans l'enseignement primaire et secondaire, elle est à peine mentionnée dans le contexte de la formation et du perfectionnement professionnel des enseignants. L'émergence de ces nouvelles formes d'apprentissage aura probablement des incidences sur la formation des enseignants et le perfectionnement professionnel des éducateurs dans les années à venir.

Un autre phénomène qui pourrait influencer à l'avenir sur la formation des enseignants et le perfectionnement professionnel des éducateurs et des directeurs d'école est la progression des systèmes de certification, d'accréditation et de gratification propres à encourager de bonnes pratiques EDD dans l'enseignement, bien que

celles-ci semblent porter essentiellement sur la gestion de l'environnement et la récompense de comportements respectueux de l'environnement, plutôt que sur la réorientation des programmes, de l'enseignement et de l'apprentissage dans le sens de la durabilité.

Formation des responsables et des administrateurs de l'enseignement

Les rapports de synthèse régionaux⁷³ indiquent que c'est dans le contexte de l'enseignement primaire et secondaire que la formation des responsables et des administrateurs est la plus répandue. Les méthodes de formation comprennent aussi bien des ateliers que des forums internationaux, des programmes de formation, des cours à distance et des séminaires annuels en cours d'emploi. La formation des responsables et des administrateurs est généralement organisée par des

établissements d'enseignement supérieur, mais il existe également des exemples de formations conçues et soutenues par des ministères et des ONG. Parmi les thèmes des programmes liés à l'EDD figurent la gestion des risques et des catastrophes, l'instauration d'une culture de la paix et de la diversité, l'éducation environnementale, les droits de l'homme, l'interculturalisme, la citoyenneté, l'égalité des sexes et le renforcement des capacités aux fins du développement durable. Dans certaines régions, les directeurs d'école et les administrateurs ne semblent pas faire partie des groupes ciblés par les activités de perfectionnement professionnel et de formation à l'EDD. Certains y voient le signe que l'EDD n'est probablement pas jugée prioritaire, ou qu'elle n'a pas encore vraiment sa place dans les systèmes éducatifs.

L'Encadré 19 fournit certains exemples de programmes et de stratégies concernant le perfectionnement professionnel des responsables et des administrateurs dans le domaine de l'EDD.

- Chypre:** L'Institut pédagogique de Chypre, qui est l'organisme chargé de la formation des enseignants en cours d'emploi, et également des responsables et des administrateurs, a introduit dans ses cours de formation destinés à ces derniers des matières en rapport direct avec le leadership et le développement durable. Plus précisément, les responsables et les administrateurs de tous les niveaux de l'enseignement participent à un séminaire de huit heures intitulé « Créer une école viable: directives pour promouvoir un programme d'enseignement viable à l'école ».
- France:** Les responsables du système éducatif au niveau national ainsi qu'à l'échelle des universités et des établissements doivent recevoir une formation pour déterminer la dynamique et la configuration des différentes mesures à prendre dans le cadre de l'E3D (Établissement en démarche de développement durable) ou d'Agenda 21. Un *Institut des hautes études du développement durable* (IHEDD) est en passe d'être créé pour sensibiliser les responsables de tous les secteurs du pays.
- Allemagne:** Certains programmes d'enseignement professionnel patronnés par le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche et coordonnés par l'Institut fédéral de l'enseignement et de la formation professionnels offrent des cours dans lesquels l'EDD est considérée comme une stratégie de gestion pour les entreprises et les établissements, et il existe également des cours pour les cadres travaillant dans les domaines des énergies renouvelables, des matières premières renouvelables et de la construction durable (construction et rénovation), entre autres.

Encadré 19: Exemples de stratégies et de programmes européens pour assurer le perfectionnement professionnel des responsables et des administrateurs en matière d'EDD (Source: Rapport de synthèse sur la région Europe-Amérique du Nord).

Enseignement professionnel et EDD sur le lieu de travail

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), ou l'éducation pour le monde du travail, constitue l'un des cadres dans lequel on offre aux jeunes et aux adultes des programmes d'apprentissage et d'acquisition de compétences vitales. L'EFTP est essentiel pour promouvoir une croissance inclusive et le développement des compétences et des aptitudes nécessaires sur des marchés du travail en pleine évolution. L'EFTP est considéré comme l'une des solutions au

problème de la réduction de la pauvreté et comme une contribution au développement socio-économique. En dehors des connaissances techniques et de la capacité à travailler et produire en équipe, les individus doivent désormais avoir une formation qui va au-delà des notions d'alphabetisation de base pour inclure des compétences aussi bien professionnelles que sociales, de même que des valeurs contribuant à l'édification de sociétés harmonieuses. Vu à travers le prisme de l'EFTP, l'EDD est considéré comme un facteur nécessaire et facilitant pour assurer des modes de subsistance et des emplois durables. Il est essentiel d'intégrer l'EDD à l'EFTP pour développer les

⁷³On peut trouver les Rapports de synthèse régionaux sur le site http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

connaissances et les compétences pour assurer une aptitude à l'emploi qui contribue au développement économique et permette d'améliorer la qualité de vie de chacun.

Un certain nombre de parties prenantes, notamment les agences des Nations Unies, les organismes de coopération internationale, les institutions financières et les ONG assurent un enseignement professionnel et une formation au développement durable sur le lieu de travail. L'enquête utilisée dans le cadre de ce bilan à mi-parcours de la Décennie ne comportait pas de questions spécifiques sur les progrès réalisés et les défis rencontrés dans le contexte de l'EDD au niveau de l'enseignement professionnel. Les rapports de synthèse régionaux ne comprenaient donc pas d'informations sur ce domaine émergent, bien qu'il ait parfois été fait mention de l'accroissement de la responsabilité sociale des entreprises, et de la nécessité d'une réponse de l'enseignement supérieur et professionnel à ce défi. Le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC) aide les 193 États membres de l'UNESCO non seulement à renforcer et à mettre à jour leurs systèmes EFTP mais aussi à les mettre en conformité avec les principes du développement durable⁷⁴. À cette fin, le Centre international UNESCO-UNEVOC met l'accent sur l'EFTP au service du développement durable dans le cadre des activités de son programme, de ses publications et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

Par exemple, l'Organisation internationale du Travail (OIT)⁷⁵, la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)⁷⁶, Agence allemande de coopération technique sur le terrain du développement durable, la Banque asiatique de développement⁷⁷, la Banque africaine de développement⁷⁸, InWEnt Capacity Building International⁷⁹ (Allemagne), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable⁸⁰ et le Commission européenne⁸¹ participent tous activement au développement et à la promotion de l'EFTP.

Les parties prenantes mentionnées plus haut collaborent avec l'UNESCO-UNEVOC au renforcement des capacités, à la recherche et à la formation, à l'élaboration de projets conjoints ainsi qu'à la création et à la mise en place de réseaux visant à développer et promouvoir le renforcement des compétences⁸². Il faut cependant consolider les partenariats avec ces parties prenantes pour renforcer la réponse de l'UNESCO à l'EFTP dans les États membres.

L'UNEVOC a une approche à trois volets de la promotion de l'EDD:

1. L'EDD est intégrée aux activités et programmes EFTP qui contribuent eux-mêmes à l'Éducation pour tous (EPT) et à l'apprentissage tout au long de la vie. L'EFTP contribue en particulier à la réalisation des objectifs 3 et 6 de l'EPT, à savoir:

- Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante (Objectif 3 de l'EPT);
- Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables — notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul, les compétences indispensables dans la vie courante (Objectif 6 de l'EPT).

2. Les thèmes de l'EDD sont présents dans tous les programmes et activités que mène l'UNEVOC par le biais de ses réseaux dans 165 pays.

3. L'EDD en tant que thème distinct occupe une place importante dans l'EFTP par le biais d'activités de programmes et de publications dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD).

⁷⁴Pour en savoir plus sur UNEVOC, on peut se rendre sur le site www.unevoc.unesco.org.

⁷⁵<http://www.ilo.org>.

⁷⁶<http://www.gtz.de>.

⁷⁷<http://www.adb.org/>.

⁷⁸<http://www.afdb.org>.

⁷⁹<http://www.inwent.org>.

⁸⁰<http://www.wbcsd.org>.

⁸¹<http://ec.europa.eu/>.

⁸²Avec le soutien du Fonds-en dépôt du Japon, UNEVOC et Springer ont récemment publié une étude détaillée sur la façon dont les pays, les systèmes éducatifs et les établissements d'enseignement ont fait face à la nécessité d'une intégration de l'apprentissage en vue de la vie professionnelle, de la citoyenneté et du développement durable: Fien, J, Maclean, R. & Park, M. (Eds.) (2009) *Work, Learning and Sustainable Development: Opportunities and Challenges Series: Enseignement et formation techniques et professionnels: problèmes, préoccupations et perspectives*, Vol. 8 Francfort, Springer Verlag.

On trouvera dans l'Encadré 20 un exemple des efforts déployés par l'UNEVOC pour atteindre les groupes marginalisés dans les pays les moins avancés.

L'UNESCO-UNEVOC a mis au point un « Programme de perfectionnement des compétences pour l'apprentissage et la vie professionnelle ». Ce programme a pour objectif de faciliter l'organisation et la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation et de motivation pour les groupes marginalisés dans les pays moins avancés. Il s'agit d'offrir une plate-forme et de créer un environnement propice à inciter les personnes vivant dans des conditions économiques défavorables à suivre des cours d'EFTP et à s'engager dans des activités indépendantes pour améliorer leur situation économique.

Les groupes auxquels s'adresse le Programme de perfectionnement des compétences pour l'apprentissage et la vie professionnelle sont des groupes marginalisés dans les pays moins avancés. Il s'agit de personnes qui n'ont pas eu accès à une scolarisation normale et sont également exclues de la vie économique et sociale.

L'élément central de ce Programme est une série de DVD complétée par un ensemble de documents. On peut citer par exemple la jeunesse non scolarisée et sans emploi, les populations des zones rurales et reculées, les femmes et les filles, les minorités ethniques et raciales, et les soldats démobilisés.

Encadré 20: UNESCO-UNEVOC: Programme de perfectionnement des compétences pour l'apprentissage et la vie professionnelle⁸³

Conclusion

De nombreux gouvernements ayant répondu au questionnaire se sont engagés à soutenir l'inclusion de l'EDD dans l'éducation formelle, en particulier dans l'enseignement primaire et secondaire. Cela implique généralement une modification des programmes, de l'enseignement, de l'apprentissage et du mode de fonctionnement d'ensemble d'un établissement d'enseignement (par exemple dans le cas de l'« approche scolaire globale »).

Une réaction plus courante consiste à apporter des modifications de détail au système en place, en utilisant parfois les installations existantes créées dans le passé pour accueillir l'éducation à l'environnement, et à donner plus d'espace aux questions de durabilité. Parfois, l'inclusion de l'EDD aboutit également à l'adoption de nouvelles approches de l'apprentissage comme

l'enseignement et l'apprentissage inter-programmes et interdisciplinaires. Peu de pays signalent un soutien à l'EDD au niveau de l'éducation préscolaire. La situation est plus favorable dans le cas de la formation des enseignants, de l'enseignement supérieur et technique et de l'enseignement et de la formation professionnels. Dans ce dernier domaine, nous constatons un intérêt accru pour l'intégration de formes d'EDD dans l'enseignement professionnel et la formation en cours d'emploi en ce sens qu'un certain nombre de parties prenantes, notamment des agences des Nations Unies, des organismes de coopération internationale, des institutions financières et des ONG encouragent actuellement cette évolution.

⁸³<http://www.unesco.unevoc.org>.

Chapitre 7 Structures de l'éducation informelle et non formelle

L'essentiel des activités d'EDD dans le monde est peut-être le fait non pas d'organisations gouvernementales officielles, mais d'ONG qui opèrent parfois dans le cadre des systèmes éducatifs formels, mais plus souvent dans des contextes d'apprentissage non formel et informel. L'éducation informelle et non formelle désigne l'apprentissage collectif qui s'effectue dans la vie courante en dehors des systèmes éducatifs formels, par exemple dans le contexte familial, sur le lieu de travail, dans des clubs, au sein de communautés web, etc. L'apprentissage non formel peut être plus ou moins structuré et s'effectuer aussi bien au sein de groupes d'étude que dans des organisations non-gouvernementales, des mouvements sociaux, des clubs de jeunes, des églises, des écoles pour adultes etc. L'éducation informelle et non formelle sous toutes ses formes a pour caractéristique d'être bénévole et d'impliquer une participation active et un échange mutuel d'idées. Il s'agit d'un aspect important du concept d'apprentissage tout au long de la vie qui se rencontre partout, parfois même dans le cadre des systèmes éducatif et scolaire formels⁸⁴

Le bilan à mi-parcours de la Décennie ne porte pas sur le type d'activités qui se déroulent effectivement ni sur leur qualité, mais plutôt sur les structures que les organisations nationales et internationales ont créées pour faire avancer l'apprentissage informel et non formel lié à l'EDD. On analyse à cette fin les contributions individuelles de diverses parties prenantes internationales et de réseaux de la société civile soutenant activement l'EDD dans des contextes d'éducation non formelle et informelle, à savoir le Centre culturel de l'Asie et du Pacifique pour l'UNESCO (ACCU), l'Initiative de la Charte de la Terre, la Commission « Éducation et communication » de l'UICN, le Comité de coordination interagences sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement

durable, l'Université des Nations Unies-Institut des hautes études (UNU-IAS), Youth Action for Change et l'Education Caucus de la CDD (voir également le Chapitre 3).

Ces réseaux ont été consultés dans le cadre du processus de consultation multipartenariale (PCM) conçu pour cet examen (voir Chapitre 1). Des informations supplémentaires proviennent des rapports de synthèse régionaux fondés sur le questionnaire du Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la DEDD. Ce questionnaire inclut des questions précises sur l'EDD dans l'éducation formelle et non formelle, mais les réponses ont généralement été assez limitées, surtout parce que les répondants eux-mêmes n'ont pas été en mesure de consulter les ONG actives dans leur propre pays.

⁸⁴Cette définition figure dans la section sur l'apprentissage non formel et informel des « Recommandations de Göteborg sur l'éducation pour le développement durable » qui ont été adoptées à Göteborg (Suède) en novembre 2008. La déclaration peut être téléchargée sur le site <https://document.chalmers.se/download?docid=1751511759>.

Rôle des réseaux internationaux de parties prenantes et de la société civile

Tous les réseaux consultés ont participé aux consultations concernant l'EDD et le développement durable à différents niveaux et continuent de le faire. Certains y ont participé pour élaborer dans ces deux domaines des stratégies spécifiques au niveau global et régional, et des mécanismes comme des indicateurs relatifs à l'EDD. D'autres ont participé aux consultations aux niveaux national et local ainsi qu'à des consultations par voie électronique sur une question précise comme le changement climatique.

Les sept réseaux internationaux de parties prenantes et de la société civile qui ont contribué au bilan à mi-parcours de la Décennie ont tous adopté des mesures et/ou des politiques pour promouvoir et préconiser le développement durable, et certains disposent de structures spécifiques à cette fin. C'est ainsi que l'UICN a élaboré un plan stratégique qui détermine sa contribution au développement durable sur une période de quatre ans tandis que l'Initiative de la Charte de la Terre dispose d'une politique organisationnelle qui favorise une autonomisation décentralisée. UN-Habitat, qui fait partie du Comité de coordination interagences sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, a inclus l'EDD dans son programme de travail pour les périodes biennales 2008-2009 et 2010-2011.

Les publics avec lesquels les réseaux de parties prenantes s'efforcent de collaborer ou qu'ils tentent d'influencer varient. La plupart de ces réseaux s'occupent cependant d'éducation formelle et collaborent étroitement avec les enseignants et les élèves des établissements d'enseignement primaire et secondaire, ainsi qu'avec des professeurs de l'enseignement supérieur.

Dans le cadre de l'éducation non formelle et informelle, parmi les bénéficiaires des activités des réseaux de parties prenantes figurent les enfants non scolarisés, les groupes défavorisés et les handicapés.

D'autres acteurs comme les organisations de la société civile, notamment les communautés locales et les ONG, les agences des Nations Unies et des ministères nationaux bénéficient également des activités des réseaux de parties prenantes à l'EDD.

Tous les réseaux consultés ont indiqué l'existence de certaines formes de financement des mesures visant à promouvoir et préconiser le développement durable. Parmi les sources de financement citées figurent le PNUD, la

Commission européenne, le Fonds-en-dépôt japonais, des fonds du Ministère de l'environnement du Japon, des gouvernements donateurs, des fondations et des donateurs privés. Par ailleurs, les répondants ont également indiqué qu'ils finançaient par leurs propres moyens des mesures de promotion et de sensibilisation au développement durable.

Soutien au processus d'EDD et à son contenu

Les réseaux consultés se livrent à toutes sortes d'activités à l'appui du développement de l'EDD dans un cadre aussi bien formel qu'informel, notamment:

- Organisation de conférences et d'ateliers;
- Production de matériels pédagogiques;
- Formation de personnel chargé de la sensibilisation du public et d'activités de mobilisation et de sollicitation;
- Recherche et renforcement des capacités en vue d'intégrer l'EDD dans les programmes à tous les niveaux d'éducation, notamment dans l'éducation non formelle;
- Organisation d'événements pour promouvoir les objectifs de l'EDD et de la DEDD.

Dans les contextes non formels, les réseaux apportent essentiellement leur contribution: à l'organisation, pour les élèves, d'ateliers et de cours qui s'appuient sur les connaissances et compétences acquises grâce au système éducatif formel; à l'environnement extrascolaire, à la santé et à l'hygiène, aux programmes d'éducation pour la paix; et aux programmes d'autonomisation des communautés. Dans les contextes informels, les réseaux s'emploient à renforcer les capacités par des réunions, un dialogue, la mise en place de mécanismes d'apprentissage par les pairs, des programmes pour les fonctionnaires, les formateurs d'enseignants, les ONG et le secteur privé, et un partenariat avec les médias locaux pour diffuser des messages clés aux autres parties prenantes au sein de la communauté. Parmi les outils et les mécanismes actuellement utilisés pour le renforcement des capacités et la formation figurent des ateliers de formation pédagogiques, une documentation relative à l'EDD, des cours non formels de formation d'instructeurs, des manuels de formation, l'utilisation des TIC, des boîtes à outils en ligne, des séminaires et conférences, des campagnes publiques, des programmes flexibles dans le domaine de l'apprentissage formel et non formel, des formations sanctionnées par un diplôme, des processus de formation pédagogique fondés sur le cadre systémique en faveur de la durabilité, et l'apprentissage par les pairs.

Les réseaux les plus consultés ont créé un certain nombre d'outils à l'appui de l'EDD auxquels tout organisme peut accéder par l'intermédiaire de son site Web. Par exemple, l'UNICEF, membre du Comité de coordination interagences sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, a élaboré des jeux en ligne, un cours d'apprentissage électronique sur trois mois et un logiciel éducatif qui peut être téléchargé gratuitement. La Charte de la Terre offre des cours en ligne de formation d'animateurs de jeunes⁸⁵. Tous les répondants communiquent sur leur site Web des nouvelles et des mises à jour sur leurs activités.

Réseaux et partenariats

Les réseaux de parties prenantes les plus consultés collaborent avec des partenaires régionaux et locaux sur des questions liées à l'EDD. L'élaboration d'objectifs, de missions et de plans communs est considérée comme l'un

des moyens de donner aux intéressés le sentiment d'être en charge du développement et de la mise en œuvre de l'EDD.

Tous les réseaux de parties prenantes consultés appartiennent à d'autres réseaux ou bien en sont les partenaires. Certains sont membres de réseaux universitaires, de commissions régionales (CEE, ASEAN), de réseaux spécialisés de la DEDD et de groupes d'organisations et de comités directeurs. Les membres des réseaux de parties prenantes font également partie à titre individuel de différents forums et comités directeurs.

Les centres régionaux d'expertise en réseau appuyés par l'UNU-IAS montrent bien comment différents groupes locaux au sein de la société, qui ne collaborent généralement pas mais sont liés mutuellement par des questions de durabilité, finissent par travailler de façon créative en vue d'améliorer la situation dans ce domaine (Encadré 21).

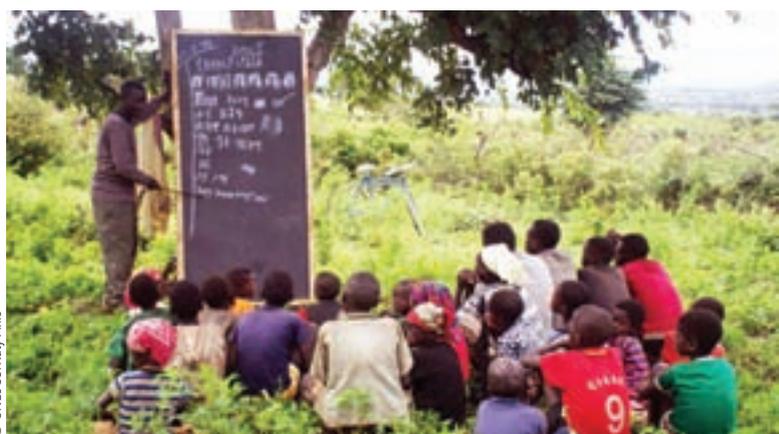
Le concept de centre régional d'expertise (CRE) a été conçu par l'Université des Nations Unies pour que les communautés locales et régionales puissent profiter de l'Éducation pour le développement durable (EDD). Un réseau mondial de centres régionaux d'expertise forme l'Espace mondial d'apprentissage au service du développement durable. Les centres régionaux d'expertise aspirent à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable en les adaptant au contexte des communautés locales au sein desquelles ils opèrent. Les éléments clés des centres régionaux d'expertise sont notamment la gouvernance, c'est-à-dire le traitement des questions de gestion et de direction, la collaboration avec divers partenaires et d'autres centres régionaux d'expertise, et enfin, la recherche et le développement. Les centres régionaux d'expertise s'efforcent également de transformer l'éducation actuelle en fonction des objectifs de la DEDD.

Encadré 21: Les centres régionaux d'expertise, exemple de mise en réseau régionale de l'EDD⁸⁶

Soutien financier et technique

Tous les réseaux de parties prenantes consultés apportent un soutien financier ou technique aux projets et programmes de recherche et d'innovation dans le domaine de l'EDD. L'UICN dispose ainsi d'un fonds pour l'innovation auquel les projets et les programmes peuvent faire appel⁸⁷. L'UNU-IAS accorde un financement pour des programmes, pour la mise à l'essai de modules, les services d'experts et de conseillers, ainsi que pour des stagiaires. D'autres ont signalé un soutien financier à des projets, sans toutefois préciser dans quels domaines et sous quelle forme. L'UNICEF et l'UNU-IAS citent des exemples d'élaboration de matériels, de concepts et de stratégies.

Un soutien technique est également fourni en interne aux membres du personnel travaillant pour les réseaux. Tous les réseaux participant à l'examen utilisent les TIC pour sensibiliser et former leur personnel. Les intranets de ces



© UNESCO/Katy Anis

réseaux fournissent régulièrement des informations et des mises à jour sur le développement durable. Des ressources en ligne sont disponibles pour la formation du personnel, de même que des débats et des forums en ligne (par exemple la Charte de la Terre et l'UICN) qui permettent

⁸⁵L'Initiative de la Jeunesse de la Charte de la Terre (ECYI) se présente comme « réseau audacieux et divers, convaincu qu'une action urgente s'impose pour créer un monde juste, viable et pacifique ». Elle considère que la durabilité doit être comprise et mise en œuvre d'une façon globale et intégrée, comprenant l'intégrité écologique, la justice sociale et économique et la démocratie, la non-violence et la paix. On peut trouver des informations sur l'ECYI et ses cours en ligne de formation d'animateurs de jeunes sur le site <http://www.earthcharterinaction.org/content/pages/Jeunes.html>.

⁸⁶Au début de 2009, l'UNU comptait 61 centres régionaux d'expertise (CRE). Pour en savoir plus sur ces centres et leur emplacement, voir le site www.ias.unu.edu/sub_page.aspx?catID=108&ddlID=183.

⁸⁷L'utilisation de ce Fonds pour l'innovation repose sur une approche intégrée des programmes de l'UICN (notamment régionaux, thématiques globaux et programmes des commissions), et des résultats clairs et scientifiquement crédibles peuvent être communiqués facilement à des publics clés et offrent de sérieuses possibilités d'attirer des investissements additionnels de la part des donateurs et des partenaires. Pour en savoir plus, on peut visiter le site www.iucn.org/about/work/global_programme/innovation/.

au personnel et à d'autres personnes de participer aux discussions. Des CD et des matériels vidéo sont également disponibles pour la formation du personnel.

Suivi et évaluation

Tous les réseaux de parties prenantes consultés signalent qu'ils ont mis en place des mécanismes de suivi et d'évaluation de leurs activités liées à l'EDD. La Charte de la Terre, par exemple, suit et évalue ses activités liées à l'EDD au moyen d'études qualitatives. Youth Action for Change envoie des questionnaires pour recueillir des informations en retour et effectue une analyse des résultats de ses projets. UNICEF et UN-HABITAT procèdent à une auto-évaluation et à des évaluations des effets des programmes ainsi qu'à des évaluations internes. L'UICN a adopté un processus de suivi et d'évaluation tandis que l'ACCU a mis en place un cadre d'évaluation assorti de méthodologies et d'indicateurs en vue d'évaluer les projets communautaires d'EDD (Encadré 22). L'UNU-IAS publie un rapport annuel sur ses activités d'EDD qui est fondé sur un processus de suivi et d'évaluation efficace.

L'ACCU a organisé un atelier sur le thème « *Approches de l'évaluation dans la perspective de l'EDD en Asie et dans le Pacifique* » à Tokyo et Miyagi (Japon) du 23 au 28 juin 2008, en collaboration avec la Miyagi University of Education et avec l'appui de la Commission nationale japonaise pour l'UNESCO, du Bureau de l'UNESCO à Bangkok, de l'UNU-IAS et du Centre régional d'expertise Greater Sendai Area. Un groupe d'experts et de représentants des centres d'excellence dans le domaine de l'EDD a mis au point un cadre d'indicateurs et de méthodologies pour évaluer les projets communautaires d'EDD, en particulier le *Programme d'innovation pour l'Asie-Pacifique ACCU-UNESCO en faveur de l'EDD*. La conception globale de l'opération d'évaluation a été résumée sous le nom de « HOPE », en ce sens qu'elle a été holistique, participative et émancipatrice pour toutes les parties prenantes à des projets EDD.

Encadré 22: Suivi et évaluation: un exemple de l'ACCU-UNESCO⁸⁸

De plus, la plupart des réseaux de parties prenantes consultés publient des rapports annuels sur leurs activités. Ces rapports sont le plus souvent disponibles en ligne et sont vérifiés par des experts avant d'être publiés.

Obstacles

Les sept réseaux de parties prenantes et de la société civile qui ont répondu au questionnaire dans le cadre du processus de consultation multipartenaire ont relevé un certain nombre d'obstacles et de problèmes communs rencontrés dans la mise en œuvre et la promotion de l'EDD, et dont certains portaient sur l'éducation formelle,

d'autres sur l'éducation non formelle et informelle, et d'autres encore sur ces trois types d'éducation. Parmi ces obstacles figurent:

- La différence floue entre EDD et EE;
- Le manque d'informations sur les méthodes à utiliser pour élaborer les processus liés à l'EDD;
- L'absence de réseaux d'éducateurs spécialisés pour faciliter l'échange de connaissances et d'expériences liées à l'EDD;
- Le financement de l'EDD;
- Le sentiment que l'EDD est excessivement axée sur l'éducation formelle;
- Les problèmes de coordination avec les gouvernements sur les questions liées à l'EDD, en particulier dans les domaines social et culturel;
- Le manque de sensibilisation du public au développement durable;
- Les difficultés à traduire la sensibilisation du public en changements de comportement;
- Le manque d'enseignants ayant reçu une formation à l'EDD.

Structures nationales de soutien à l'EDD dans le domaine de l'éducation non formelle et informelle

Les questionnaires par pays utilisés pour le bilan à mi-parcours de la Décennie ont effectivement permis d'en savoir plus sur les structures de soutien mises en place au niveau national. Les indicateurs suivants sont examinés: (1) disponibilité de fonds publics pour financer ce type d'apprentissage, (2) existence de lignes directrices ou d'autres formes d'assistance non financière apportée par des organismes publics à l'EDD non formelle et informelle, (3) groupes cibles d'initiatives d'EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel, (4) mesures supplémentaires prises à l'appui de l'éducation non formelle et informelle dans le cadre de l'EDD. Chacun de ces éléments sera examiné plus avant.

Disponibilité de fonds publics

Les gouvernements nationaux, suivis des ONG et de médias, semblent être les principaux circuits de distribution de fonds publics en faveur de l'EDD dans des contextes d'apprentissage non formel et informel, mais on a constaté certaines différences d'une région à l'autre. Dans la plupart des régions, les autorités municipales, les groupes

⁸⁸L'objectif global du Programme d'innovation ACCU-UNESCO est de lancer et appuyer des projets qui serviront de bons exemples pour la mise en œuvre et la promotion de l'Éducation au service du développement durable (EDD) dans la région Asie-Pacifique. Pour en savoir plus, voir le site www.accu.or.jp/ESD/projects/ip/index.html.

professionnels et les travailleurs syndiqués ne jouent qu'un rôle très limité en tant qu'agents de distribution de fonds publics visant à sensibiliser davantage le public au développement durable et à le lui faire mieux comprendre. Cela tient peut-être à une insuffisance des données, car il existe dans divers pays, au niveau des districts locaux, de nombreux programmes d'EDD en cours qui n'ont peut-être pas été pris en compte. Une autre explication pourrait être le fait que les fonds alloués à des initiatives locales dans les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes et Asie-Pacifique proviennent souvent de donateurs, dans la mesure où certains ont indiqués qu'ils avaient d'autres agents de distribution en dehors de ceux qu'ils ont indiqués dans le questionnaire.

Dans la région Europe-Amérique du Nord, d'autre part, la plupart des pays répondants déclarent investir des fonds publics dans les activités d'EDD non formelles et informelles par l'intermédiaire non seulement du gouvernement national, mais aussi d'ONG, du secteur privé et d'établissements d'enseignement qui jouent également un rôle dans l'apprentissage non formel et informel. On trouvera dans l'Encadré 23 certains exemples provenant de la région.

Chypre: Le gouvernement a créé le réseau officiel de centres d'éducation à l'environnement pour tenter de lier l'éducation formelle et l'éducation non formelle afin de dispenser efficacement l'EDD dans le cadre du système éducatif. Des établissements d'enseignement tels que l'Institut pédagogique de Chypre financent des cours de formation expérimentaux qui ont pour but de familiariser les éducateurs avec des méthodes et des approches qui les aideront à utiliser des contextes en plein air comme un important outil d'éducation et d'apprentissage concernant les questions de durabilité. Enfin, le secteur privé et des ONG financent des activités qui ont été développées en collaboration avec le gouvernement et des établissements d'enseignement, tels que des événements au sein des communautés locales, des séminaires et des projets en plein air fondés sur l'éducation non formelle.

Écosse: Au Royaume-Uni, le Gouvernement écossais finance diverses activités relatives à l'EDD essentiellement par le truchement du Gouvernement, des autorités locales, d'ONG et d'établissements d'enseignement (bien que de façon non exclusive). Il finance par exemple, le « Forum écossais pour le développement durable » qui préconise un développement durable et constitue en Écosse un pôle de réflexion et d'action au service d'un avenir meilleur.

Encadré 23: Exemples de financement public de l'EDD dans deux pays d'Europe⁸⁹

Soutien non financier fourni par des organismes publics à l'EDD non formelle et informelle

Des lignes directrices et des formes d'appui non financier sont fournies suivant un schéma similaire à celui qui a été présenté plus haut, en ce sens que le gouvernement national et des ONG jouent un rôle clé dans la mise en place de dispositions de ce genre, mais actuellement, l'accent est également mis sur le rôle des établissements d'enseignement. Là encore, on observe des différences d'une région à l'autre, les pays africains signalant des efforts très limités, de la part de leurs gouvernements, pour sensibiliser plus activement la population au développement durable et pour le lui faire mieux comprendre au moyen de l'apprentissage non formel et informel. La plus grande partie du soutien ainsi fourni provient d'organisations donatrices et des réseaux de parties prenantes et de la société civile tels que ceux qui ont déjà été décrits dans ce chapitre. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la plupart des pays répondants soulignent le rôle majeur des ONG et des médias. Les gouvernements des États et des provinces ainsi que les autorités municipales sont également mentionnés à maintes reprises pour leur rôle important. Là comme ailleurs, le secteur privé, les syndicats, les commissions régionales et les groupes confessionnels sont à la traîne pour ce qui est de donner des directives et d'autres formes de soutien non financier à l'EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel. La situation dans la région Europe et Amérique du Nord est tout à fait similaire.

Groupes ciblés par les initiatives d'EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel

Dans la plupart des pays, les initiatives d'EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel s'adressent à la jeunesse non scolarisée et aux adultes. Dans certains pays, les économiquement faibles ou les pauvres sont considérés comme des groupes cibles spécifiques. Les visiteurs des lieux de loisirs (parcs, musées et jardins botaniques), les jeunes et d'autres groupes sont

⁸⁹Source: Rapport de synthèse sur la région Europe - Amérique du Nord: http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

également mentionnés. L'Encadré 24 indique certains des groupes cibles identifiés par certains des pays répondants de la région Amérique latine-Caraïbes.

| | |
|-------------------|--|
| Colombie | Enseignants, instructeurs et dirigeants communautaires pour le développement de projets d'éducation environnementale à l'école (PRAE); délégués d'établissements faisant partie des commissions techniques inter institutions sur l'éducation environnementale (CIDEA); techniciens. |
| Costa Rica | Population nationale, questions concernant l'environnement, la parité hommes-femmes, la santé, la transparence, les valeurs, l'éducation sexuelle, les droits de l'homme, etc. |
| Cuba | Enfants, élèves et jeunes, femmes rurales, population des zones rurales et montagneuses et écosystèmes côtiers. |
| Honduras | Enfants, jeunes et adultes. |
| Pérou | Enfants, jeunes et jeunes adultes, familles et ensemble de la communauté. |

Encadré 24: Exemples de groupes cibles des initiatives EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel en Amérique latine⁹⁰

Mesures supplémentaires de soutien à l'éducation non formelle et informelle dans le domaine de l'EDD

Les mesures supplémentaires prises à l'appui de l'éducation non formelle et informelle varient par leur nature et selon le public qu'elles visent. Dans certains pays, ces mesures visent essentiellement à promouvoir la coopération entre les organisations gouvernementales et les ONG, comme les mouvements de jeunesse, les organisations/associations paysannes ou les groupes de femmes. Elles consistent aussi à produire des matériels d'information sur l'EDD destinés au public.

Au niveau régional et sous-régional en Asie-Pacifique, par exemple, des initiatives en faveur de la jeunesse font rapidement leur apparition en vue de faire participer les jeunes à des débats, des activités et des projets liés au développement durable dans le cadre de retraites, de conférences, de concours et de forums en ligne. Ces initiatives sont menées par des ONG, le secteur privé, les pouvoirs publics, des universités et des organisations

intergouvernementales. Le Tableau 13 indique un certain nombre de mécanismes de soutien supplémentaires en place dans certains pays africains.

| Pays | Soutien supplémentaire |
|----------------------------------|---|
| Botswana | Réunions publiques, programmes radiophoniques, publicité à la télévision et journées de commémoration nationale. |
| Éthiopie | Un Forum Gouvernement-ONG a été organisé et coordonné par le Département de l'EDDP/Planification du Ministère fédéral de l'éducation. |
| Burkina Faso | Programmes axés sur l'alphabétisation, la formation intensive pour le développement et la formation professionnelle. |
| Malawi | Visites d'échange à des endroits où ont lieu des projets/activités d'EDD. Consultations avec les parties prenantes dans le cadre d'organisations telles que le Service de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (TEVETA) et le Malawi Entrepreneurs Development Institute (MEDI), entre autres. |
| Kenya | Financement accru en faveur des institutions non formelles s'occupant de questions en rapport avec l'EDD. |
| République centrafricaine | Campagnes de sensibilisation menées par des ONG dans le cadre des problèmes de déboisement. |
| Afrique du Sud | Programmes d'EDD tels que ceux offerts par le Ministère de l'eau et du tourisme, le programme élargi de travaux publics et le Ministère de la santé (entre autres). |

Tableau 13: Soutien supplémentaire apporté à l'EDD dans le domaine de l'éducation non formelle et informelle dans certains pays africains.

Là encore, les pays participants de la région Amérique latine et Caraïbes mettent l'accent sur le rôle des médias. Cuba, par exemple, signale la création de deux chaînes de télévision éducatives et de télécentres provinciaux, mais aussi l'organisation de cours universitaires pour tous. Le

⁹⁰Source: Rapport de synthèse sur la Région LAC: http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

Honduras fait état du développement des programmes éducatifs à la radio et à la télévision. Le Pérou signale également le rôle de ses Commissions environnementales nationales (CAR) et des centres culturels locaux.

Dans la région Europe et Amérique du Nord, toutes sortes de mesures additionnelles sont prises pour faire une place à l'EDD dans le cadre de l'éducation non formelle et informelle: séminaires et éco conférences; dialogues avec des ONG et les médias; leçons à l'intention des enfants des écoles; campagnes de sensibilisation; programmes de radio et télévision; films documentaires, vidéos promotionnelles et publicités télévisées; vidéo, films d'animation et dessins animés; excursions; manuels interprétatifs, affiches routières, cartes pour les touristes; revues, brochures, tracts, prospectus, dépliants, banderoles et affiches publicitaires;

expositions de photos et de dessins; histoires pour enfants et sites Web spéciaux.



© UNESCO/Dominique Roger

Conclusion

On peut conclure de l'examen de la contribution de sept réseaux internationaux et organisations de la société civile ainsi que de l'analyse des questionnaires par pays que, dans un contexte d'apprentissage non formel et informel, l'EDD est non seulement à l'ordre du jour dans de nombreuses parties du monde, mais qu'elle est aussi soutenue activement par toutes sortes de dispositions financières et non financières. Il est cependant impossible de dire au stade actuel si le volume et la qualité de ce soutien sont suffisants pour tirer tout le parti possible des possibilités apparemment infinies qu'offre l'apprentissage lié à l'EDD dans des contextes non formels et informels.

Les informations disponibles sur les sommes allouées à l'EDD dans le cadre de l'éducation informelle et non formelle sont limitées. On n'en sait guère plus sur l'utilisation qui est faite des ressources fournies très librement sur support papier aussi bien que sous forme numérique. Il faut également en savoir plus sur les groupes qui utilisent ces ressources, et en quelles quantités.

De plus, la promotion de l'EDD dans des contextes d'apprentissage informel et non formel semble exiger de nouveaux modes d'allocation de fonds aux ONG, aux groupes confessionnels, aux organisations de la société civile, aux réseaux de parties prenantes et autres désireux de développer l'EDD dans des contextes d'apprentissage semi-structurés ou non structurés qui ne peuvent être en principe ni contrôlés ni gérés. Cela peut avoir des conséquences non seulement sur le mode de distribution des fonds, mais aussi sur la façon de déterminer si ceux-ci sont dépensés d'une manière efficace et efficiente étant donné que l'impact des dépenses consacrées à l'EDD dans des contextes informels et non formels n'est pas facile à mesurer.

Chapitre 8 Recherche et développement en EDD

La recherche et l'innovation constituent l'une des sept stratégies recommandées dans le Plan international de mise en œuvre pour faire avancer la DEDD. L'UNESCO voit dans la recherche un élément essentiel du succès de la DEDD.

La recherche en EDD pourrait être centrée sur un certain nombre de domaines, notamment:⁹¹

- Clarification des concepts (par exemple, définir l'EDD et la recherche dans ce domaine et les redéfinir à mesure qu'elles évoluent);
- Sensibilisation (par exemple, en quoi consistent de bonnes pratiques?);
- Analyse de la politique (par exemple, quelles politiques éducatives favorisent ou entravent l'EDD?);
- Analyse du programme d'enseignement (par exemple, repérer les contenus actuels ayant un rapport avec la durabilité);
- Méthodes de renforcement de la capacité d'entreprendre des recherches relatives à l'EDD (par exemple, évaluations des besoins des praticiens et des chercheurs);
- Évaluation des pratiques (par exemple, identifier les bonnes pratiques en vue d'éventuelles études de cas);
- Apprentissage (les citoyens de demain doivent apprendre à s'orienter vers un avenir plus viable, d'où l'importance cruciale de la recherche sur l'apprentissage).

Dans quelle mesure existe-t-il des mécanismes et des structures qui soutiennent la recherche et le développement en matière d'EDD ? Pour répondre à cette question, les indicateurs suivants, définis dans le Cadre mondial de suivi et d'évaluation et utilisés dans les questionnaires adressés aux pays, seront présentés: disponibilité d'un financement national pour la recherche et le développement sur l'EDD, disponibilité de programmes de formation et de recherche de troisième cycle, disponibilité de bourses ou d'un soutien financier pour l'innovation et le renforcement des capacités concernant la pratique de l'EDD, possibilités d'évaluation de la qualité de l'EDD, initiatives existantes en matière de recherche et d'évaluation et enfin, diffusion de la recherche sur l'EDD.

Les informations sur ces éléments sont limitées, en partie parce que la recherche et le développement sur l'EDD en sont soit à leurs débuts, soit n'existent pas dans de nombreux pays qui participent au bilan à mi-parcours de la Décennie.

⁹¹Voir également: McKeown, R. (2007). Setting the Stage for a Strategic Research Agenda for UNDESD: Atelier conjoint UNU-UNESCO. Journal of Education for sustainable Development 1(1) 91-96.

Disponibilité d'un financement national pour la recherche et le développement sur l'EDD

Il ressort des réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation qu'il existe des différences marquées entre les régions: plus de la moitié des pays arabes et européens signalent l'existence de fonds spécifiques pour la recherche et le développement sur l'EDD, tandis que dans les régions d'Amérique latine-Caraïbes, d'Afrique et d'Asie-Pacifique, ces fonds sont, au mieux, très limités. Mais il faut dire aussi que certains pays ont des difficultés à préciser le montant du financement, notamment parce qu'il n'est pas toujours aisé de déterminer, parmi les fonds de recherche et de développement, ceux qui concernent spécifiquement l'EDD.

Du fait que les questionnaires ont été envoyés à des représentants des gouvernements nationaux, l'enquête n'a pas pris en compte une part potentiellement importante du financement de la recherche et du développement sur l'EDD assuré par des organisations intergouvernementales (par exemple l'Union européenne ou la Banque mondiale) et des fondations (comme la Fondation Windrock, la Fondation Bill et Melinda Gates ou la Fondation Rockefeller) et des réseaux multipartenariaux (tels que l'UICN).

Bourses d'EDD et programmes de formation et de recherche postuniversitaires

Le nombre de cours de niveau master ou doctorat portant sur l'EDD est assez faible, bien qu'il existe dans toutes les régions des pays offrant ces deux types de cours. Lorsqu'un pays indique qu'il offre des programmes de maîtrise ou de doctorat, cela dépend de la façon dont il définit le diplôme d'EDD. Certains pays considèrent que les diplômes en études environnementales, en conservation de la biodiversité ou en gestion intégrée des ressources en eau sont des diplômes d'EDD ou liés à l'EDD, et d'autres non. Certains ne prennent en compte que les diplômes qui comportent l'EDD dans leur titre ou qui sont axés sur l'apprentissage et l'éducation dans le contexte du développement durable. Certains considèrent une maîtrise ou un doctorat en éducation à l'environnement comme un diplôme d'EDD, et d'autres non. Une classification plus fine

est indispensable si l'on veut avoir une idée plus précise de l'état de l'EDD dans l'enseignement supérieur.

De même, les réponses concernant la disponibilité de bourses sont assez limitées et dépendent dans une certaine mesure de ce que l'on entend par une bourse au titre de l'EDD. Actuellement, les informations sur les bourses paraissent assez dispersées et peu accessibles. On peut néanmoins conclure qu'il existe des bourses d'EDD dans toutes les régions.

Soutien financier à l'innovation et au renforcement des capacités

Les critères d'octroi et l'existence d'un soutien financier à l'innovation et au renforcement des capacités pour la pratique de l'EDD varient d'un pays à l'autre. Là où un tel financement est disponible, il est essentiellement assuré par des organisations intergouvernementales et des ministères, mais dans certaines régions (par exemple l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Nord), le secteur privé peut aussi apporter sa contribution. Les rapports régionaux identifient les diverses parties pouvant bénéficier d'un soutien financier à ce titre: étudiants, enseignants/lecteurs, responsables gouvernementaux, chercheurs individuels, écoles et universités, organisations, ONG, coalitions d'ONG, jeunes entrepreneurs et organisations faitières ou réseaux.

Possibilités d'évaluation de la qualité de l'EDD

Comme il ressort des réponses, les possibilités d'évaluation de la qualité de l'EDD varient d'un pays à l'autre. Certains pays ne signalent aucune activité dans ce domaine, tandis que d'autres offrent déjà des possibilités, souvent en mettant à profit les évolutions en matière de certification des enseignants et l'émergence de groupes de travail pour évaluer la qualité de l'EDD. S'agissant de l'évaluation de la qualité dans l'éducation formelle, diverses méthodologies sont apparues à ce jour, à une échelle restreinte, faisant appel à différents outils (rubriques, portfolios, narration et entretiens). Un changement dans la conception de la scolarisation et de l'évaluation est souvent nécessaire pour implanter, appuyer et maintenir de telles pratiques d'évaluation de la qualité, même au niveau de l'école. La plupart des pays répondants signalent l'absence

d'initiatives de recherche et d'analyse appropriées pour évaluer l'efficacité et les résultats de l'EDD. Cette lacune a suscité une réaction au plan international, comme en témoigne l'augmentation rapide du nombre de documents, articles et projets portant sur l'évaluation de la qualité de l'EDD (Encadré 25).

Finlande: Une caractéristique du système finlandais est l'obligation d'évaluation, omniprésente dans la législation relative à l'éducation, ce qui signifie que les performances de tous les enseignants, à quelque niveau que ce soit, doivent faire l'objet d'une évaluation. La recherche est également évaluée. Il est ainsi possible d'évaluer la qualité des initiatives en matière d'EDD mais, faute de ressources humaines et financières suffisantes, l'évaluation n'est pas aussi répandue qu'elle pourrait l'être.

Dans les années 90, le Conseil national de l'éducation a réalisé une évaluation à grande échelle du développement durable dans son secteur. En 2000 et 2001, l'EDD a été évaluée dans le cadre de l'établissement du programme Baltic 21E. Un comité développement durable nommé par le Ministère de l'éducation a entrepris certaines évaluations sur l'évolution du développement durable de 2002 à 2006. L'évolution du développement durable et de l'EDD est actuellement étudiée, par exemple dans le cadre du forum sur le développement durable des universités et instituts polytechniques (sous la direction du Resource Centre de l'Université Åbo Akademi et du Conseil national de l'éducation).

Royaume-Uni: Ofsted, l'organisme anglais chargé des programmes et de l'inspection scolaires a mis au point le système d'autoévaluation durable des écoles « s3 » qui offre aux établissements primaires et secondaires un cadre pour évaluer leurs progrès dans le sens de l'objectif de durabilité. Actuellement, le « s3 » est une évaluation volontaire, mais il représente un effort important pour identifier les résultats que le gouvernement s'efforce d'obtenir dans le domaine de l'EDD. En 2008, l'Ofsted a également publié une évaluation des inspections effectuées dans 41 établissements pour déterminer l'existence d'un enseignement de la durabilité en classe, ce qui a révélé un faible niveau de connaissance et de sensibilisation à cette question dans la plupart des établissements⁹².

Encadré 25: Possibilités d'évaluation de la qualité de l'EDD dans deux pays d'Europe⁹³

Diffusion des résultats de la recherche-développement sur l'EDD

La recherche-développement en matière d'EDD n'est guère développée dans le monde. Bien qu'un certain financement soit disponible pour la recherche sur l'EDD et que des cours de formation postuniversitaires soient actuellement offerts dans le monde entier, les mesures prises sont insuffisantes pour assurer son développement: la majorité des pays n'accordent pas de bourses, ne soutiennent guère l'innovation et le renforcement des capacités pour la pratique de l'EDD, et les différentes initiatives font rarement l'objet d'une évaluation. La plupart des recherches existantes sur l'EDD sont, là encore, axées sur l'éducation formelle.

Les éditeurs universitaires jouent un rôle important en diffusant les résultats des travaux de recherche sur l'EDD dans leurs ouvrages et revues, qui sont de plus en plus basés sur le Web et disponibles par voie électronique. Les coûts d'accès à ces revues et ouvrages peuvent toutefois constituer un obstacle dans de nombreuses régions du monde. Il existe dans chaque région des revues universitaires consacrées à l'éducation à l'environnement qui rendent compte de plus en plus des recherches sur l'EDD (Encadré 26).

The Chinese Journal of Environmental Education
The Southern African Journal of Environmental Education
The Canadian Journal of Environmental Education
The Australian Journal of Environmental Education
Tópicos en Educación Ambiental
Environmental Education Research
The Journal of Applied Environmental Education and Communication
The International Journal of Geographic and Environmental Education
Journal of environmental Education Research.

Encadré 26: Exemples de revues d'éducation à l'environnement rendant compte de recherches sur l'EDD.

⁹²L'évaluation peut être téléchargée via: [http://www.ofsted.gov.uk/Ofsted-home/Publications-and-research/Browse-all-by/Education/Leadership/Management/Schools-and-sustainability/\(language\)/eng-GB](http://www.ofsted.gov.uk/Ofsted-home/Publications-and-research/Browse-all-by/Education/Leadership/Management/Schools-and-sustainability/(language)/eng-GB).

⁹³Source: Rapport de synthèse sur la région Europe et Amérique du Nord: http://portal.unesco.org/education/en/ev.phpURL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.



© Bruce Fransworth

Depuis le début de la Décennie, une nouvelle revue universitaire spécifiquement consacrée à l'EDD a été créée: l'*International Journal of Education for Sustainable Development*. De plus, des revues générales de recherche pédagogique rendent parfois compte de questions en rapport avec l'EDD (par exemple, le *Journal of Curriculum Studies* et l'*International Journal of Science Education*). Il existe en outre des revues universitaires qui traitent d'aspects du développement durable et qui évoquent, à l'occasion, des recherches ou le rôle de l'éducation, de la communication et de l'apprentissage dans le contexte du développement durable (par exemple, *Local Environment*, *Journal of Peace Education*, *Journal of Sustainable Agriculture*). Enfin, de nombreuses recherches financées par des organisations donatrices internationales et des organisations intergouvernementales sont mentionnées dans des documents imprimés et sur des sites Web.

L'utilisation de plates-formes universitaires telles que des revues pour diffuser la recherche a pour inconvénient d'attirer généralement un cercle relativement restreint de chercheurs en éducation à l'environnement et EDD, sans atteindre les praticiens. Le langage utilisé (universitaire et le plus souvent en anglais) pose des problèmes à beaucoup d'enseignants, d'administrateurs et de décideurs, en outre, les coûts élevés d'accès par voie électronique ou d'abonnement à ces revues constituent un obstacle. Il n'existe actuellement que très peu de plates-formes EDD en ligne ou de wikis d'accès ou de ressource libres qui soient à la fois compréhensibles et accessibles.

Peu d'éléments indiquent, dans le bilan à mi-parcours, que l'on ait mis en place dans les domaines de l'éducation formelle, du perfectionnement professionnel et de la formation des enseignants, des politiques encourageant les

éducateurs à devenir eux-mêmes des praticiens capables de conduire une réflexion et une recherche sur leur propre pratique. Il existe cependant certains réseaux de praticiens et d'universitaires qui s'efforcent de combler l'écart entre théorie et pratique en utilisant des formes de recherche concrète pour améliorer les pratiques (Encadré 27).

- L'ENSI est un réseau gouvernemental international qui met l'accent sur la promotion de l'éducation pour le développement durable dans les écoles.
- La force de l'ENSI tient à l'action combinée des décideurs, des chercheurs, des formateurs d'enseignants et de leurs élèves et des écoles pilotes avec les enseignants et les élèves.
- Opérant dans ce contexte, l'ENSI réalise des études de cas sur la formation des enseignants, mène des recherches en effectuant des analyses croisées et définit des tendances et des lignes directrices en ce qui concerne la formation des enseignants orientée vers l'avenir.
- L'ENSI organise également des études de cas sur la promotion de l'EDD dans les écoles et élabore des lignes directrices et une série de critères croisés en soumettant ces études à une analyse croisée.
- L'ENSI influe sur les décisions de fond au niveau international en combinant des processus internationaux de développement qualitatif et d'amélioration de la qualité lors de conférences internationales, et en formulant des directives et des critères tels que ceux du processus de la CEE sur l'EDD.
- L'ENSI soutient les écoles en les aidant dans leur propre développement, et encourage les échanges internationaux en influençant des réseaux dans toute l'Europe et dans d'autres régions du monde.
- L'ENSI organise et favorise l'échange de compétences dans le domaine de la formation à la recherche sur le développement durable en offrant une plate-forme à des experts chevronnés ainsi qu'à de jeunes chercheurs innovants.

Encadré 27: The Environment and School Initiatives (ENSI)⁹⁴

⁹⁴The Environment and School Initiatives (ENSI). L'ENSI a été créée en 1986 par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement de l'OCDE. Pour de plus amples renseignements sur l'ENSI, voir le site www.ensi.org.

Conclusion

Le bilan à mi-parcours de la Décennie montre que la voie est ouverte à la recherche-développement sur l'EDD, mais que le soutien à cette recherche, en particulier dans l'enseignement supérieur, est apparemment assez limité. Une évaluation de la qualité de l'EDD s'impose d'autant plus que la pratique de l'EDD progresse. Bon nombre des dispositifs pour l'évaluation de la qualité de l'EDD (par exemple l'élaboration d'indicateurs de l'EDD) sont soutenus par des organismes internationaux, et plus rarement par des gouvernements nationaux. Les réunions d'experts organisées par l'UNESCO (Paris 2006⁹⁵, Ahmedabad 2007⁹⁶ et Forum de Tokyo 2008⁹⁷) pour établir un programme de recherche sur l'EDD dans le cadre de la DEDD/EDD ont permis de mieux faire comprendre la

signification et le potentiel d'une telle recherche et la façon dont on peut la soutenir en établissant des lignes directrices et « une feuille de route pour la recherche sur l'EDD » en collaboration avec les chercheurs, les décideurs et les praticiens.

L'interface entre la recherche sur l'EDD et d'autres domaines de recherche connexes, portant par exemple sur l'éducation, l'enseignement, l'apprentissage et la communication dans le contexte de la paix, du développement, de la santé et autres demande peut-être à être explorée afin de créer des synergies et de tirer parti d'autres sources potentielles de financement de la recherche.

⁹⁵Les principaux résultats de cette réunion figurent dans McKeown, R. (2007). Setting the Stage for a Strategic Research Agenda for UNDES: Atelier conjoint UNU-UNESCO. *Journal of Education for Sustainable Development* 1(1) 91-96.

⁹⁶Cette réunion s'est tenue durant la Quatrième Conférence internationale sur l'éducation à l'environnement, qui a eu lieu du 24 au 28 novembre 2007 au Centre indien pour l'éducation à l'environnement, à Ahmedabad (Inde). Le Centre a accueilli la conférence organisée par le Gouvernement indien sous le copatronnage de l'UNESCO et du PNUE. Pour en savoir plus, on peut aller sur le site www.tbilisiplus30.org/.

⁹⁷Le Forum international pour le dialogue sur l'éducation au service du développement durable de 2008 (Tokyo, Japon, 2-5 décembre 2008) a été organisé pour utiliser l'expérience collective comme base pour renforcer l'action future; définir des projets stratégiques axés sur les résultats pour la deuxième moitié de la Décennie; examiner la possibilité de créer un consortium mondial pour l'EDD comprenant le secteur privé et les ONG; et étudier l'apport de la recherche et de l'innovation à la Décennie. Les résultats de la réunion peuvent être consultés à l'adresse suivante www.ESD-world-conference-2009.org/fileadmin/download/TokyoRecommendations_FINAL.pdf.

Chapitre 9 Appréhender la seconde moitié de la Décennie

Le développement et la mise en œuvre de l'EDD constituent un défi global et se heurtent à un grand nombre d'obstacles dans le monde entier. Cela n'a rien de surprenant sachant que l'EDD comporte de nombreuses facettes, recoupe un grand nombre de secteurs et de disciplines, met l'accent sur de nouvelles formes d'apprentissage et de nouveaux modes de pensée, et doit s'inscrire dans des contextes locaux tout en étant ouverte et sensible à ce qui se passe ailleurs. Il n'existe donc pas une seule et unique façon de mettre l'EDD en œuvre. Bien que chaque pays soit unique par sa façon de relever le défi du développement durable et par le rôle qu'il attribue à l'éducation et à l'apprentissage dans sa réalisation, on voit apparaître un certain nombre de questions et d'obstacles communs. Certains ont un caractère intrarégional (en ce sens qu'ils sont communs à une même région) mais beaucoup sont interrégionaux (c'est-à-dire communs à diverses régions).

Cet examen à mi-parcours de la Décennie a permis d'identifier 10 grands domaines d'action pour la seconde moitié de la DEDD.

1. Sensibilisation, signification et portée de l'EDD

La faible sensibilisation à l'EDD et la compréhension limitée de celle-ci à tous les niveaux posent encore un problème fondamental, d'où un soutien insuffisant de la part des sociétés et des pouvoirs publics. Ces facteurs peuvent empêcher les gens de reconnaître la présence et la valeur de l'EDD dans des activités menées sans le label « EDD » mais qui constituent dans le fond une éducation et un apprentissage dans un contexte de développement durable. Il faut s'efforcer d'assurer une communication créative de l'EDD d'une façon qui permette à diverses interprétations de l'EDD et du développement durable de coexister. Il faut envisager à cet égard la participation

des médias (sur support papier et non écrits / sur le Web) pour assurer la communication concernant l'EDD et le développement durable, et pour engager des dialogues au moyen de logiciels libres dans le monde sur ces sujets au sein des différents publics et entre eux, en particulier avec les jeunes.

Bien qu'il faille laisser une place pour diverses interprétations et significations de l'EDD, il existe un consensus sur le fait que l'éducation et l'apprentissage dans le contexte du développement durable doivent reconnaître les interconnexions entre les aspects environnementaux, sociaux, culturels et économiques du développement durable. De nombreux pays ont pour habitude de prendre en compte la dimension environnementale du développement durable et n'ont aucun problème à la faire, mais il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit des dimensions sociales et économiques de la question.

En conséquence, la mise en œuvre de l'EDD est une tâche complexe et parfois contradictoire (on fixe par exemple des priorités thématiques tout en préconisant une approche globale) et elle implique donc une communication attentive avec de multiples parties prenantes à différents niveaux.

2. Réorientation des programmes, de l'enseignement et de l'apprentissage

De par sa nature, l'EDD exige que des questions comme les programmes, l'enseignement et l'apprentissage soient envisagées dans des perspectives nouvelles. L'EDD et le développement durable ont tendance à se concentrer sur les connexions, les échanges, les rapports et les interactions. Les principales structures éducatives sont cependant fondées sur une fragmentation plutôt que sur des connexions et une synergie. De plus, la quête d'un monde plus durable exige la participation sans réserve et démocratique de tous les membres de la société, ce qui devrait également avoir des incidences sur l'enseignement et l'apprentissage.

L'EDD appelle de nouveaux types d'apprentissage de nature non pas tant transmissive (c'est-à-dire un apprentissage à caractère reproductif) que transformatrice (c'est-à-dire un apprentissage qui induit un changement). Ce dernier nécessite une perméabilité entre les disciplines, les écoles et l'ensemble de la communauté, et entre les cultures, ainsi que la capacité d'intégrer, de connecter, d'opposer et de concilier diverses visions du monde. Ces multiples visions du monde incluent également les savoirs et modes de connaissance autochtones, les voix des individus marginalisés et la reconnaissance de la valeur intrinsèque du monde non-humain. Il conviendrait de soutenir les initiatives en faveur des enseignants qui leur permettent de devenir eux-mêmes des chercheurs en EDD dans leurs propres écoles et salles de classe.

Les innovations impulsées par l'EDD dans l'enseignement et l'apprentissage sont encore très limitées, et le monde entier a besoin de méthodologies alternatives susceptibles de renforcer les capacités des individus aux fins du développement durable. Il s'agit par exemple de comprendre la complexité, de prendre conscience des connexions et des interdépendances, de participer à des processus de décision démocratiques, de mettre en question les systèmes dominants et acceptés comme tels, de même que les habitudes qui paraissent fondamentalement non viables.

L'EDD nécessite que l'on mette l'accent sur de nouveaux processus d'apprentissage et de nouvelles méthodes pédagogiques au lieu de se contenter de traiter des questions de développement durable et de se concentrer sur le transfert de connaissances sur ces questions. Les

écoles, les instituts chargés d'élaborer les programmes et les organismes de recherche pédagogique devraient être à l'avant-garde de la recherche et du développement de ces nouvelles formes d'apprentissage et des types de programmes, de contextes d'apprentissage et de rapports entre l'école et la communauté qui sont nécessaires pour permettre à cet apprentissage de prospérer.

3. Renforcement des capacités

Au cours des prochaines années, le développement professionnel de l'EDD devrait également porter sur la façon de renforcer les capacités des enseignants, des directeurs et des animateurs pour inaugurer et améliorer ces nouveaux types d'apprentissage inspirés de l'EDD dans les écoles, les universités, sur le lieu de travail et dans les quartiers. Il faut aménager un espace pour développer et expérimenter ces nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage. Les rapports de synthèse régionaux ont suggéré plusieurs mesures dont s'inspire pour beaucoup ce rapport. On peut citer entre autres des cours pédagogiques sur l'EDD pour l'éducation formelle (y compris l'éducation de la petite enfance et l'enseignement professionnel) et non formelle; l'enseignement à distance sur le développement, la mise en œuvre et la diffusion de l'EDD au plan régional; des cours de formation à l'intention des directeurs d'école et des administrateurs sur l'EDD et la politique pédagogique dans ce domaine; la conception d'un cours sur l'EDD à l'intention des décideurs au niveau national, régional et local.

Dans les pays où existe une tradition d'éducation à l'environnement bien ancrée, les cours de ce genre devraient faire la liaison avec l'EDD. Il est également nécessaire de renforcer l'EDD dans la formation continue et l'enseignement professionnel pour les faire contribuer plus activement et explicitement à la mise en œuvre de l'EDD.

L'EDD devrait, du fait de la responsabilité sociale croissante des entreprises, faire désormais partie intégrante de la formation des chefs d'entreprise et des responsables de l'industrie. Ce dernier aspect n'a guère été souligné dans la DEDD à ce jour, bien que l'EDD semble avoir fait une percée remarquable dans certains domaines de l'enseignement technique et professionnel et de la formation.

Il semble crucial de renforcer les capacités dans le domaine de l'apprentissage social multipartenarial, ainsi que de faciliter et renforcer l'établissement de réseaux entre écoles, établissements d'enseignement/organisations et d'autres partenaires potentiels en matière d'EDD au niveau local, national et international. Un renforcement des capacités s'impose également dans les contextes d'apprentissage non formel et informel (par exemple dans le monde des affaires et de l'industrie et dans le secteur des ONG).

4. Recherche, suivi et évaluation

Un soutien à la recherche sur l'EDD est nécessaire pour améliorer aussi bien la qualité de l'EDD que la base de connaissances sur laquelle elle repose. Cette recherche pourrait porter sur les éléments suivants: (1) fondements théoriques et discours critique sur l'EDD; (2) identification et analyse des éléments et des efforts qui facilitent ou entravent l'EDD; (3) identification et analyse de la contribution évolutive de l'EDD au monde de l'éducation (par exemple pratique, programmes et résultats scolaires); (4) identification et analyse de la contribution évolutive de l'EDD à la viabilité de la société; (5) utilisation des données de recherche sur l'EDD pour prendre des décisions éclairées; (6) vérification de l'avancement de la DEDD (c'est-à-dire suivi et évaluation). En ce qui concerne le point 6, de nombreux acteurs s'occupant de l'EDD demandent que l'on mette au point des indicateurs d'EDD adaptés aux contextes. La plupart des pays n'ont toujours pas mis en place de cadre national d'indicateurs d'EDD et pourraient avoir besoin d'une assistance dans ce domaine.

Il faut apporter un soutien accru à la recherche sur l'EDD. Pour faciliter ce processus, il faut affecter des ressources à des projets de recherche interdisciplinaire, à des projets spécifiques d'EDD et à des projets d'EDD portant sur des aspects socio-économiques. La création de fonds de recherche sur l'EDD avec l'aide de donateurs internationaux et de fondations nationales pour la recherche peuvent contribuer à une amélioration qualitative et quantitative de la recherche sur l'EDD de la part aussi bien des universitaires que des praticiens.

Un inventaire et une évaluation de tous les diplômes, spécialisations, programmes de master et de doctorat directement ou indirectement liés à l'EDD pourraient aider à recenser les lacunes actuelles de l'enseignement supérieur dans ce nouveau domaine. De plus, les plates-formes électroniques existantes permettant de partager les connaissances sur l'EDD devraient être utilisées pour mettre cet inventaire en commun ainsi que les résultats de la recherche sur l'EDD.

L'interface entre la recherche sur l'éducation à l'environnement et celle qui porte sur l'EDD, mais aussi entre la recherche sur l'EDD et celle qui est effectuée dans le contexte de questions portant par exemple sur le développement, les droits de l'homme, la santé, la paix et la justice dans le domaine environnemental, est actuellement floue et doit être précisée pour créer une synergie entre les deux types de recherche.

Il convient de soutenir les structures nécessaires à un enrichissement mutuel des idées et des réseaux liés aux nouveaux domaines de recherche concernant le développement durable.

Enfin, la recherche sur l'EDD dans le cadre de l'apprentissage non formel et informel est au mieux très limitée et devra être renforcée au cours des années à venir.

5. Synergie entre l'EDD et d'autres modes d'éducation spécialisée

Dans plusieurs régions, il importe d'établir un rapport plus explicite entre l'EDD et l'éducation à l'environnement afin de créer entre elles une synergie plus forte. Le processus d'enrichissement mutuel qui devrait en résulter apaisera les tensions existantes et contribuera vraisemblablement à une meilleure conceptualisation et institutionnalisation de ces deux domaines. De plus, des synergies similaires doivent être établies entre l'EDD et d'autres types d'éducation « adjectivale » telle que l'éducation à la paix, l'éducation aux questions de genre, l'éducation inclusive, l'éducation multiculturelle, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation au VIH et au SIDA, l'éducation globale, l'éducation des consommateurs, l'éducation holistique, l'éducation civique, l'éducation à la santé et l'éducation pour le développement. Au cours de la seconde moitié de la DEDD, il conviendrait d'encourager la création de plates-formes et de réseaux et de susciter des réunions qui rassembleraient des représentants clés de ces types d'éducation en rapport avec le développement durable. Le potentiel intégrateur de l'EDD doit être utilisé et renforcé.

6. Ressources et matériels d'EDD

Le manque de matériels spécifiquement conçus pour promouvoir l'EDD se fait cruellement sentir. Certains matériels de référence sont disponibles, mais de nombreux pays doivent recourir à des documents qui traitent de questions générales de développement durable ou faire appel à une éducation à l'environnement aux contenus et méthodes plus traditionnels. La disponibilité de méthodes d'EDD spécifiques et les innovations au niveau de l'enseignement et de l'apprentissage sont encore rares. L'absence déjà mentionnée de recherche et de développement concernant l'EDD est préoccupante à cet égard. En même temps, il convient de dégager davantage de ressources pour soutenir les éducateurs qui s'emploient à intégrer l'EDD dans leur enseignement. Les pays et les systèmes éducatifs ont besoin d'une assistance pour réformer et réorienter les contenus, la méthodologie et les programmes d'enseignement afin de développer les compétences, les connaissances et les valeurs fondées sur l'EDD.

La création de plates-formes de partage du savoir sur l'EDD accessibles à de multiples audiences et faisant appel à divers médias, notamment à ceux qui sont fondés sur les TIC peut contribuer à rendre les ressources d'EDD

disponibles. Idéalement, ces ressources devraient être disponibles en plusieurs langues. En même temps, elles doivent être examinées et constamment mises à jour et améliorées. La création de logiciels libres et de ressources en libre accès pour l'EDD (c'est-à-dire de wikis sur l'EDD) pourrait constituer une option attractive pour le partage et le développement des ressources en matière d'EDD.

7. Coopération internationale

Pour pouvoir avancer au niveau des régions, il faut développer et utiliser les réseaux. Actuellement certaines initiatives régionales de grande envergure sont déjà en cours dans le monde entier pour établir des réseaux d'EDD, ce qui aide à promouvoir et renforcer l'EDD au niveau national. Ces initiatives doivent être appuyées ou lancées par des points focaux pour l'EDD actifs, des organismes nationaux de coordination de l'EDD, les bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation, des Commissions nationales pour l'UNESCO et des chaires UNESCO, de préférence en collaboration avec les réseaux régionaux existants et des ONG axées sur le développement durable.

Dans les années qui viennent, la coopération Nord-Sud restera cruciale, de même que la coopération Sud-Sud et Nord-Nord. L'établissement parallèle de réseaux sous-régionaux qui s'opère dans le contexte du développement durable en général et de l'EDD en particulier devrait également être soutenu.

Bien que les régions soient satisfaites de leurs stratégies régionales d'EDD, il est évident qu'une revitalisation périodique s'impose pour maximiser leur impact. Cela nécessitera la participation active de toutes les parties prenantes concernées à l'ajustement, au suivi et à l'évaluation de la stratégie. Il est tout aussi nécessaire de faire participer les parties prenantes qui n'ont pas contribué à la stratégie régionale de l'EDD ou ne l'ont pas approuvée.

8. Établissement de réseaux nationaux

L'établissement de stratégies d'EDD bien ancrées, coordonnées et soutenues au niveau régional, sous-régional, national et même local reste une priorité. Dans les pays où ils font encore défaut, des engagements nationaux envers la (D)EDD doivent être pris durant la seconde moitié de la décennie dans le cadre des Commissions nationales pour le développement durable ou d'accords nationaux de développement durable déjà souvent en place. Dans les pays où des stratégies de ce genre existent déjà, celles-ci devraient être considérées comme vivantes et susceptibles d'être fréquemment remaniées suivant des modes participatifs à mesure que la situation évolue et que le nombre de parties prenantes

augmente. Des mécanismes appropriés doivent être utilisés pour partager ces stratégies avec ceux qui n'ont pas contribué à leur création.

Les stratégies nationales portant spécifiquement sur l'EDD ne sont pas encore répandues. Là encore, les pays où existe une solide tradition en matière d'éducation à l'environnement s'appuient sur des stratégies conçues pour la mise en œuvre de mesures d'éducation à l'environnement ou d'autres initiatives liées au développement durable, ce qui n'est pas nécessairement négatif dans la mesure où celles-ci sont souvent bien ancrées dans la réalité locale et sont reconnues au plan national.

Le développement et le soutien à l'EDD étant un processus multipartenarial, les stratégies d'EDD devraient être mises en œuvre en collaboration avec différents services officiels (et non seulement avec les ministères de l'éducation et de l'environnement) ainsi qu'avec d'autres principaux groupes d'intérêt (par exemple des ONG, le secteur privé, des particuliers, des experts, des groupes confessionnels et les médias).

Les réseaux nationaux d'EDD devraient également permettre de prendre davantage en compte les perspectives locales et autochtones sur le développement durable. Ils peuvent le faire activement en organisant des réunions sur la question de l'EDD et des communautés autochtones, en vue d'établir des approches, des méthodes et des mécanismes régionaux à l'appui de processus de développement durable au sein de ces communautés. L'établissement de réseaux régionaux d'EDD devrait également se traduire par la production de produits, d'outils et de matériels accessibles en langue locale.

9. Coordination

L'EDD nécessite le soutien résolu des gouvernements pour pouvoir aller de l'avant. L'EDD étant une initiative intersectorielle, beaucoup de ministères et de services gouvernementaux, en plus des ONG et des OSC, participent à des activités qui y sont liées. Bien qu'il existe des exemples de coordination inter-gouvernementale de l'EDD, beaucoup de pays sont encore en quête de mécanismes et de formes de gouvernance qui transcendent les intérêts sectoriels. Par exemple, le renforcement des capacités nécessaire à l'élaboration d'une politique concernant l'EDD au sein de tous les ministères compétents, notamment le ministère de l'économie, mais aussi à d'autres niveaux du gouvernement, apparaît prioritaire pour assurer une synergie intersectorielle et une meilleure coordination.

Une coordination s'impose également entre les parties prenantes nationales, régionales et/ou locales pour fixer

des priorités, tant thématiques que programmatiques, axer l'EDD sur les besoins urgents de développement durable et servir de fondement à une approche plus large du développement durable par le biais de l'éducation et de l'apprentissage. Dans de nombreux pays en développement, la participation active de l'Équipe de pays des Nations Unies et l'inclusion de l'EDD dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) doivent servir de base à une assistance nationale. Dans ces pays, une collaboration avec les organisations donatrices est également cruciale dans le processus d'élaboration de stratégies et de cadres nationaux à l'appui de l'EDD.

Enfin, bien que toutes sortes d'organismes des Nations Unies, d'agences et de réseaux participent activement à l'EDD et que des mécanismes de coordination aient été mis en place, il est trop tôt pour parler d'une réponse concertée des Nations Unies à l'EDD. Dans le cadre même du système des Nations Unies, l'EDD nécessite une réflexion originale et un engagement qui soit authentique plutôt que purement stratégique. L'une et l'autre doivent être renforcés dans le cadre du système des Nations Unies si l'on veut véritablement assister à un effort concerté de sa part dans les années à venir. Cette réflexion et cet engagement peuvent également amener à repenser les structures et budgets existants. C'est seulement alors que l'ensemble des efforts déployés par les Nations Unies pour développer et soutenir l'EDD dans le monde constitueront plus que la somme de la contribution des divers organismes, réseaux, commissions nationales, etc. Le fonctionnement des principaux bureaux et commissions chargés de soutenir l'EDD devra également faire l'objet d'une réflexion critique, dans la mesure où une telle réflexion n'a pas été prévue dans le cadre de ce rapport à mi-parcours, et l'on pourra peut-être découvrir ainsi de nouveaux domaines où des progrès s'imposent si l'on veut renforcer la contribution des Nations Unies à la DEDD.

10. Financement

À mi-parcours de la DEDD, on ne sait pas exactement comment la crise économique mondiale actuelle affectera le financement de l'EDD et du développement durable, mais différents scénarios sont envisageables. Suivant un

scénario optimiste, cette crise déboucherait sur une prise de conscience plus largement partagée du fait que nos systèmes actuels, notamment économiques, ne sont pas tenables et que, maintenant plus que jamais, il est temps de s'orienter vers des systèmes plus durables. Selon ce scénario, un financement accru pourrait être mis à la disposition de l'EDD et/ou du développement durable. D'après un scénario moins optimiste pour la DEDD, la crise économique actuelle ferait reculer l'EDD et le processus de développement durable en arrière et le P de Profit supplanterait le P de Planète ou de Peuples.

Si le premier scénario se concrétise, il est capital que l'EDD soit positionnée comme un élément majeur du type de renforcement des capacités dont ont besoin les entreprises et l'industrie, les collectivités et les établissements d'enseignement pour créer de nouvelles économies et de nouveaux systèmes financiers fondés sur le principe de la durabilité.

Il est indispensable de lever des fonds pour les activités et projets d'EDD afin d'assurer le succès de la DEDD. Il convient de ne pas laisser aux seuls gouvernements le soin de fournir les ressources financières et d'assurer la dynamique de l'EDD car les donateurs multilatéraux/bilatéraux et le secteur privé peuvent eux aussi devenir d'importants contributeurs. Pour obtenir le soutien plein et entier des donateurs et des parties prenantes, l'EDD a besoin non seulement d'être inscrite à l'ordre du jour du pays, mais aussi d'être incorporée aux cadres budgétaires, aux plans nationaux de développement et à des stratégies nationales de développement durable (s'il en existe). Comme l'EPT, l'EDD a besoin d'un soutien budgétaire et il convient également de préconiser pour elle une autonomie budgétaire auprès de tous les ministères compétents.

Annexe

| | |
|--|----|
| Principales conclusions et propositions d'action | 77 |
| Références | 83 |
| Liste de sigles et acronymes | 86 |
| Carte des pays ayant répondu à l'appel concernant le suivi et l'évaluation de la DEDD | 88 |

Principales conclusions et propositions d'action

Contexte

Nous sommes arrivés à mi-chemin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014). Ce bilan présente les progrès réalisés et les obstacles rencontrés pendant les cinq premières années, lors de l'établissement des dispositions, des stratégies, des mécanismes et des contextes en faveur du développement et de la mise en œuvre de l'Éducation pour le développement durable (EDD). Il souligne également les solutions qui permettront de progresser pendant les cinq années restantes.

Principales conclusions

Ce bilan a permis d'aboutir à 10 conclusions principales.

1) Significations de l'EDD

En raison des différences régionales, nationales et locales, l'EDD peut être interprétée de différentes manières. Ces différences d'interprétation sont souvent liées à la tradition de gouvernance spécifique à un pays, mais peuvent aussi résulter des obstacles concrets auxquels un pays ou une région peuvent être confrontés. L'EDD fait par conséquent l'objet de nombreuses interprétations. La tradition de gouvernance, par exemple, aura un effet sur le fait qu'un pays adopte une orientation plus pédagogique concernant l'EDD en mettant l'accent sur l'apprentissage (social), la participation et le renforcement des capacités, ou sur une orientation plus instrumentale visant à modifier le comportement des gens. Les pays confrontés à une extrême pauvreté, aux problèmes du VIH et du SIDA et à une disparition rapide de la biodiversité sont susceptibles de se concentrer différemment sur le contenu de l'EDD par rapport aux pays devant faire face à une forte dépendance au pétrole et à un consumérisme excessif.

Ainsi, les débats à l'échelle nationale et locale sont considérés comme fondamentaux pour en arriver à un consensus sur la signification de l'EDD.

2) Contribution des Nations Unies à la DEDD

La contribution des Nations Unies à la DEDD est caractérisée par l'engagement d'un certain nombre d'agences des Nations Unies dans la mise en œuvre de l'EDD.

L'UNESCO a mis en place des programmes thématiques pour faciliter la collaboration entre ses secteurs, a nommé des groupes consultatifs d'experts et a mobilisé ses bureaux régionaux ainsi que les commissions nationales pour assurer une mise en œuvre efficace de la DEDD. Elle a en outre fait appel au Programme UNITWIN et aux Chaires UNESCO pour appuyer l'EDD et la DEDD.

En 2005, il y a eu plusieurs lancements de la DEDD aux niveaux régional, sous-régional, national et sous-national. Des réunions et ateliers sur l'EDD ont eu lieu dans le monde entier et plusieurs documents et ressources de l'EDD soutenus par les Nations Unies ont été mis à disposition dans un format numérique et papier. A mi-parcours de la Décennie, il est cependant trop tôt pour parler d'une « réponse concertée des Nations Unies à l'EDD », et il reste beaucoup à faire. En renforçant la collaboration intersectorielle et en fournissant des ressources humaines et financières au niveau du Siège de l'UNESCO et au niveau régional, on améliorerait encore davantage la mise en œuvre de la DEDD.

3) Organismes nationaux de coordination de l'EDD

Sur les 97 pays qui ont répondu à l'enquête de 2008, 79 signalent qu'un organisme national de coordination de l'EDD a été créé, ce qui est tout à fait remarquable après cinq ans seulement.

On observe cependant certaines différences d'une région à l'autre.

Bien que le développement rapide des organismes de coordination soit effectivement remarquable, il convient d'étudier de façon plus approfondie les processus qui ont abouti à leur création et les rôles qu'ils jouent effectivement.

4) L'EDD dans les documents de politique nationale

Les pays participants signalent une présence notable de l'EDD dans les documents de politique nationale, dont la plupart traitent de la participation de plus en plus large à l'EDD et de son intégration aux programmes. L'EDD est principalement intégrée aux politiques et programmes nationaux d'éducation, en particulier à l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi aux stratégies environnementales et de développement durable. En même temps, on peut conclure que la plupart des pays n'ont pas encore de politique ni de stratégie nationale précise en matière d'EDD. Aucune politique spécifique à l'appui d'un apprentissage informel et non formel dans le contexte du développement durable n'a été signalée, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'en existe pas dans les pays et régions qui attachent une grande importance à la participation de la communauté et à l'apprentissage social multipartenarial. Les pays de toutes les régions qui ont répondu à l'enquête signalent que des mécanismes sont soit en place, soit en préparation pour soutenir la conservation, l'utilisation et la promotion des savoirs et des modes de vie autochtones, également dans le contexte de l'EDD.

5) Coopération gouvernementale interservices sur l'EDD

Dans la plupart des parties du monde, une structure de coopération gouvernementale interservices sur l'EDD fait toujours défaut du fait que les décideurs et les services administratifs n'ont guère l'habitude de réfléchir dans un cadre dépassant celui de leurs compétences. Il n'empêche que de nombreux pays participants font état d'efforts accrus pour établir des liens entre les ministères et les autres parties prenantes concernant l'EDD.

6) L'EDD dans l'éducation formelle

De nombreux gouvernements des pays ayant participé à l'enquête se sont engagés à soutenir l'inclusion de l'EDD dans l'éducation formelle et tout particulièrement dans l'enseignement primaire et secondaire. Signalons au passage que cela peut entraîner une refonte des programmes, de l'enseignement et de l'apprentissage et en fait, de la façon dont fonctionne un établissement d'enseignement dans son ensemble (par exemple dans le cas d'une approche scolaire globale). Une réponse plus courante consiste à apporter des ajustements de détail au système existant pour accorder plus de place aux questions de durabilité, parfois en utilisant des installations existantes qui ont été créées dans le passé pour l'éducation à l'environnement.

Il arrive également que l'inclusion de l'EDD aboutisse à l'adoption de nouvelles approches de l'apprentissage telles que l'enseignement et l'apprentissage transversaux et interdisciplinaires. Peu de pays signalent un soutien à l'EDD dans l'éducation préscolaire. La situation est plus positive pour la formation des enseignants, l'enseignement supérieur ainsi que la formation et l'enseignement professionnels.

7) L'EDD dans l'éducation non formelle et l'apprentissage informel

L'EDD dans l'éducation non formelle et l'apprentissage informel est à l'ordre du jour dans la plupart des pays qui ont répondu et dans tous les réseaux internationaux de parties prenantes et les organisations de la société civile interrogés. Il est cependant impossible de dire si le volume et la qualité du soutien fourni sont suffisants pour permettre d'exploiter réellement les possibilités apparemment infinies d'apprentissage lié à l'EDD dans des contextes non formel et informel. On ne dispose guère d'informations sur les montants alloués à l'EDD dans le cadre de l'éducation informelle et non formelle, ni sur la façon dont sont utilisées les nombreuses ressources fournies gratuitement sous forme aussi bien imprimée que numérique. Il faudrait également savoir plus clairement quels sont les groupes qui utilisent ces ressources, et en quelles quantités.

De plus, la promotion de l'EDD dans des contextes informels et non formels semble exiger de nouveaux modes de distribution de fonds aux ONG, aux groupes confessionnels et aux organisations de la société civile qui désirent développer l'EDD dans des cadres d'apprentissage semi-structurés.

8) Recherche, développement et diffusion de l'EDD

La recherche-développement en matière d'EDD n'est guère développée dans le monde. Dans leur grande majorité, les pays ayant répondu au questionnaire n'accordent pas de bourses d'EDD et ne font pas état d'un soutien financier à l'innovation et au renforcement des capacités dans ce domaine.

La recherche qui a lieu porte essentiellement sur l'éducation formelle et sur les mesures de politique générale et de réglementation liées à la mise en œuvre de l'EDD. Du fait que la pratique de l'EDD progresse, une évaluation de la qualité de l'EDD s'impose de plus en plus. Les programmes existants d'évaluation de la qualité de l'EDD (par exemple l'élaboration d'indicateurs d'EDD) sont soutenus par les organismes internationaux plutôt que par les gouvernements nationaux.

9) Établissement de réseaux d'EDD au niveau international

De toutes les régions de l'UNESCO proviennent toutes sortes d'exemples instructifs de coopération régionale témoignant d'une progression remarquable du travail en réseau d'EDD au niveau international. Il n'empêche que certains rapports de synthèse régionaux signalent que tous les exemples utilisés ne facilitent pas nécessairement la mise en place de réseaux d'EDD. Ces exemples constituent plutôt des moyens de promotion de l'EDD. Parmi les groupes ou organisations faisant partie de réseaux liés à l'EDD figurent des universités, des gouvernements nationaux (ministères), des autorités municipales ou locales, le secteur privé et des ONG.

10) Disponibilité de budgets publics et/ou incitations économiques en faveur de l'EDD

Dans la plupart des pays interrogés, les budgets publics et/ou les incitations économiques en faveur de l'EDD sont soit inexistantes, soit au mieux très limitées. Il semble qu'il existe dans ces pays un consensus sur la nécessité de lever des fonds pour les activités et projets d'EDD pour pouvoir assurer le succès de la DEDD. Il est également important d'internaliser l'EDD dans les structures budgétaires nationales. Les pays commencent maintenant à envisager le financement et la budgétisation de l'EDD par les différents ministères en déterminant dans quelle mesure l'EDD est conforme aux principaux documents dans les différents secteurs afin de coordonner son financement et sa programmation intersectoriels au niveau national.

Propositions d'action

Ce bilan a permis d'identifier 10 principaux domaines d'action pour la seconde moitié de la DEDD.

1) Sensibilisation, signification et portée de l'EDD

La faible sensibilisation à l'EDD et la compréhension limitée de celle-ci à tous les niveaux constituent encore un défi fondamental, d'où un soutien insuffisant de la part des sociétés et gouvernements. Ce manque de sensibilisation et de compréhension peuvent empêcher les gens de reconnaître la présence et la valeur de l'EDD existante, dans des activités menées sans le label « EDD » mais qui constituent dans le fond une éducation et un apprentissage dans le contexte du développement durable. Il faut s'efforcer d'assurer une communication plus créative de l'EDD pour que toute la diversité de l'EDD et du développement durable soit bien comprise. La participation des médias (sous forme imprimée ou non et sur le Web) doit être renforcée pour transmettre le message de l'EDD et le développement durable et engager des dialogues au moyen de logiciels libres au sujet de l'EDD et du développement durable au sein de différents publics et entre eux, en particulier entre les jeunes du monde entier.

Il devrait y avoir place pour de multiples interprétations et significations de l'EDD, mais il est bien entendu que l'éducation et l'apprentissage dans le contexte du développement durable ne sauraient ignorer les interconnexions entre les aspects environnementaux, sociaux, économiques et culturels du développement durable. De nombreux pays ont pour habitude de prendre en compte la dimension environnementale de la durabilité et n'ont aucun problème à le faire, mais c'est généralement moins le cas pour les dimensions sociales, économiques et culturelles. Durant la seconde moitié de la DEDD, il conviendrait d'encourager un dialogue multipartenarial entre des individus et des organisations représentant les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable.

2) Réorientation des programmes, de l'enseignement et de l'apprentissage

Du fait que les innovations dues à l'EDD dans l'enseignement et l'apprentissage n'en sont encore qu'à leurs débuts, il y a une demande mondiale pour des méthodologies alternatives susceptibles de renforcer les capacités de la population liées au développement durable telles que: comprendre

la complexité; prendre conscience des connexions et interdépendances; participer à des processus de prise de décision démocratiques, et enfin mettre en question les systèmes et les habitudes dominants, acceptés depuis longtemps et qui paraissent fondamentalement non viables. Les écoles normales, les instituts chargés de l'établissement des programmes et les organismes de recherche pédagogique devraient être à l'avant-garde de la recherche et de la mise au point de ces nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage et des types de programmes, de contextes d'apprentissage et de rapports entre l'école et la communauté qui sont nécessaires pour permettre à ce type d'apprentissage de prospérer. En même temps, les politiques éducatives et les mécanismes de soutien permettant des formes plus intégrées d'enseignement et d'apprentissage devraient être renforcés.

3) Renforcement des capacités

Dans les prochaines années, le perfectionnement professionnel lié à l'EDD devrait également se concentrer sur la façon de renforcer les capacités des enseignants, des directeurs et des animateurs pour introduire et améliorer de nouvelles formes d'apprentissage inspirées de l'EDD dans les écoles, les universités, sur le lieu de travail et dans les quartiers. Il faut aménager un espace pour développer et expérimenter ces nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage. L'EDD devrait, éventuellement en parallèle avec le développement de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), faire dorénavant partie intégrante de la formation des responsables des entreprises et de l'industrie. Ce dernier aspect n'a guère été souligné à ce jour dans le cadre de la DEDD, bien que l'EDD semble avoir progressé de façon remarquable dans certains domaines de l'enseignement professionnel et de la formation. Enfin, le renforcement des capacités d'apprentissage social multipartenarial, la facilitation et le renforcement des réseaux entre les écoles, les établissements d'enseignement/organisations et autres partenaires potentiels de l'EDD au niveau local, national et international semblent cruciaux. Ce renforcement des capacités est également nécessaire dans le cadre de l'éducation non formelle et de l'apprentissage informel.

4) Recherche, suivi et évaluation liés à l'EDD

Il faut soutenir la recherche liée à l'EDD pour améliorer à la fois la qualité de l'EDD et la base de connaissances sur laquelle celle-ci repose. Cette recherche pourrait porter sur les éléments suivants: (1) fondements théoriques et discours critique sur l'EDD; (2) identification et analyse des éléments et des efforts qui facilitent ou entravent l'EDD;

(3) identification et analyse de la contribution évolutive de l'EDD au monde de l'éducation (par exemple, pratique, programme, et résultats de l'éducation); (4) identification et l'analyse de la contribution évolutive de l'EDD à la viabilité de la société; (5) utilisation des données provenant de la recherche sur l'EDD pour prendre des décisions éclairées; (6) vérification de l'avancement de la DEDD (c'est-à-dire suivi et évaluation).

La recherche sur l'EDD dans l'éducation non formelle et l'apprentissage informel est, dans le meilleur des cas, très limitée et devra être renforcée dans les années à venir. De plus, beaucoup d'acteurs dans le domaine de l'EDD sollicitent la création d'indicateurs d'EDD adaptés au contexte pour pouvoir être mieux à même de procéder au suivi, à l'évaluation et au développement ultérieur de l'EDD. Il faut aider les pays à mettre au point leurs propres indicateurs d'EDD.

La création de fonds de recherche liés à l'EDD avec le concours de donateurs internationaux et de fondations nationales pour la recherche peut faire progresser qualitativement et quantitativement la recherche sur l'EDD menée aussi bien par les universitaires que par les praticiens. En ce qui concerne ces derniers, il conviendrait de soutenir les initiatives en faveur des enseignants pour leur permettre de devenir eux-mêmes chercheurs en EDD dans leurs établissements et salles de classe.

5) Synergie de l'EDD avec d'autres éducations « adjectivales »

Dans plusieurs régions, il faut définir explicitement le rapport entre EDD et Éducation à l'environnement afin d'assurer une plus grande synergie entre les deux. Le processus consécutif d'enrichissement mutuel devrait mettre fin aux tensions actuelles et contribuer à une conceptualisation et une institutionnalisation améliorées des deux types d'éducation. Des synergies similaires doivent être créées entre l'EDD et d'autres éducations « adjectivales » comme l'éducation à la paix, l'éducation aux questions de genre, l'éducation inclusive, l'éducation multiculturelle, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation au VIH et au SIDA, l'éducation globale, l'éducation des consommateurs, l'éducation holistique, l'éducation civique, l'éducation à la santé et l'éducation pour le développement. Durant le reste de la DEDD, il conviendrait d'encourager la création de réseaux rassemblant les principaux représentants de ces types d'éducation liés au développement durable.

6) Ressources et matériels d'EDD

Il existe une grave pénurie de matériels spécifiquement conçus pour promouvoir l'EDD. Certains matériels de référence sont certes disponibles, mais de nombreux pays doivent recourir à des documents traitant de questions générales de développement durable ou faisant appel à un contenu et à des méthodes d'éducation à l'environnement de type plus traditionnel. Il faut rendre plus disponibles les méthodes et innovations spécifiques à l'EDD dans l'enseignement et l'apprentissage. La création de plates-formes accessibles pour le partage des connaissances sur l'EDD entre publics multiples utilisant les TIC peut aider à rendre disponibles les ressources sur l'EDD. Idéalement, ces ressources devraient être disponibles dans plusieurs langues, et être constamment réexaminées, mises à jour et améliorées. La création de logiciels libres et de ressources en libre accès pour l'EDD (par exemple de wikis EDD) pourrait constituer une option attractive pour le partage et le développement des ressources dans le domaine de l'EDD.

7) Coopération internationale et régionale

Coopération Nord-Sud et Sud-Sud

La voie à suivre dans toutes les régions dépend en partie du développement et de l'utilisation de réseaux inter- et intrarégionaux. La collaboration Nord-Sud restera cruciale mais, au cours des prochaines années, la collaboration Sud-Sud et l'établissement connexe de réseaux sous-régionaux qui s'opère dans le contexte du développement durable en général et de l'EDD en particulier devront également être activement soutenus. Actuellement, des initiatives majeures de mise en réseau de l'EDD au niveau régional sont déjà en cours dans le monde entier, et elles aident à promouvoir et renforcer l'EDD au niveau national. Ces initiatives doivent être lancées ou soutenues par des points focaux dynamiques, des organismes nationaux de coordination de l'EDD, les bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation, les commissions nationales pour l'UNESCO et les chaires UNESCO, en collaboration avec les ONG orientées vers le développement durable, le secteur privé et des organisations de la société civile.

Stratégies régionales d'EDD

Bien que les régions soient satisfaites de leurs stratégies régionales d'EDD, il est évident que celles-ci doivent être revitalisées périodiquement pour avoir un maximum d'impact. Cela nécessitera une participation active de toutes les parties prenantes concernées pour ajuster, suivre et évaluer la stratégie.

Il est également nécessaire d'associer les parties prenantes qui n'ont pas contribué à la stratégie régionale d'EDD ou ne l'ont pas approuvée.

8) Établissement de réseaux nationaux

L'établissement de réseaux et de partenariats bien implantés, coordonnés et solidement appuyés au niveau national, provincial et local ou à celui des États reste prioritaire. Dans les pays où ils font encore défaut, des engagements nationaux envers l'EDD devraient être pris durant la seconde moitié de la Décennie, en tirant parti des commissions nationales pour le développement durable ou des accords nationaux de développement durable qui sont déjà en place dans bien des cas. Dans les pays où ces stratégies existent déjà, elles devraient être considérées comme « vivantes » et nécessitant un remaniement fréquent par des moyens participatifs à mesure que la situation évolue et que le nombre de parties prenantes concernées augmente. Les réseaux nationaux d'EDD devraient également permettre de prendre davantage en compte les conceptions locales et autochtones concernant le développement durable. On peut pour cela établir des approches, des méthodes et des mécanismes régionaux avec la même participation active de représentants des communautés autochtones et d'autres groupes sociaux marginalisés. Les réseaux régionaux d'EDD devraient également se traduire par des produits, outils et matériels faciles d'accès et disponibles dans les langues locales.

9) Coordination

Bien qu'il existe des exemples de coordination intergouvernementale et interinstitutionnelle de l'EDD, de nombreux pays sont encore en quête de mécanismes et de formes de gouvernance qui transcendent les intérêts propres à chaque secteur. Le renforcement des capacités d'élaboration de la politique en matière d'EDD au sein de tous les ministères compétents et notamment du ministère de l'économie, mais aussi à d'autres niveaux de l'administration apparaît prioritaire si l'on veut assurer une synergie intersectorielle et une meilleure coordination.

Une coordination est également nécessaire entre les parties prenantes nationales, régionales et/ou locales pour fixer des priorités, aussi bien thématiques que programmatiques, afin de disposer d'une base solide pour s'attaquer au problème du développement durable par l'éducation et l'apprentissage. Dans beaucoup de pays en développement, la participation active de l'équipe de pays des Nations Unies et l'inclusion de l'EDD dans des plans-cadres des

Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) sont nécessaires pour ouvrir la voie à une assistance nationale. Dans ces pays, une collaboration avec les organisations donatrices est également cruciale dans le processus d'élaboration de stratégies et de cadres nationaux à l'appui de l'EDD.

Dans le cadre du système des Nations Unies proprement dit, l'EDD nécessite une réflexion novatrice et transdisciplinaire, et un engagement davantage authentique que stratégique à l'égard de l'EDD. Ces types de réflexion et d'engagement doivent être renforcés au sein du système des Nations Unies si l'on veut qu'« un effort concerté des Nations Unies » se concrétise dans les années à venir. De cette façon, l'ensemble des efforts déployés par les Nations Unies pour développer et appuyer l'EDD dans le monde entier constituera davantage que la somme des contributions des divers organismes, réseaux et commissions nationales. Il conviendra également d'engager une réflexion critique sur le fonctionnement des bureaux clés, des Commissions nationales pour l'UNESCO et des bureaux régionaux qui ont été chargés d'apporter un soutien à l'EDD. Une telle réflexion est absente de ce bilan à mi-parcours. Une réflexion critique peut révéler des domaines supplémentaires appelant des améliorations qui renforceront la contribution des Nations Unies à la DEDD.

10) Financement

Il est indispensable de lever des fonds pour les activités et projets afin de mener à bien la DEDD. Cette tâche ne devrait pas être laissée aux seuls gouvernements. Les donateurs multilatéraux et bilatéraux ainsi que le secteur privé peuvent être d'importants contributeurs. Pour obtenir le soutien plein et entier des donateurs et des parties prenantes, l'EDD doit non seulement être inscrite à l'ordre du jour national, mais aussi être intégrée dans les cadres de budgétisation, les plans nationaux de développement et les stratégies nationales de développement durable (le cas échéant). Comme l'EPT, l'EDD a besoin d'une aide budgétaire. L'autonomie budgétaire de l'EDD doit également être

préconisée au sein de tous les ministères compétents.

À mi-parcours de la DEDD, on ne sait pas exactement quel effet aura la crise économique mondiale actuelle sur le financement de l'EDD et du développement durable, mais différents scénarios sont envisageables. Selon un scénario favorable à la DEDD, la crise économique mondiale actuelle débouchera sur une prise de conscience plus générale du fait que nos systèmes actuels (notamment économiques) ne sont pas viables et que, maintenant plus que jamais, il est temps de passer à des systèmes plus viables. Suivant ce scénario, des moyens financiers accrus pourraient être mis à la disposition de l'EDD et/ou du développement durable. Selon un scénario moins favorable à la DEDD, la crise actuelle freinerait la dynamique de l'EDD et du développement durable en ce sens que le P du Profit l'emporterait sur le P de Planète ou de Peuples.

Si le premier scénario favorable se réalise, il est crucial que l'EDD soit positionnée comme un élément majeur du type de renforcement des capacités qui s'impose dans les entreprises et l'industrie, au sein des communautés et dans les établissements d'enseignement pour créer de nouvelles économies et de nouveaux systèmes financiers qui soient fondés sur le principe de durabilité.

Références

Brochure sur l'UNESCO et le développement durable

Une brochure sur « L'UNESCO et le développement durable » préparée avec le Bureau de la planification stratégique, qui souligne les mesures de l'UNESCO pour le développement durable dans ses différents champs de compétences.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001393/139369f.pdf>

Framework for the UNDES international implementation scheme

Ce document est un cadre de référence pour l'élaboration du Plan international de mise en œuvre de la DEDD établi à travers un processus de consultation avec les autres agences des Nations Unies, des organisations internationales, gouvernements, ONG, universités, individus et le secteur privé. Il a été présenté à la 59^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, septembre-octobre 2004) et a servi de référence pour la rédaction du Plan international de mise en œuvre de la DEDD.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001486/148650E.pdf> (anglais seulement)

Plan international de mise en œuvre de la DEDD

Ce texte a été adopté par le Conseil exécutif de l'UNESCO au cours de sa 172^e session (septembre 2005).

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001486/148654f.pdf>

Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014): les deux premières années

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001540/154093f.pdf>

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable: Déclaration de Bonn

 http://www.esd-world-conference-2009.org/fileadmin/download/ESD2009_BonnDeclarationFrench.pdf

EFA-ESD Dialogue: Educating for a sustainable world

Ce document analyse les tensions et les consensus qui existent entre l'Éducation au développement durable et l'Éducation pour tous, et identifie les synergies possibles.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001780/178044e.pdf> (anglais seulement)

Liens entre les initiatives globales en matière d'éducation

Une brochure intitulée « *Liens entre les initiatives globales en matière d'éducation* » passe en revue les similarités et les différences entre les quatre initiatives (OMD, DNUA, EPT et DEDD) et contient des suggestions concernant un appui mutuel et une collaboration. Elle est disponible seulement en ligne.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001408/140848m.pdf>

Directives relatives à l'intégration des questions de développement durable dans la formation des enseignants

Les *Directives et recommandations pour la réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable* ont été établies par la Chaire UNITWIN/UNESCO sur la réorientation de la formation des enseignants pour prendre en compte la durabilité (York University, Toronto) et le Réseau international des établissements de formation pédagogique.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001433/143370f.pdf>

Drivers and barriers for implementing sustainable development in higher education

Ce recueil de documents (provenant d'un atelier organisé à Göteborg du 7 au 9 décembre 2005 par la Chalmers University of Technology et l'Université de Göteborg) traite des facteurs favorables et des obstacles à la mise en œuvre du développement durable dans l'enseignement supérieur.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001484/148466E.pdf> (anglais seulement)

Drivers and barriers for implementing learning for sustainable development in pre-school through upper secondary and teacher education

Ce recueil de documents (provenant d'un atelier organisé à Göteborg du 27 au 29 mars 2006 par l'Université et la Ville de Göteborg) présente les facteurs favorables et les obstacles à la mise en œuvre de l'apprentissage pour le développement durable dans l'enseignement depuis l'école maternelle jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à la formation des enseignants.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001509/150966e.pdf> (anglais seulement)

The contribution of early childhood education to a sustainable society

Cette publication sur la contribution de l'éducation de la petite enfance à une société viable, explique comment éduquer les jeunes enfants pour empêcher une aggravation de la dégradation de notre planète et contribuer à l'avènement d'une société viable fondée sur les droits de l'homme, la paix et la justice. Elle a pour origine l'atelier international sur le thème « Le Rôle de l'éducation préscolaire pour une société viable » organisé à Göteborg (Suède) en mai 2007.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001593/159355E.pdf> (anglais et espagnol seulement)

Good practices in teacher education institutions

Cet ouvrage présente des exemples de bonnes pratiques provenant des établissements de formation d'enseignants dans diverses parties du monde.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001524/152452eo.pdf> (anglais seulement)

Bonnes pratiques dans la région de la CEE des Nations Unies

Exemples de bonnes pratiques dans les pays membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001533/153319f.pdf>

Good practices using the Earth Charter

Compilation de 27 expériences d'éducation non formelle et d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, copubliée par l'UNESCO et Earth Charter International. Ces expériences de 17 pays montrent comment il est possible de mettre l'EDD en pratique en utilisant la Charte de la Terre comme outil.

 <http://www.earthcharterinaction.org/invent/images/uploads/Good%20Practices.pdf> (anglais seulement)

La DEDD en bref

Une brochure sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable et le rôle moteur de l'UNESCO.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001416/141629f.pdf>

Le plan international de mise en œuvre de la Décennie en bref

Les éléments essentiels du Plan international de mise en œuvre de la DEDD ont été établis et sont disponibles en anglais et en français.

 Français - <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001473/147361f.pdf>

Document d'information sur l'éducation pour le développement durable

Dans le cadre des célébrations du 60^e anniversaire de l'UNESCO, la semaine du 5 au 10 juin 2006 était consacrée à l'éducation pour le développement durable. Une page d'information sur l'éducation pour le développement durable a été produite par le Bureau de l'information au public de l'UNESCO en anglais, français, arabe, chinois, russe et espagnol.

 Français http://www.unesco.org/bpi/pdf/memobpi39_sustainabledvpt_fr.pdf

« Éduquer pour le monde de demain »

Le numéro 16 de L'éducation aujourd'hui, Bulletin d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO traite de l'éducation pour le développement durable et de la DEDD.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001444/144403f.pdf>

Cadre pour une stratégie de communication en appui à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001512/151243f.pdf>

Éducation pour le développement durable et compétences nécessaires dans la vie courante

Cette brochure, intitulée *Contribuer à un avenir plus viable: éducation de qualité, compétences nécessaires dans la vie courante et éducation du développement durable*, se penche sur une éducation de qualité qui favoriserait la connaissance, les compétences et les valeurs nécessaires pour assurer un avenir meilleur.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001410/141019f.pdf>

Education for sustainable development: Linking Learning and Happiness

Cette brochure donne un aperçu du concept de Bonheur national brut et de ses liens avec l'éducation pour le développement durable comme moyen de promouvoir le « bonheur » grâce à un apprentissage qualité.

 http://www2.unescobkk.org/elib/publications/146_147/ESD_Happiness%202007_web.pdf (anglais seulement)

Two concepts, one goal: education for international understanding and education for Sustainable development

Ce document intitulé « Deux concepts, un objectif: l'éducation au service de la compréhension internationale et du développement durable » met en lumière des domaines clés complémentaires et des synergies entre l'éducation au service de la compréhension internationale et l'EDD.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001507/150703e.pdf> (anglais seulement)

Globalization and education for sustainable development: sustaining the future

Rapport de la Conférence internationale: « Pour un avenir viable - Mondialisation et éducation pour le développement durable »; Nagoya, Japon; 2005.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001492/149295e.pdf> (anglais seulement)

Natural disaster preparedness and education for sustainable development

Ce document port sur la préparation aux catastrophes naturelles et l'éducation pour le développement durable. Il fournit des détails sur la mise au point de matériel pédagogique approprié à la culture et au contexte locaux pour la préparation aux catastrophes naturelles qui est destiné aux principaux groupes de parties prenantes et qui intègre les principes et stratégies d'EDD.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001504/150454e.pdf> (anglais seulement)

Education for sustainable development toolkit

Ressources pour l'éducation pour le développement durable.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001524/152453eo.pdf> (anglais seulement)

CD-ROM « Teaching and learning for a sustainable future »

Ce CD-ROM sur l'enseignement et l'apprentissage pour un futur durable est un programme multimédia de formation des enseignants. Ce programme comprend 100 heures (25 modules) de cours de formation initiale et continue pour les enseignants, les responsables de l'élaboration des programmes, les décideurs en matière d'éducation et les auteurs de matériels pédagogiques. Également disponible en ligne à l'adresse suivante:

www.unesco.org/education/tlsf. (anglais seulement)

Media as partners in education for sustainable development: a training and resource kit

Ce kit, produit par l'UNESCO avec la Fondation Thomson, a pour but d'aider les professionnels des médias à rendre compte des questions de développement durable, à aider à fournir des informations pertinentes et un modèle pour la formation des médias sur cette question importante.

Ce kit de formation des médias à l'éducation pour le développement durable traite des questions examinées sur les fronts social, économique et environnemental. Il ne prétend pas connaître toutes les réponses, mais s'inspire de l'expérience acquise et recommande des sources d'information pour une investigation et une recherche plus poussées.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001587/158787E.pdf> (anglais et russe seulement)

YouthXchange: écologie et style de vie - kit de formation sur la consommation durable - le guide

Guide sur les questions de durabilité à l'intention des jeunes.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001240/124085fo.pdf>

Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur (Edgar Morin)

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001177/117740fo.pdf>

Stratégies régionales

Regional Strategy of Education for sustainable Development for Sub-Saharan Africa (SSAESD)

Stratégie régionale pour l'Afrique subsaharienne.

 http://www.dakar.unesco.org/news/pdf07/observatory_strat.pdf (anglais seulement)

Regional Guiding Framework of Education for sustainable Development in the Arab Region

Stratégie régionale pour les États Arabes.

 http://www.unesco.org/beirut/fileadmin/FIELD/BEIRUT/PDF/ESD_Regional_Framework_EN_May08__2_.pdf (anglais seulement)

Estrategia latinoamericana para la decada de educación L'éducation pour le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes

Stratégie régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

 Estrategía Latinoamericana para la Década de Educación para el Desarrollo Sostenible <http://www.earthcharter.org/foro2006/index.htm> (espagnol seulement)

Asia-Pacific Regional Strategy for Education for Sustainable Development

Stratégie régionale pour la région Asie-Pacifique.

 http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/EDD/documents/EDD_publications/working-paper.pdf (anglais seulement)

Pacific Education for Sustainable Development Framework

Cadre de l'éducation pour le développement durable dans le Pacifique.

 <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001476/147621E.pdf> (anglais seulement)

Stratégie de la CEE pour l'éducation pour le développement durable

 <http://www.unece.org/env/documents/2005/cep/ac.13/cep.ac.13.2005.3.rev.1.f.pdf>

Liste des sigles et acronymes

| | |
|----------|--|
| BFC | Bureau de coordination des unités hors Siège |
| BSP | Bureau de la planification stratégique |
| CDD | Commission du développement durable |
| CEE | Commission économique pour l'Europe |
| CER | Centre d'expertise régional |
| CMSE | Cadre mondial de suivi et d'évaluation |
| CNUED | Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement |
| DD | Développement durable |
| DEDD | Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable |
| DNUA | Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation |
| EDD | Éducation pour le développement durable |
| EDD-J | Conseil japonais pour la DEDD |
| EDUSIDA | Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH&SIDA |
| EE | Éducation relative à l'environnement |
| EFTP | Enseignement et formation techniques et professionnels |
| ENF | Éducation non formelle |
| ENSI | Environment and Schools Initiative |
| EOCAC | Pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale |
| EPPE | Protection et éducation de la petite enfance |
| EPT | Éducation pour tous |
| ERC | Secteur des relations extérieures et de la coopération |
| ESE | Europe du Sud-Est |
| FRESH | Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace |
| GHN | Groupe de haut niveau |
| GNUD | Groupe des Nations Unies pour le développement |
| GTZ | Agence allemande de coopération technique |
| IAC/DEDD | Comité de coordination interagences sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable |
| IIS | Plan international de mise en œuvre de la Décennie |
| ISU | Institut de statistique de l'UNESCO |

| | |
|------------|---|
| IWG/EDD | Groupe de travail intersectoriel sur l'EDD |
| JFIT/EDD | Fonds-en-dépôt japonais pour l'Éducation en vue du développement durable |
| LAC | Amérique latine et Caraïbes |
| LIFE | Initiative pour l'alphabétisation: savoir pour pouvoir |
| LINKS | Système de savoirs locaux et autochtones |
| MEEG | Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation |
| MESA | Programme pour l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les universités africaines |
| ODG | Cabinet du Directeur général |
| OIG | Organisation intergouvernementale |
| OIT | Organisation internationale du Travail |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le développement |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| OSC | Organisation de la société civile |
| PCM | Processus de consultation multipartenariale |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| RÉSEAU | Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO |
| SADC | Communauté de développement de l'Afrique australe |
| S&E | Suivi et évaluation |
| SMDD | Sommet mondial pour le développement durable |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| TTISSA | Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne |
| UICN | Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNU | Université des Nations Unies |
| UNU-IAS | Université des Nations Unies-Institut des hautes études |
| VIH & SIDA | Virus de l'immunodéficience humaine Syndrome d'immunodéficience acquise |
| WBCSD | Conseil mondial des entreprises pour le développement durable |



La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014), a fait naître de grands espoirs parmi les pays et les parties prenantes qui s'efforcent de promouvoir et de développer l'éducation pour le développement durable (EDD).

L'année 2009 correspond au milieu de la Décennie. Pour les parties prenantes, les agences des Nations Unies et l'UNESCO, en tant qu'agence chef de file pour la DEDD, le moment est venu de considérer les progrès et les défis des cinq dernières années ainsi que de fixer des stratégies et des orientations pour la seconde moitié de la DEDD.

La série de rapports de suivi et d'évaluation de la DEDD, rassemblés sous le titre « Apprendre pour un monde durable » a pour objectif de rendre compte des progrès accomplis pendant la DEDD. Le rapport 2009 sur les contextes et structures de l'EDD est le premier de la série.

Le rapport donne une idée claire et succincte de la mise en place de structures et de mécanismes, tels que des politiques, des directives et des organismes de coordination, qui favorisent la mise en oeuvre de l'EDD dans les différents pays du monde. Cet ouvrage donne également un aperçu des divers contextes géographiques dans lesquels l'EDD évolue.

Ce rapport cherche à donner au lecteur une vision équilibrée de l'état actuel de l'EDD au niveau global ainsi que des défis auxquels elle se trouve confrontée.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

